

## I. France periode - Période française

AURÉLIEN LIGNEREUX

### ***Servir Napoléon. Policiers et gendarmes dans les départements annexés (1796-1814)***

Paris, Éditions Champ Vallon, 2012, 395 p.

La France révolutionnaire, sous la Convention et sous le Directoire, avait réussi à porter ses frontières sur la ligne du Rhin. La France napoléonienne, du fait des circonstances – et de ses guerres continuelles – en vint à s'étendre en 1811 sur 130 départements, de Hambourg et Lübeck à Rome en passant par Amsterdam, Mayence...et Bruxelles. Pour imposer à ces masses de "nouveaux Français" fraîchement annexés le respect de l'Empire et de ses lois, on assista à la mise en place rapide du premier "État policier / Empire des policiers" de l'époque dite contemporaine. S'il allait être suivi par bien d'autres, il revint au régime bonapartiste d'instaurer avec les moyens du bord, parfois chichement mesurés, un "policing" associant l'esprit des Lumières aux pratiques d'Ancien Régime, mêlant de jeunes "cadres dynamiques" aux sbires des principicules d'autrefois. Objectif : encadrer des populations réticentes, étouffer rapidement d'éventuelles rébellions, contraindre les "chers administrés" à payer l'impôt (dont les excrécés "Droits réunis") et à se soumettre à la conscription. Pour ce faire, un corps de sécurité tenu pour une élite... mais aux effectifs dérisoires : 400 commissaires chargés de la Police générale et 6.000 gendarmes dispersés à travers pas moins de 45 départements fraîchement réunis à la "vieille France".

Connu comme un bon spécialiste de l'histoire de la gendarmerie, Aurélien Lignereux s'est appuyé sur un énorme dépouillement

bibliographique et archivistique pour décrire par le menu l'histoire de ces agents du pouvoir central (ou de Monsieur le Préfet ?) éparpillés dans cet empire en dilatation constante jusqu'au désastre final de Russie. Il a réalisé cette étude avec érudition, finesse et, ce qui ne gâche rien, sens de l'humour pour décrire certaines situations de terrain. Au bout du compte, il montre bien que ces corps d'autorité ont oscillé, selon les lieux, entre le *modus operandi* d'une force coloniale chargée d'imposer au forceps l'ordre à des indigènes réfractaires et celui d'une force publique acceptée de plus ou moins bon gré.

Derrière la façade apparemment majestueuse et monolithique du système français existaient bien des fissures, bien des improvisations. Quoique devant recruter largement chez les autochtones (au départ, à raison d'1/3 du personnel), les effectifs des corps de police se trouvèrent toujours en sous-nombre et, nonobstant la perfection des organigrammes théoriques, le quadrillage de *bonne police* n'était pas à niveau dans maints départements. En outre, la qualité des éléments qui composaient ces corps de police laissait régulièrement à désirer, malgré les instructions (et les espoirs) de leurs concepteurs parisiens : malgré leur bonne volonté, quand ils en avaient, les pandores, implantés en terre étrangère par la langue et par les mœurs, manquait autant de psychologie que de moyens et, par leurs maladresses, risquaient ainsi de devenir eux-mêmes des facteurs de désordre, non un vecteur d'intégration dans l'Empire. À cela s'ajoutait, comme chez tous les dominants, la condescendance, voire le mépris de la haute administration impériale pour ses nouveaux administrés, et les organes d'exécution s'en ressentaient. Le préfet de la Doire estimait par exemple que pour ex-

tiper le brigandage en ces lieux, "il faudrait en quelque sorte changer la position du département" tandis qu'un officier supérieur de gendarmerie opérant en Piémont estimait pour sa part que c'était un pays "où les hommes ont l'air de naïtre voleurs comme ils naissent goîtreux dans la Maurienne".

Quoi qu'il en ait été et malgré ces distorsions graves entre les belles théories et la réalité des choses, le système fonctionna peut-être parce que, rationnellement pensé, il devait s'appliquer dans le cadre de lois civiles s'appliquant semblablement à tous, "nouveaux" et "anciens" Français. En outre, en plus d'un point, il s'avérait supérieur aux pratiques policières d'Ancien Régime et si la répression des rébellions pouvait s'avérer féroce, elle était semblablement dispensée, que ce soit à Turin, à Ypres ou à Rouen. Et surtout, dans les territoires annexés de relativement longue date, elle convenait fort aux notabilités autochtones, grandes et petites, ralliées au régime bonapartiste qui garantissait l'ordre, la bonne marche des affaires ainsi que la permanence des hiérarchies sociales.

Un processus de stabilisation, voire d'intégration civique des populations était peut-être même en train de s'esquisser vers 1810-1812 pour ce qui est des régions proches de la "vieille France", Piémont et ci-devant Pays-Bas belgiques au premier chef. Cela certes n'empêchait pas des petites "émotions" populaires de se manifester, des petites rébellions collectives d'éclater ici et là mais elles étaient vite étouffées et le grand brigandage s'éteignait peu à peu.

Hélas pour l'empereur, les ralliements relevaient de l'opportunisme beaucoup plus que de la conviction.

Lorsque le vent mauvais se leva après la désastreuse campagne de Russie, il retourna promptement les élites ralliées et la loyauté des gendarmes locaux devint elle-même des plus friable. Au fond, beaucoup s'étaient faits les serviteurs d'un système administratif "performant" selon leurs intérêts, d'essence plus administrative qu'idéologique. Quand le rapport de forces militaires changea, la dynamique d'intégration impériale se brisa net et les défections se multiplièrent.

Pourtant, ce fut la défaite de ses armées qui emporta l'Empire policier, pas un soulèvement populaire généralisé – hormis dans la "Hollande" fraîchement annexée. Mieux (ou pire, c'est selon), quantité de prescriptions policières napoléoniennes furent maintenues par les États successeurs, et il en fut de même pour une part du personnel autochtone point trop compromis. Comme quoi il est bien vrai, ainsi que l'énonçait un expert en la matière répondant au nom de Joseph Fouché, que "les régimes passent, la police reste".

Bref, une excellente synthèse qui sera appréciée à sa juste mesure par tous les lecteurs friand de la "nouvelle histoire impériale" impulsée outre-Quévrain par un Thiery Lentz.

**Alain Colignon**

JOSÉ OLCINA

***L'opinion publique en Belgique entre 1812 et 1814. Les Belges face à l'écroulement de l'Empire***

(Mémoires de la classe des lettres, Collection in-8, 3<sup>e</sup> série, vol. 52), Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2011, 440 p.

Met zijn boek over de publieke opinie in België tijdens de Franse periode neemt José Olcina een draad op uit de nationale historiografie

die ver terug reikt maar lang niet versleten is. De politieke gezindheid van de bevolking in de 'negen verenigde departementen' is van bij het begin een historiografische splijtzwam geweest. Hoewel : juister is het te schrijven dat historici van uiteenlopende signatuur op de publieke opinie hun eigen politieke en ideologische aspiraties hebben geprojecteerd. Elke uitspraak over de acceptatie of de verwerping van het Franse regime door de inwoners van het gebied dat vanaf 1830 België werd, impliceert immers bijna automatisch een stellingname in de grote politieke en ideologische debatten die de Belgisch-nationale historiografie hebben getekend : Belgisch versus Frans, katholiek versus liberaal, Vlaams en Waals versus elkaar of versus België<sup>1</sup>. Dat het thema sinds verschillende decennia wat uit de aandacht is verdwenen, betekent niet dat er een consensus zou zijn bereikt. De vele publicaties waarin twintig jaar geleden naar aanleiding van de *bicentenaire* van 1789 op de Franse periode in België en haar erfenis werd teruggeblikt, maken ten overvloede duidelijk hoezeer de oude verdeeldheden nog doorleven in de hedendaagse historiografie<sup>2</sup>. José Olcina verdient alle lof voor het nieuw leven dat hij dit oude maar onbesliste debat inblaast.

De grote verdienste van zijn werk is dat het de bronnen resoluut centraal stelt. Het boek behandelt jammer genoeg slechts de laatste twee jaar van de Franse aanwezigheid in België, maar het doet dit wel ten gronde. De hoeveelheid geraadpleegde bronnen is enorm. De basis wordt gevormd door de

rapporten en correspondentie van de prefecten van de negen departementen, van de algemeen commissaris voor politie Bellemare in Antwerpen en van een hele serie functionarissen, veelal gericht aan de ministers van Binnenlandse Zaken en Politie. Daarnaast werden memoires, eigentijdse kronieken en kranten geraadpleegd als aanvulling op het officiële discours. Het boek kent een minutieuze chronologische opbouw die erop gericht is om de informatie uit de bronnen terug te plaatsen in zijn context. Die aanpak heeft het enorme voordeel dat de impact van de eigentijdse gebeurtenissen op de publieke opinie heel precies kan worden gevolgd. Het resultaat is een uiterst gedetailleerd en genuanceerd verhaal waarin rekening wordt gehouden met de invloed van een veelheid aan parameters op de evolutie van het publieke opinie tijdens de turbulente zwanenzang van het Napoleontische regime in België.

Op deze manier rekt Olcina af met de gewoonte van heel wat van zijn voorgangers om de publieke opinie te kenmerken aan de hand van enkele zorgvuldig uitgekozen maar volstrekt contextloze citaten uit prefectorale rapporten, liefst met een verwijzing naar het 'karakter' van de Belgen of een andere diepgewortelde en dus onveranderlijke oorzaak. De kern van Olcina's argument luidt daarentegen dat de publieke opinie tijdens de laatste jaren van het Napoleontische bewind voortdurend onderhevig was aan schommelingen. Het ritme van die schommelingen hing samen met de wisselende krijgskansen van de Franse legers

1. MARIE-ROSE THIELEMANS, "De Jemappes (1792) à Waterloo (1815) : courants de l'historiographie belge aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles", in *La Storia sulla storiografia Europea sulla Rivoluzione Francese. Relazioni congresso associazione degli storici europei maggio 1989*, Rome, 1990, p. 209-260.

2. SERGE DERUETTE, "La Révolution française dans l'historiographie belge récente : enjeux et sphères d'intérêt", in HERVÉ HASQUIN (dir.), *La Belgique française, 1792-1815*, Bruxelles, 1993, p. 459-468..

en de door de oorlog veroorzaakte lasten van de conscriptie, rekwisitie en extra belastingen. De evolutie van de publieke opinie in de Belgische departementen verschilde weinig tot niet van die in het oude Frankrijk. De mate van identificatie met het Franse gezag vertoonde lokale variaties maar was evenredig aan Napoleons successen op het slagveld. Olcina verwijst voor die constatering naar de zo gehate conscriptie, die tijdens de laatste jaren van het Franse bewind vrij trouw werd opgevolgd, uitgezonderd in periodes waarin het voortbestaan van het Franse gezag twijfelachtig leek, zoals in de weken volgend op de Slag bij Leipzig (1813). De publieke opinie ten aanzien van het bewind was uiterst pragmatisch en altijd conditioneel en werd sterk gestuurd door de hoop op vrede en stabiliteit. Met deze analyse verrijkt Olcina het veelal eenzijdige en monolithische beeld van de oudere historiografie over dit thema. Met name het idee dat de Belgen na Napoleons Russische nederlaag in 1812 de vrije loop gaven aan hun jarenlang opgekropte anti-Franse gevoelens, blijkt een door patriottisme ingegeven fictie.

In dezelfde beweging lijkt Olcina evenwel iedere ruimte voor meer structurele en politieke elementen in de verklaring van de publieke opinie te ontkennen. Nochtans duidt hij zelf enkele elementen aan die een meer blijvende invloed uitoefenden op de mate van acceptatie van het Franse gezag, waaronder taal (grotere weerstand in de Nederlandstalige dan de Franstalige departementen), sociale klasse (grotere weerstand bij de lagere klassen en de oude adel dan bij de middenklasse), geografie (het doorleven van identificaties met vroegere vorstendommen), religie en heimwee naar de voormalige Oostenrijkse soeverein. Aan deze meer structurele factoren

lijkt hij echter slechts een bijkomende rol toe te kennen, aangezien hij zich in de eindconclusie louter beperkt tot het verloop van de oorlogshandelingen om de evoluties in de publieke opinie te verklaren. Nochtans verwezen de Franse functionarissen zelf op gezette tijden naar dergelijke factoren en waagden ze zich nu en dan aan generaliserende uitspraken over de gezindheid van (delen van) de Belgische bevolking. Het lijkt erop dat Olcina in zijn legitieme streven naar een meer evenwichtige, contextuele en neutrale analyse van de publieke opinie het politieke element onterecht marginaliseert. Zo laat zijn analyse geen ruimte voor de mening van rabiate tegenstanders van het Franse gezag, die de legitimiteit ervan op politieke of ideologische gronden betwistten. Olcina maakt wel gebruik van enkele door anti-Franse burgers geschreven kronieken maar besteedt geen aandacht aan het grote contrast tussen deze documenten en de veelal positief gestemde rapporten van de prefecten.

Een deel van het probleem ligt bij de weinig bevredigende definitie van het begrip publieke opinie die de auteur hanteert. Hij beperkt zich tot de omschrijving die de Franse administrateurs zelf aan dat begrip gaven, zonder die op het hedendaagse conceptuele kader af te stemmen. Dat zorgt voor een onduidelijkheid over het precieze onderzoeksobject. Het gebrek aan duidelijke definitie is symptomatisch voor de schaarste aan theoretische reflectie in het boek. Hoewel hij zich grotendeels op officiële bronnen baseert, besteedt de auteur te weinig aandacht aan de interne logica van het discours waarin die zijn gesteld. Sinds de *linguistic turn* weten we dat taal niet als een eenvoudige spiegel van de realiteit kan worden beschouwd maar dat ze die realiteit zelf mee vormgeeft. Bij

rapporten van prefecten en commissarissen aan hun oversten is dit *a fortiori* het geval, aangezien een positieve berichtgeving over de stemming in het eigen ambtsgebied afstraalde op het prestige van de auteur van het rapport. Olcina geeft nauwelijks blijk van reflectie over de logica van het discours en de representativiteit van de bronnen die hij hanteert. Voor een boek dat zich bijna uitsluitend op officiële stukken baseert, is dit gebrek aan kritische afstand een aanzienlijk manco.

Niettemin heeft José Olcina hiermee een bijzondere waardevolle bijdrage geleverd tot de wetenschappelijke literatuur over de Franse periode. Het zet een nieuwe standaard voor het veld, in de eerste plaats op empirisch vlak. Dat niet alle lezers zijn analyse zullen delen zal hopelijk een stimulans betekenen voor nieuw onderzoek naar dit uiterst relevante maar enigszins verwaarloosde thema.

Brecht Deseure

## II. Politieke geschiedenis - Histoire politique

PAUL DELFORGE

### *L'Assemblée wallonne 1912-1923. Premier Parlement de Wallonie ?*

Namur, Institut Destrée, 2013, 286 p.

En ces temps grisâtres ponctués de tensions communautaires à répétition qui orientent le vécu institutionnel de ce pays vers une autonomie de plus en plus grande des communautés et des régions, il n'est pas mauvais que la Wallonie, en tant qu'entité politique, connaisse ses origines, à défaut de savoir toujours précisément où elle va. On ne peut d'ailleurs dire que, dans sa quête identitaire,

elle se soit montrée jusqu'ici très proactive : tandis que les réflexions polémiques et les publications scientifiques abondent en Flandre à ce niveau, elles sont très chichement mesurées au sud de la frontière linguistique, les chercheurs – et les essayistes – se sentant manifestement davantage interpellés par d'autres problématiques.

D'une certaine façon, la substantielle étude que Paul Delforge vient de consacrer au "premier" parlement wallon aidera peut-être à combler un tant soit peu ces manques. Car il s'agit d'un ouvrage solidement charpenté, étayé de surcroît par de multiples sources encore peu exploitées et faisant opportunément appel à des productions ad hoc tant en néerlandais qu'en allemand. L'auteur, qui s'est déjà fait connaître pour avoir livré voici quelques années un travail non moins fouillé sur *La Wallonie et la Première Guerre mondiale. Pour une histoire de la séparation administrative* (2008) se trouve en quelque sorte ici en terre de connaissance. Collaborateur de l'Institut Jules Destrée et donc fort versé dans l'examen des différents projets fédéralistes concoctés au sein du mouvement wallon, il s'est penché cette fois sur un organisme politique qui avait voué sa raison d'être à préparer et – qui sait ? – à réaliser une bien difficile équation : la "séparation administrative" de la Wallonie et de la Flandre...dans le cadre de l'unité belge. Et comme ledit organisme se concevait comme une Assemblée strictement régionale et portait fièrement le millésime 1912, il avait le mérite de resituer dans un passé relativement lointain les origines du Parlement wallon (1993), ci-devant Conseil régional wallon (1974).

Avouons-le franchement, le livre refermé, cette histoire laisse au lecteur un petit goût de

“trop peu”, moins parce qu’elle aurait laissé dans l’ombre des éléments significatifs ou gênants que parce qu’elle s’achève de manière impromptue, en l’an 1923, après le départ de Destrée. Or, dans les faits, l’Assemblée en question continua à exister jusqu’au déclin des années trente sous la houlette de son nouveau chef de file, le libéral Joseph-Maurice Remouchamps. À ce moment il est vrai, même si elle n’était pas arrivée au stade de l’auto-dissolution, elle n’était plus que l’ombre d’elle-même et elle avait abandonné les objectifs autonomistes qu’elle avait portés au départ au profit d’un “unionisme” à colonne vertébrale francophone et francophile.

Enfant des grands congrès wallons du XX<sup>e</sup> siècle balbutiant (1905, 1912), l’Assemblée wallonne, portée sur les fonts baptismaux par un vague Comité d’Étude pour la Sauvegarde de l’Autonomie des Provinces wallonnes, devait surtout la vie à la constatation faite, au sein de la mouvance laïque de la Belgique méridionale, libéraux et socialistes confondus, que cette région se trouverait politiquement marginalisée “*ad vitam aeternam*” dans l’État belge tel qu’il fonctionnait alors, face à une Flandre “cléricale” et de plus en plus dominante par le simple jeu de la démographie.

Au fond, la mise en place de ce “parlement fantôme”, constitué comme son vis-à-vis national à raison d’un délégué pour 40.000 habitants, devait répondre à cette constatation ainsi qu’à pas mal de frustrations dans une frange non négligeable des partis laïcs, privés de l’espérance du pouvoir après leur échec aux législatives de juin 1912.

Les catholiques, régnant depuis 1884 sans partage sur les instances gouvernementales

grâce aux forts bataillons flamands se gardèrent bien de s’associer à l’opération : ils brillèrent longtemps par leur absence au sein de l’Assemblée et contribueront, par leur hostilité, à la parer d’un petit halo subversif. Pourtant, soutenue par quelques fortes personnalités (Destrée, Delaite, Pastur, Magnette,...), la nouvelle Assemblée, structurée en différentes commissions, se mit à abattre un travail sérieux, fonctionnant en quelque sorte comme un centre d’études voué à préparer la “séparation administrative” sous ses multiples aspects. Le concept de “séparation administrative”, puisé aux sources de l’histoire de Belgique mais volontairement nébuleux, tenait un peu de l’auberge espagnole : chacun y apportait ce qu’il voulait y trouver, et les opinions les plus radicales côtoyaient les esprits les plus pondérés, sans parvenir jamais à rallier l’ensemble des parlementaires wallons – ce qui aurait été l’idéal de ses promoteurs. Des membres des sociétés régionalistes ou dialectales, des représentants de l’intelligentsia comblèrent les absences par trop apparentes. Tenus au départ comme un pis-aller, leur nombre, leur influence ne fit que s’accroître, de concert avec celle des fonctionnaires et ils finirent par donner le ton dans l’Entre-deux guerres.

Telle quelle, compte tenu de ses limites, l’Assemblée fit bonne besogne : en moins de deux ans, elle ensemença pour l’avenir. Au-delà de ses suggestions proprement politiques (et jamais suivies) et de ses récriminations antigouvernementales ponctuelles, elle parvint à doter la Wallonie d’une symbolique identitaire forte, du drapeau au “Coq hardy” en passant par un hymne et une fête spécifiques, celle-ci étant appelée à un plus brillant succès que celui-là.

Puis vint la Grande Guerre, qui interrompit net un mouvement encore fragile mais porteur de bien d'ambitions, dont nul ne sait comment il aurait pu tourner si l'Europe était restée sagement en paix.

Les membres de l'Assemblée wallonne s'abstinrent collectivement de toute prise de position publique sous l'occupation allemande, nonobstant les sollicitations de l'ennemi, toujours intéressé à recourir au bon vieux "*Divide ut imperes*". Ceux qui étaient restés "sous le joug" gardèrent en général le silence tout en continuant à étudier, en petits comités discrets, différentes hypothèses de travail pour l'après-guerre allant plutôt dans le sens d'une autonomie accentuée des provinces, sans rejet absolu du fédéralisme régional. Quelques individualités plus pressées que prudentes (Franz Foulon, Oscar Colson, Arille Carlier) se risquèrent en 1918 à réactiver leurs positions séparatistes *coram populo* comme si les soldats du *Kaiser* n'étaient pas là (et dans le cas de Colson, ils y étaient diablement...) et comme si rien ne s'était passé depuis août quatorze. Sans rien celer, Delforge s'étend par le menu sur leur fourvoiement, qui relevait beaucoup plus de la maladresse que de la trahison et qui fut sévèrement sanctionné par leurs pairs.

Remise en route après l'Armistice, l'Assemblée wallonne connut une ultime poussée de fièvre autonomiste au printemps 1919, dans la foulée des discours wilsoniens sur le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Feu de paille. L'opinion francophone communiait désormais dans un belgicisme sans complexe, dopé par la victoire et d'autant mieux admis qu'avec le suffrage universel toutes les familles politiques pouvaient se retrouver tour à tour associées au pouvoir, sans vraiment

d'exclusives. Plus n'était vraiment besoin de cultiver, en Wallonie du moins, une structure oppositionnelle à bases autonomistes/séparatistes, toutes symboliques qu'elles aient été... Les effervescences radicales des débuts furent ainsi promptement mises au placard et, Destrée devenant ministre (déc.1919), le secrétariat général passa à Joseph-Maurice Remouchamps. Celui-ci réussit à partir de février 1920 à lui imprimer une vision toute de modération, faisant du "vote bilatéral" (pour qu'une loi soit adoptée, elle devait recueillir la majorité dans les deux communautés linguistiques du pays) son cheval de bataille. Les choses évoluant dans ce sens, la famille chrétienne put tout à son aise y déléguer des représentants, d'autant plus que l'Assemblée en vint rapidement à sortir de son cadre régional pour s'attacher à la défense des francophones de Flandre. Paradoxalement, elle connut sa plus grande popularité, Remouchamps *regnante*, en tirant l'épée pour le maintien de "Gand français" (l'université francophone de Gand) en 1921.

La pilule fut si dure à avaler pour les autonomistes authentiques qu'elle comptait encore en son sein que ceux-ci finirent par s'en retirer à la suite de Destrée (juillet 1923).

L'Assemblée wallonne n'en périt pas, poursuivit son chemin... et se fit de plus en plus ronronnante, entre aimables régionalistes et paisibles dialectisants, avec encore, de ci, de là un fédéraliste attardé n'ayant pas perçu le changement de "ligne" politique. Elle s'étiola en douceur, après avoir quand même accouché d'un premier "Congrès culturel wallon".

Mais il s'agit d'une autre histoire, et qui mériterait sans nul doute d'être relatée

avec autant de nuances et de précisions, à condition d'être mise en perspective avec les forces relevant de la nébuleuse autonomiste des années trente.

Bref, une fort honorable contribution et, nonobstant le caractère naturellement austère de cette problématique, coulée dans un style agréable, ce qui ne gâche rien.

Alain Colignon

BERT GOVAERTS

***Ik alleen ! Een biografie van Albert De Vleeschauer (1897-1971)***

Antwerpen, Houtekiet, 2012, 488 p.

In een kleine 500 blz. schreef de Auteur de eerste biografie van de katholieke politicus Albert De Vleeschauer met als *modus operandi* : het personage voor zichzelf laten spreken zonder "in zijn hoofd te kijken". Natuurlijk stelt zich de vraag of dat voor een biograaf überhaupt te vermijden is.

In een tiental chronologische hoofdstukken worden leven en carrière van Albert De Vleeschauer onder de loep genomen, voor een groot deel op basis van zijn (gezuiverde) privé-archieven in het KADOC en van privé-archieven van andere politici. Daarbij werd het toch vrij omvangrijke Kongo 40/44-privé-archief Albert De Vleeschauer in het Cegesoma niet helemaal benut.

Govaerts schetst eerst de dorpsafkomst van zijn protagonist, diens vlucht naar Nederland met andere piepjonge seminaristen in 1914 en zijn oorlogsjaren als brancardier. De auteur heeft het hierbij nog eens over de "achterstelling van de Vlaamse soldaten aan het IJzerfront", een oude hypothese die nu

toch al jaren in een bredere context wordt geplaatst.

In 1919 – zijn roeping is ondertussen verdwenen – beginnen Albert De Vleeschauer's Leuvense studentenjaren in Letteren en Wijsbegeerte, daarna Rechten. In 1922 werd de blijkbaar toch niet echt opvallende student, advocaat en in 1923 jurist van de Boerenbond, een eerste stap in "de lange mars naar de Kamer". Ondertussen was hij, als men Govaerts goed begrijpt, al een paar keer van mening veranderd : "vurig Belgisch patriot" (p. 26), "patriotisch flamingantisme" (p. 29), "flamingant" (p. 46), "geen flamingantische reflexen" (p. 55).

Zijn functies en zijn activiteiten op politiek terrein werden vanaf 1927 nog gecombineerd met een docentschap, later professoraat aan de KUL en in 1929 werd hij ook nog kabinetschef van Minister van Landbouw Baels. In 1932 volgde zijn lang nagestreefde verkiezing tot volksvertegenwoordiger. Hij behoorde tot de groep rond Van Cauwelaert en zou zich specialiseren in landbouwmateries en nog meer in de problematiek van de kinderbijlagen (hij kreeg zelf vijf kinderen, maar Govaerts gaat niet in op een eventueel verband). Paradoxaal genoeg leidden de afgang van de (katholieke) Middenkredietkas en de problemen die dat bij de Boerenbond veroorzaakte in 1935 tot de verdere opgang van Albert De Vleeschauer in de Bond, aldus de auteur.

Maar de Boerenbond-affaire werd ook een van de elementen in de campagne van Rex en Degrelle tegen de "banksters". Govaerts benadrukt dat in de in die sfeer gevoerde verkiezingscampagne van 1936 de "verdediging van het geloof" voor Albert De



Vleeschauwer toch primordiaal bleef. In het rechtse concentratie-avontuur van katholieken en Vlaams-nationalisten (KVV-VNV) speelde hij geen leidende rol, maar toch kwam hij als kersvers KVV-directoriumlid meer op de voorgrond, o.a. in de amnestiekwestie.

Zijn grootste triomf tot dan toe volgde in 1938 toen hij als consensus-kandidaat Minister van Koloniën (een relatief minder belangrijk departement) werd in de regering Spaak. Een "onderkoning van Belgisch-Congo" was geboren. Govaerts onderkent de juiste context : het nieuwe ambt is "van ontzaglijk belang voor de Katholieke Kerk" (kardinaal Van Roey aan Albert De Vleeschauwer).

Ondertussen woedde de zgn. regimecrisis verder. De auteur maakt daarbij niet echt gewag van een van de hoofdoorzaken : de quasi onmogelijkheid om regeringen te vormen zonder de socialisten.

Toen werd het mei 1940; het uur van "ik alleen" zou weldra slaan. Govaerts wijst echter terecht op de rol en houding van Gouverneur-generaal Ryckmans van Belgisch-Congo na de Belgische en Franse capitulatie. Uit deze passages blijkt dat Ryckmans eigenlijk de eerste was om resoluut te kiezen voor een Congo aan de kant van de geallieerden.

Alweer zonder positie in te nemen, schetst de auteur de uiteenlopende interpretaties die gegeven werden aan het cruciale mandaat van Administrateur-generaal van de kolonie dat Albert De Vleeschauwer van zijn collegaministers kreeg. Was het om de oorlog voort te zetten of hield het eigenlijk in dat de strijd definitief was opgegeven (versie Gutt)? Zonder

dat de auteur dat met zoveel woorden zegt, blijkt ook uit een aantal andere elementen die hij nog aanhaalt dat het "ik alleen (zette onmiddellijk de strijd aan de kant van de geallieerden verder)" met een korrel zout mag genomen worden.

Govaerts relateert ook het (aanvankelijke) belang van Congo : Albert De Vleeschauwer dacht dat hij een formidabel cadeau meebracht, de Britten zagen de kolonie als een "noodlijdende partner". Hoe dan ook hielden vanaf begin augustus 1940 "de katholieke flamingant en de joodse bankier" (Gutt!) de Belgische eer hoog in Londen. Daarbij wist Albert De Vleeschauwer volgens Govaerts goed dat er een "meningsverschil" bestond met de koning, hoewel hij dat in het openbaar zou blijven loochenen en al vlug als "Leopoldist" werd versleten. Congo werd ondertussen steeds belangrijker als geldschietter voor de Belgen in Londen en, na de Japanse veroveringen in het oosten, als producent van rubber, tin ...en uranium.

Af en toe heeft de auteur het ook over de menselijke kant van zijn protagonist. Zijn meesterwoning in Leuven, zijn mooie wijnvoorraad, de relatie in Londen met zijn secretaresse... Govaerts ziet over het hoofd dat dit laatste niet nieuw was. In *La Cohue de 1940* van Degrelle, dat nochtans in de bibliografie van het boek voorkomt, situeert deze reeds in 1936 een affaire van Albert De Vleeschauwer met de echtgenote van een "*ensemblier de la rue de Bruxelles, à Louvain*"<sup>3</sup>. Hoe dan ook zou de Londense relatie volgens Govaerts niet de laatste zijn, of hoe het vlees van de diepgelovige Albert De Vleeschauwer toch ook zwak kon zijn.

3. DEGRELLE, p. 346. Ik kan uit goede bron onthullen dat het ging om de winkel "Modern Studio" Vanweverenbergh.

De minister reisde verschillende keren naar Congo; in 1942 bleef hij er zelfs een half jaar. Zijn collega's konden dit niet altijd appreciëren; zij werden ook de eenmanspolitiek van hun collega beu. Die bleef ondertussen ondanks de steeds grotere oorlogsinspanning die aan de zwarte bevolking gevraagd werd, bij zijn klassieke paternalistische standpunten.

Govaerts maakt duidelijk dat de oorlogsinspanning de "koloniale orde" zwaar onder druk zette. Onrechtstreeks leidde dat tot een verder isolement van Albert De Vleeschauwer. Maar in de kwestie van het uranium zaten de ministers wel op dezelfde (restrictieve) lijn, zoals bekend tevergeefs : de Amerikaanse druk was te groot.

Na september 1944 terug te Brussel speelde de Minister van Koloniën een niet bijzonder opvallende rol, ook niet m.b.t. de repressie – Govaerts hangt hier trouwens nog eens het stereotiepe beeld op van de combinatie "Vlaamshaterij" en "onzorgvuldige berechting van oorlogsmisdadigers" – en de ontluikende koningskwestie. Maar dat zou niet lang duren. De auteur heeft er een realistische kijk op : dat Albert De Vleeschauwer "onwankelbaar trouw" was aan zijn Vorst staat buiten kijf, maar hij had ook begrepen dat hij, ondertussen minister af, opnieuw op het voorplan kon raken door van de koningskwestie "zijn nieuwe politieke handelsmerk" te maken. In 1949 werd hij opnieuw minister en nog wel van binnenlandse zaken, m.a.w. "minister van volksraadpleging" zoals Govaerts het uitdrukt. Zijn inzet voor Leopold III kon echter niet baten.

In het kielzog van de koningskwestie is Govaerts vaag over het anticommunisme van Albert De Vleeschauwer en diens eventuele

link met milieus rond de "barbouzes" die de moord op Lahaut uitvoerden. Was daar, zelfs bij ontstentenis van de eindresultaten van de zgn. onderzoekscommissie Lahaut, niets meer over te zeggen? Of speelde koude oorlog geen rol en ging het voor Albert De Vleeschauwer echt alleen om de Koning?

Nadat Albert De Vleeschauwer door de CVP politiek aan kant was geschoven, bleef hij zich als volksvertegenwoordiger nog wel met Congo bezighouden. De auteur wijst erop dat zijn paternalistische standpunten langzaam evolueerden. Albert De Vleeschauwer werd ook onafhankelijk juridisch adviseur van de Belgisch-Congolese bouwonderneming Socoga. Dat zou hem nog zuur opbreken. Ondertussen kon men voor de homogeen katholieke regering Eyskens van 1958 moeilijk om hem heen als minister. Deze keer kreeg hij landbouw, zijn oude liefde, wat hem niet belette met een aantal anderen te pogen de Congolese onafhankelijkheid af te remmen. 1960 werd echter zoals bekend om een andere reden het eind van zijn carrière : het gesjoemel bij Socoga. Govaerts wijdt een hoofdstuk aan de onverkwikkelijke zaak maar pleit, met het Beroepshof, Albert De Vleeschauwer vrij. Hij suggereert dat "de Loge" er voor iets tussen zat maar poneert in elk geval dat de CVP de minister als politicus "vermoordde".

In de balans die de auteur aan het einde van zijn werk opmaakt, is – opvallend – een eerste plek weggelegd voor Albert De Vleeschauwer en/in de Vlaamse Beweging. Alhoewel Govaerts zoveel mogelijk vermijdt om stelling in te nemen, vindt hij toch dat men hier "teleurgesteld" moet zijn. Maar bewees hij niet zelf zijn hele boek door dat Albert De Vleeschauwer's belangstelling voor

de Vlaamse zaak zeker niet het hoofdpunt vormde van diens carrière? Govaerts is ook kritisch voor zijn protagonist als Minister van Koloniën; het was een paternalist die ondanks het beeld dat hij van zichzelf ophing in 1940 wel degelijk ook twijfelde. Wij hebben opgemerkt dat de auteur kort was over de zaak Lahaut. Hij zit er wel mee in zijn maag, want hij komt er hier op terug en dan nog eens in de appendix, duidelijk om de rol van Albert De Vleeschauwer te minimaliseren.

Zijn eindoordeel : De Vleeschauwer was “een van onze grootste ‘kleine’ staatslieden”.

Hierboven werden enkele meer algemene bedenkingen geformuleerd bij het werk van Govaerts. Ook een paar detailopmerkingen dienen misschien nog gemaakt.

Het “Dagboek van een Arrivist” van Couteele werd bv. niet enkel als krantenreeks maar ook als boek gepubliceerd. De auteur gebruikt steeds “*Force Publique*” terwijl er een officiële Nederlandstalige term bestaat : *Weermacht*. *Eaton Square* ging volgens hem als “Belgian Square” door het leven, hoewel het eerder “*shake hands Square*” werd genoemd. Hij vermeldt niet dat “*La Belgique Indépendante*” ook in een Nederlandstalige versie bestond : “Onafhankelijk België”. Het “Half-Eeuweestpark” wordt ook Jubelpark genoemd.

De auteur koos een aantal sprekende foto's maar zegt niet dat de vijfde personaliteit op een foto t.g.v. de 50<sup>e</sup> verjaardag van de kolonie Kamervoorzitter Camille Huysmans is. En in de rijke bibliografie ontbreken enkele kleine detailstudies<sup>4</sup>, maar dat is niet zo belangrijk.

De aanmerkingen in deze recensie nemen niet weg dat we hier met een gedegen werk te maken hebben, ondanks de onmiskenbare sympathie van de auteur voor zijn personage, geen hagiografie van Albert De Vleeschauwer is geworden en dat de kritische noten niet spaart.

Een minder sterk punt lijkt mij dat de auteur, alhoewel op vele plaatsen wel aangeduid, de context van een evoluerende koloniale samenleving tussen staat, kerk, bedrijven/holdings, inlandse en blanke bevolking voor en tijdens de oorlog niet echt grondig analyseert. Ook elders ontbreekt soms wat context.

Alhoewel Govaerts geen stelling inneemt of dat althans laat uitschijnen, doet hij gelukkig meer dan enkel het personage voor zichzelf te laten spreken. Zijn conclusie over “een groot klein staatman” lijkt niet ver van de werkelijkheid.

**Dirk Martin**

CÉLINE PRÉAUX

***La fin de la Flandre belge ?***

Waterloo, Avant-propos, 2011, 317 p.

“*Nous la perdrons cette petite vaillante Belgique*”, zo schreef een anonieme lezer in september 1962 aan de liberale Antwerpse krant *Le Matin*, nadat hij had moeten aanschouwen hoe tijdens een Vlaams-nationale betoging een Belgische vlag was vertrappeld. Zijn verzuchting vat kernachtig de illusies en desillusies samen waaraan Franstaligen in Vlaamse steden gedurende de negentiende en twintigste eeuw onderhevig zijn geweest. De fatalistische vaststelling dat zij het Belgische

4. Bv. DIRK MARTIN, “De rechterzijde en het verzet : de visie van een Vlaams katholiek voorman op de ‘weerstand’”, in *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, 3, 1985.

vaderland zouden verliezen, impliceerde meteen ook dat zij zichzelf als bezitters – of toch minstens als behoeders – van dat vaderland hadden beschouwd. Met de in het vooruitgang gestelde teloorgang van België zag deze gemeenschap dan ook een deel van haar eigen bestaansredenen verdwijnen.

Het citaat is enigszins terloops opgenomen in het boek dat Céline Préaux onder de bewust provocatieve titel *La fin de la Flandre belge ?* aan de twintigste-eeuwse geschiedenis van de Franstaligen in Vlaanderen heeft gewijd (p. 225). Terecht benadrukt zij het grote politieke belang dat deze numerieke minderheid in de communautaire geschiedenis van België heeft gehad. Tijdens de eerste decennia na de onafhankelijkheid konden zij zich beschouwen als de symbolische kern van het nieuwe vaderland : enerzijds vertegenwoordigden zij door hun Vlaamse afkomst datgene wat de nieuwe staat deed verschillen van Frankrijk, anderzijds hadden zij met het Frans gekozen voor de taal van de vooruitgang, de cultuur en de nationale eenheid. Deze keuze voor het Frans maakte bovendien deel uit van een algemenere strategie van economische en intellectuele elitevorming, wat hen in het censitaire België meteen ook de hefbomen van de politieke macht in handen gaf. Uitgerekend door deze buitenproportionele concentratie van symbolisch kapitaal, rijkdom en politieke macht, gaf deze groep echter ook aanleiding tot het ontstaan en tot de latere radicalisering van Vlaamse Beweging. Op die manier werd de symbolische kern van het Belgische vaderland ook de oorzaak van zijn geleidelijke desintegratie. Dit werd vooral duidelijk ten gevolge van de democratisering van het stemrecht, die het onmogelijk maakte dat numerieke minderheden nog langer politieke meerderheidsposities bekleedden. De

toenemende macht van de Vlaamse Beweging deed in Wallonië het spook van de veralgemeende tweetaligheid opdoemen, zodat de Waalse Beweging vanaf 1930 ging opteren voor eentalige regio's. De oude link tussen de Waalse Beweging en de Franstalige Vlamingen ging verloren, zodat deze laatste verweesd achterbleven.

Dit algemene verhaal is niet nieuw, maar met behulp van een rijk en divers theoretisch apparaat vertelt Préaux het op een synthetische, verhelderende en onpartijdige manier. Zij doet daarbij ten overvloede (en soms tot vervelens toe) een beroep op het al in 1887 door Ferdinand Tönnies gelanceerde onderscheid tussen *Gemeinschaft* en *Gesellschaft*, maar vervalt daarbij niet in simplistische tegenstellingen. De Vlaamse Beweging stelde zich aanvankelijk niet zonder meer op als de verdediger van een organische gemeenschap (en dus van een etnische vorm van nationalisme), maar verdedigde fundamenteel een Belgische *Gesellschaft* die gebouwd was op de erkenning van twee gemeenschappen in een tweetalig land. Pas wanneer dit civiel-nationalistische ideaal bleek te botsen met de blauwdrukken die de Franstaligen voor ogen hadden (met het Frans als enige taal van wetgeving, administratie en hoger onderwijs), begon zij haar hoop te stellen op de taalkundige en culturele homogenisering van Vlaanderen, die uiteindelijk ook moest uitmonden in de vorming van een eigen Vlaamse staat en in de uitsluiting van de Franstaligen uit de Vlaamse gemeenschap.

Hoewel zij precies wil beschrijven hoe de marginalisering van de Franstalige Vlamingen een gevolg was van de veranderende manier waarop de Nederlandstaligen Vlaanderen ver-

*beeldden*, toch kan Préaux soms zelf de homogeniserende (en dus marginaliserende) formuleringen niet altijd vermijden. Wanneer ze over *'les Flamands'* schrijft, bedoelt ze doorgaans 'de Nederlandstaligen in Vlaanderen' en sluit ze dus zelf de Franstaligen uit de Vlaamse verbeelde gemeenschap. Deze (Nederlandstalige) Vlamingen of 'de Vlaamse *Gemeinschaft*' beschrijft ze geregeld als een collectieve actor, alsof divergenties tussen Nederlandstalige Vlamingen secundair waren. In de vroege negentiende eeuw wordt deze collectieve actor gekenmerkt door "*immobilisme*", dat zelf wordt veroorzaakt door een minderwaardigheidscomplex (p. 61, p. 232), maar vanaf het einde van de negentiende eeuw kent hij dankzij het cultuurflamingantisme een "ontwaking" en begint hij aan een "herovering" van zijn historische machtspositie (bv. p. 77, p. 236). Met dergelijke uitdrukkingen lijkt Préaux – ongetwijfeld onbewust – zelf een beroep te doen op wat Ernest Gellner het Schone Slaapster-motief in nationalistische vertogen heeft genoemd: het idee dat een volk onder de invloed van nadelige machtsconstellaties kan slapen, maar dat het uiteindelijk weer zal opstaan en zijn legitieme rechten grijpen.

Deze visie gaat in Préaux' betoog gepaard met een overschatting van de Franstalige hegemonie in het negentiende-eeuwse Vlaanderen (bv. 233, 239). Zij lijkt daarbij te miskennen dat tijdens het Verenigd Koninkrijk der Nederlanden ook aan Nederlandstalige elitevorming was gedaan, waarvan de gevolgen na 1830 niet zonder meer konden worden weggevaagd. De vroege Vlaamse Beweging werd gevormd door intellectuelen die zelf onder het regime van Willem I hadden ondervonden dat het Nederlands als volwaardige standaardtaal kon fungeren en

die dit ideaal ook nadien bleven verdedigen in allerhande literaire genootschappen en cultuurverenigingen (een thematiek die onder meer wordt belicht in Greet Drayes *Laboratoria van de natie*, 2007). Zij namen dus niet zomaar de verdediging van de bedreigde volkstaal op zich, maar opteerden voor een (artificiële) cultuurtaal die dichter dan het Frans aansloot bij die volkstaal. Aangezien in België de taalvrijheid constitutioneel was verankerd, beschikten de Franstalige elites niet over wettelijke of repressieve middelen om dit streven de kop in te drukken. In het negentiende-eeuwse België stond met andere woorden geen hegemonische Franstalige elite tegenover een immobiele Vlaamse massa, maar streden twee (weliswaar niet evenwaardige) elites voor verschillende invullingen van de Belgische natie. Dat de voorstanders van een (geheel of gedeeltelijk) Nederlandstalig Vlaanderen deze strijd wonnen ten gevolge van de politieke democratisering, kan bezwaarlijk als een 'ontwaking' worden geduid. Dit beeld is des te misleider omdat Préaux het eenduidig verbindt met de zogenaamde 'toetreding tot de moderniteit' van de Nederlandstaligen, die massaal naar de steden zouden zijn getrokken en daar afstand hadden genomen van het traditionalistische zelfbeeld dat hen door de plattelandsclerus was ingeprent (zie p. 87, 234). Sinds *Rechts Vlaanderen* van Henk de Smaele weten we dat zich minstens gedeeltelijk ook een omgekeerd proces voordeed: de stedelijke elites eigenden zich onder invloed van de politieke democratisering de mythe van het rurale Vlaanderen toe en verhoogden zo hun legitimiteit bij de plattelandsbevolking.

Zo homogeen als de negentiende-eeuwse (Nederlandstalige) Vlamingen verschijnen in hun passiviteit en immobilisme, zo een-

drachtig en actief streven zij – althans volgens Préaux’ verhaal – vanaf 1930 naar een taalkundig homogene natie (zie bv. p. 237: “*La ‘Gemeinschaft’ flamande acquiert bientôt la conviction que l’imposition de sa langue dans sa région (...) ne peut se faire que par la contrainte*”). Ook op dit vlak was de realiteit nochtans diverser, en keerde een weliswaar kleine maar niet onbelangrijke groep Nederlandstalige intellectuelen zich tegen het schrikbeeld van een etnisch homogeen Vlaanderen. Een van deze tegenstemmen was trouwens Michel Seuphor, die in het boek wordt getypeerd als één van die zeldzame Franstalige Vlamingen die sympathie toonden voor de Vlaamse Beweging (p. 59). In werkelijkheid was hij een Nederlandstalige Vlaams-nationalist (onder zijn oorspronkelijke naam Fernand Berckelaers) die slechts na verloop van tijd gedesillusioneerd afstand had genomen, niet alleen van het Vlaams-nationalisme, maar zelfs van de Nederlandse taal en van Vlaanderen.

Het frequente voorkomen van homogeniserende voorstellingen heeft veel te maken met het feit dat een groot deel van het boek berust op een synthese van secundaire literatuur. De auteur laat de resultaten van haar eigen empirische onderzoek slechts ruim over halfweg aan bod komen (meer bepaald vanaf p. 131). In dat concrete onderzoek stelt zij specifiek de Antwerpse casus tussen 1930 en 1965 centraal. Zij richt haar aandacht met andere woorden op een periode en een context waarin het Vlaams-nationale ideaal van de eentaligheid al grotendeels was bereikt, en de Franstalige Vlamingen al in hoge mate waren gemarginaliseerd. Deze keuze heeft ervoor gezorgd dat de initiële hoofdactoren van het verhaal – de Franstalige Vlamingen – eigenlijk relatief onzichtbaar blijven in het boek. Préaux

vond uiteraard voldoende Nederlandstalige Antwerpenaren die het ideaal van een ‘zuiver’ Nederlandstalig Vlaanderen publiek bepleitten. De selectie die zij daaruit maakte (één toonaangevende vertegenwoordiger van elke politieke familie, aangevuld met de ‘onafhankelijke’ intellectueel Leo Picard) is verdedigbaar, al behandelt zij hun teksten over communautaire kwesties op een veeleer opsommende en weinig contextualiserende manier. Voor de Franstalige Antwerpen vond zij echter even representatieve figuren, om de eenvoudige reden dat deze groep omstreeks deze tijd haar strijd voor een “*bilinguisme à prédominance française*” (p. 224) al grotendeels had opgegeven. Bovendien was zij numeriek zo klein dat zij in een democratische context geen partijpolitieke vertegenwoordigers kon hebben. De Franstalige Vlamingen zochten steeds minder het publieke debat, maar ontwikkelden geleidelijk aan de levenshouding die Francis de Clippelle in 1999 zou samenvatten onder het ordewoord “*pour vivre heureux, vivons cachés*” (geciteerd op p. 18).

Als ‘noodoplossing’ voor dit (voorspelbare) gebrek aan representatieve figuren heeft Préaux gekozen voor een analyse van de twee grootste Franstalige Antwerpse kranten uit deze periode, de liberale *Le Matin* en de katholieke *La Métropole*. Deze analyse werpt een interessant (maar opnieuw relatief voorspelbaar) licht op de communautaire visie van enkele spraakmakende journalisten uit deze kringen, maar toch blijft de lezer enigszins op zijn of haar honger. Hoeveel interessanter zou het niet zijn geweest indien de auteur had nagegaan hoe deze Franstalig-Antwerpse gemeenschap reëel omging met haar gemarginaliseerde positie, en hoe zij erin slaagde toch te blijven bestaan ondanks

de druk om te vernederlandsen? In welke mate en op welke manier ontwikkelden zij een reële 'diglossie'? Naar welke scholen stuurden zij hun kinderen en hoe zorgden zij ervoor dat deze in privé-aangelegenheden het Frans bleven hanteren? In welke wijken concentreerden zij zich, tot op welke hoogte organiseerden zij zich in aparte sport- en cultuurverenigingen (de hockeyclubs worden zijdelings vermeld, maar niet bestudeerd) en tot op welke hoogte kwamen zij daar in contact met Nederlandstalige stadsgenoten? Welke kranten lazen zij, welke televisieprogramma's bekeken zij, welk geloof hingen zij aan, waar gingen zij naar de kerk? Bij dat alles had zij uiteraard ook de vraag moeten stellen in welke mate deze praktijken wijzigden tijdens de Tweede Wereldoorlog, een periode die nu niet wordt behandeld in het boek (naar Lieven Saerens' *Vreemdelingen in een wereldstad* wordt zelfs niet verwezen). Indien dergelijke historisch-antropologische vragen waren beantwoord – nu worden ze slechts zijdelings aangekondigd op de laatste bladzijde – dan waren de Franstalige Antwerpenaren in het boek misschien niet verschenen als 'verliezers van de geschiedenis', maar als een groep die onder druk van de omstandigheden een heel eigen bi- of multi-culturele habitus heeft ontwikkeld. Ondanks het verdienstelijke werk van Céline Préaux, die vooral hun belang voor de globale communautaire geschiedenis van België heeft belicht, blijven zij (en meer in het algemeen de Franstalige Vlamingen) vooralsnog tot "*les grands laissés-pour-compte de l'historiographie belge*" (p. 229) behoren.

Marnix Beyen

EVA SCHANDEVYL

***Tussen revolutie en conformisme : Het engagement en de netwerken van linkse intellectuelen in België, 1918-1956***

Brussel, ASP Publishers, 2011, 408 p.

Dit boek is het herwerkte doctoraatsproefschrift waarmee Eva Schandevyl in 2003 tot doctor in de geschiedenis promoveerde. Het behandelt de maatschappelijke en culturele invloed van linkse intellectuelen in België tijdens het Interbellum en na de Tweede Wereldoorlog. In haar inleiding heeft Schandevyl het over "de waarden" op basis waarvan intellectuele groepsvorming gebeurde en de discours waarrond intellectuele netwerken tot stand kwamen. Daarnaast wil ze ook oog hebben voor de manieren waarop binnen de socialistische en communistische bewegingen werd nagedacht over intellectuelen en hun maatschappelijke functie (p. 15). Zoals de titel al aangeeft, ontwaart ze daarbij een spanningsveld tussen bepaalde "idealen" ("vrede en voorspoed, sociale rechtvaardigheid en vooruitgang") en wat ze "de concrete verwezenlijking ervan" noemt (p. 15). Die idealen brachten een groot aantal internationalisten, communistische intellectuelen, *compagnons de route*, humanitaire socialisten en pacifisten samen, maar er ontstonden ook divergenties en breuklijnen.

Alvorens daar dieper op in te gaan, verduidelijkt Schandevyl wat ze onder intellectuelen verstaat. Het gaat om een "intellectuele klasse" bij wie "een echte plicht tot engagement leefde" (p. 15). Een intellectueel wordt dus niet alleen bepaald door zijn beroepsactiviteit, maar ook door het "engagement" dat hij opneemt door zich in het maatschappelijke debat te mengen. De Eerste Wereldoorlog fungeerde in die zin als een katalysator

voor het ontstaan van een intellectuele klasse. Traditioneel verwijzen historici naar de Dreyfus-affaire (*"J'Accuse"* (1898) van Emile Zola), maar pas na de Grote Oorlog zouden vage verlichtingsideeën en grote humanistische principes zich uitkristalliseren in ideologische principes en stellingnamen. Verwijzend naar Bourdieu, problematiseert Schandevyl de vermeende tegenstelling tussen de "onafhankelijke (geest) en de (politieke) macht" (p. 17). Het is net aan zijn autonomie en professionele status, dat het individu zijn gezag ontleent om als intellectueel te kunnen optreden. De notie 'autonomie' is met andere woorden zelf door en door ideologisch. Ondanks haar verwijzingen naar sociologen als Karl Mannheim en Theodor Geiger, wordt het ideologiebegrip echter amper bij haar analyse betrokken. Daardoor wordt die 'autonomie' – wat België betreft – uitsluitend gerelativeerd met verwijzingen naar de voortschrijdende verzuiling en de intellectuele uitstraling van Frankrijk (p. 17). Dit uit zich ook in haar onderscheid tussen "vrijzwevende" (dixit Mannheim) en "organische intellectuelen" (dixit Gramsci) (p. 353). In tegenstelling tot organische intellectuelen, zouden vrijzwevende intellectuelen immers niet aan een klasse gebonden zijn.

Een dergelijke benadering maakt de notie 'engagement' uit de ondertitel eigenlijk tot een historisch a priori. De vraag naar het spanningsveld tussen het engagement en de concrete verwezenlijking ervan, kan daardoor uitsluitend *binnen* de ideologie worden beantwoord. De notie 'engagement' kan bovendien verwijzen naar een voluntaristisch activisme (De Man), dat in de jaren dertig verbindingen mogelijk maakte met een aantal rechts-autoritaire tendensen. In de eerste decennia van de Twintigste Eeuw werden in

de schoot van de socialistische arbeidersbeweging pogingen ondernomen om de materialistische fundamenteën van het marxisme te ondergraven. Een 'ethisch activisme' werd in het verweer gebracht tegen een vermeend 'historisch determinisme', dat in verband werd gebracht met 'materialisme' en 'individualisme'.

Dit 'ethisch activisme' richtte zich op een 'spirituele' en 'morele' omwenteling, die een nieuwe maatschappelijke orde zou inluiden. Zowel het revolutionaire syndicalisme van Sorel als het 'ethisch socialisme' van De Man, gingen uit van een socialisme zonder proletariaat. De natie in haar geheel werd als een drijvende revolutionaire kracht beschouwd. Het primaat van de politiek op de economie werd gearticuleerd als een onderwerping van de materie aan 'voluntarisme' en 'vitalisme'. De notie 'engagement' is dus eigenlijk geen sociaal-wetenschappelijk concept, maar een onderdeel van de te behandelen problematiek. De intellectueel kon in deze context deel uitmaken uit van een 'morele elite', die boven het 'partijgekrakeel' stond en werkte vanuit het primaat van 'de idee'. De opheffing van het onderscheid tussen organische en vrijzwevende intellectuelen maakte in die zin deel uit van een welbepaalde discursieve praktijk. De intellectueel kon zich zagezegd ten dienste stellen van de 'gemeenschap' en zich tegelijk beroepen op een bepaalde 'autonomie'. Dit geldt met name voor een aantal "non-conformisten" (p. 171) uit de jaren dertig, die "de ideologische aflijning probeerden te overstijgen" (p. 357). Het is onder deze abstracte noemer dat in de loop van de jaren dertig tal van (tijdelijke) allianties mogelijk waren.



Naast de geschriften en de bijdragen in tijdschriften neemt Schandevyl ook de tijdschriften zélf als startpunt. Tijdschriften dragen immers niet alleen een bepaald “engagement” uit, maar geven ook vorm aan een bepaalde “sociabiliteit” (p. 20). Schandevyl besteedt daarbij aandacht aan het individuele traject van een aantal intellectuele actoren en doet daarvoor een beroep op persoonlijke geschriften, autobiografieën, brieven, enz. Ze komt zo tot een *histoire croisée* waarbij ze de Belgische casus kan koppelen aan transnationale processen en ontwikkelingen (p. 21).

Het eerste deel beslaat vijf hoofdstukken en behandelt het interbellum. Het tweede deel gaat dieper in op communistische intellectuelen, humanistische socialisten en progressieve christenen tijdens de Koude Oorlog.

Schandevyl benadrukt dat de interactie tussen de intelligentsia en de politieke linkerszijde niet altijd even vlot verliep. Ze verwijst daarvoor onder meer naar de verzuiling en dus het gewicht van de socialistische beweging in Franstalig België en de katholieke zuil in Vlaanderen. Onmiddellijk na de Eerste Wereldoorlog werden massificatie en modernisering opgevangen binnen verzuilde structuren, met in de marge daarvan ruimte voor pacifistische en mondialistische netwerken. Het zal niemand verbazen dat de netwerken die in kaart worden gebracht, vooral Franstalig waren en in en rond de ULB tot ontwikkeling kwamen. Intellectuelen gedijen haast per definitie in een (groot) stedelijke omgeving, maar tegelijk verbleekt Brussel tegenover steden als Parijs, Londen of Berlijn. Hoe inter- of transnationaal bepaalde

netwerken ook waren, het belang van de meeste actoren reikte meestal niet verder dan de landsgrenzen. Deze nogal basale opmerking relativeert enigszins het gewicht dat aan bepaalde figuren gegeven wordt.

Door microscopisch te werk te gaan, kan Schandevyl echter ook interessante verbanden blootleggen tussen een aantal figuren en stromingen. De crisis van de jaren dertig maakte in België convergenties mogelijk tussen socialisme, communisme, anarchisme en fascisme. In hoofdstuk vier heeft Schandevyl het over een aantal “non-conformisten die opriepen tot een algemene revolutie, waarin de begrippen persoon en gemeenschap centraal stonden” (p. 171). In het werk van Hendrik De Man mondden antimarxistisch socialisme en antiliberaal nationalisme uiteindelijk uit in rechts autoritarisme. De verhouding tussen communautaristisch personalisme en fascisme werd reeds gethematiseerd door Zeev Sternhell<sup>5</sup>. Schandevyl brengt echter een aantal minder bekende figuren voor het voetlicht en kadert de opgang van het *socialisme national* (1937) van De Man in een bredere politieke en culturele context. Het sociaal-flamingantische tijdschrift *Menschen* bijvoorbeeld, werd in 1929 opgericht en citeerde expliciet De Man en Sorel als inspiratiebronnen. Met zijn “Plan van de Arbeid” (1933), dat steunde op een zogenaamd ‘ethisch socialisme’, probeerde De Man het fascisme in snelheid te nemen. De theoretische component steunde op een verwerping van de marxistische meerwaardeleer en stelde het socialisme voor als een superieure ethische gezindheid. De politieke component voorzag in een

5. Z. STERNHELL, *Ni gauche ni droite : l'idéologie fasciste en France, Bruxelles*, Ed. Complexe, 2000..

corporatistische orde en een versterking van de uitvoerende macht. Vanuit zijn verwerping van het materialisme, maakte het activistisch voluntarisme van De Man ook verbindingen mogelijk met het invloedrijke Franse personalisme (*Esprit*) en het anarchisme (*Le Rouge et le Noir*). Een aantal personalisten en anarchisten zou na mei 1940 zijn 'engagement' verder zetten aan de zijde van de Duitse bezetter. Wat de analyse van Schandevyl zo interessant maakt, is dat ze tegelijk toelaat om ook (uiterst-)rechtse vormen van antifascisme te thematiseren. De kritiek van het materialisme kon zich immers langs verschillende lijnen verder ontwikkelen.

In het laatste hoofdstuk over de vooroorlogse periode komt bijvoorbeeld het individuele traject van Max Lamberty aan bod. Olivier Boehme behandelde Lamberty al eerder in zijn doctoraat over de Conservatieve Revolutie in Vlaanderen<sup>6</sup>. Schandevyl noemt hem "een intellectuele bruggenbouwer" (p. 209). Als filosoof van de Vlaamse Beweging, opponeerde Lamberty "de idee" aan "de materie" (p. 209) en analyseerde van daaruit het ontstaan en de ontwikkeling van zowel het fascisme, het communisme als het nazisme. Zijn kritiek op voornoemde ideologieën was onduidelijk en reeds tijdens de bezetting was hij betrokken bij de oprichting van de latere BSP. Lamberty deelde ontegensprekelijk een aantal uitgangspunten met De Man, maar niet zijn 'engagement'. De doorwerking van de ideeën van – de gedefenestreerde – Hendrik De Man komt aan bod in het tweede deel<sup>7</sup>.

Het tweede deel behandelt de Koude Oorlog en dan vooral de lotgevallen van socialistische en

communistiche intellectuelen en kunstenaars. De disciplineren van communistische intellectuelen wordt gekaderd binnen de bredere ontwikkelingen van de partij. Een aantal gecanoniseerde opvattingen omtrent de zogenaamde 'destalinisatie' van de KPB in 1954 komt daarbij op losse schroeven te staan. In haar individuele portretten slaat Schandevyl ook een brug naar de vooroorlogse periode. Opnieuw valt de cruciale rol van de Université Libre de Bruxelles op. De soms hallucinante praktijken – met de Lyssenkozaak als tragikomisch dieptepunt – binnen de KPB komen uitgebreid aan bod.

Het naoorlogse socialisme wist zich relatief snel te herstellen van het autoritaire avontuur waarin Hendrik De Man het gestort had. Ver van de officiële partijinstanties werd echter een nieuw 'ethisch socialisme' ontwikkeld. De *Cahiers Socialistes* probeerden een links alternatief voor te stellen voor het "parlementaire, formele en conformistische socialisme" van de BSP (p. 303). Hun 'engagement' steunde volgens Schandevyl op "een reeks essentiële morele waarden, zoals vrijheid en morele waardigheid" (p. 303). Het tijdschrift verscheen tot 1953, maar oefende een diepgaande invloed uit op latere generaties socialistische in België. De spilfiguur was Georges Goriely, die in 1949 aan de ULB promoveerde met een thesis over Georges Sorel. De *Cahiers* ondernamen verwoede pogingen om diens voluntaristisch activisme te reanimeren. De historicus Georges Rifflet duwde het tijdschrift nadien in een meer praktisch-politieke richting. In de jaren zestig was hij onderzoeksleider aan het *Institut de Sociologie* en speelde een vooraanstaande rol

6. O. BOEHME. *Revolutie van rechts en intellectuelen in Vlaanderen tijdens het interbellum*. Leuven, Acco, 1999. 7. Over de doorwerking van het ethische antikapitalisme van de planstaat in het naoorlogse België: A. RASCO, *Tragedie, authenticiteit en antikapitalisme. Omtrent de beeldende schrijftuur van de Grote Staking* ([http://www.dacob.be/ONLINETEKSTEN/Alain\\_Rasco\\_Grote\\_Staking.pdf](http://www.dacob.be/ONLINETEKSTEN/Alain_Rasco_Grote_Staking.pdf)).

in de *Mouvement Européen*. Rifflet onderhield ook banden met André Renard en diens revolutionaire syndicalisme. Een gedeelde fascinatie voor het Soreliaanse voluntarisme maakte in de jaren vijftig convergenties mogelijk tussen het tijdschrift *Socialisme* en syndicalistische technocraten uit het ABVV. Het "Programma voor structuurhervormingen" werd voor het eerst uitgetekend in de commissie-Renard (1952-1958). Het renardistische antikapitalisme steunde grotendeels op een demanistische kritiek van de "geldmachten" (het 'grootkapitaal', de 'grote financiers en speculanten') die de belichaming waren van het 'irrationele' karakter van de Belgische politieke, economische en sociale verhoudingen. Defensieve investeringspatronen zouden doorbroken worden door 'rationele' planning en controle. Het zogenaamde primaat van de politiek op de economie, sloeg zich – net als bij De Man – neer in het humanistische primaat van de menselijke arbeid op het geld.

Een gelijkaardige kritiek op het kapitalisme als een *désordre établi* (p. 344) vinden we terug bij de Belgische deelnemers aan het tijdschrift *Esprit*. Met het verlangen naar deconfessionalisering en een samenwerking tussen katholieken en socialisme, probeerde de groep de voortschrijdende verzuiling te omzeilen. De verschillende discussiegroepen stonden uiteindelijk aan de wieg van het *Centre de recherche et d'information socio-politique* (CRISP). Daarmee kan ook de vraag worden gesteld naar de impact van bovenstaande ontwikkelingen op de sociale wetenschappen in België. De verschillende convergenties die in het onderzoek van Schandevyl naar voren komen, vormen voorts een interessante insteek om het voortschrijdende proces van massificatie

en secularisering vanaf de jaren zestig te onderzoeken.

**Widukind De Ridder**

BRUNO YAMMINE

***Drang nach Westen. De fundamente van de Duitse Flamenpolitiek (1870-1914)***

Leuven, Davidsfonds, 2011, 424 p.

Toen de Eerste Wereldoorlog in 1918 afgelopen was, mocht Oscar von der Lancken-Wakenitz terugblikken op een misschien niet schitterende, maar toch mooie diplomatieke carrière. Hij was secretaris en ambassadeeraad geweest onder meer in Rome, Madrid en Parijs, hij was gezant van het Duitse Rijk bij de groothertog van Hessen, en tenslotte was hij hoofd van de *Politische Abteilung*, dus vertegenwoordiger van het ministerie van Buitenlandse Zaken, bij de gouverneur-generaal in bezet België. Maar was hij behalve dit alles ook de uitvinder van een historische mythe die generaties van latere geschiedschrijvers in de war stuurde?

Dat is wat Bruno Yammine, auteur van het hier te bespreken boek, hem verwijt. In zijn in 1931 verschenen memoires had von der Lancken de Duitse *Flamenpolitik* immers een "improvisatie" genoemd. Niemand in Duitsland, zo verzekerde hij, had zich ooit bezig gehouden met de taal, cultuur of de politieke strijd van de Vlamingen in België, laat staan een *Flamenpolitik* gepland of voorbereid. Hetgeen volgens von der Lancken eens te meer bewees dat Duitsland voor de oorlog niet de minste kwade bedoelingen tegen zijn burens had gekoesterd.

Dat was uiteraard een louter propagandistische bewering. Zij paste in de toenmalige tijdsgeest van verzet tegen wat men in nationaal voelende

Duitse kringen de *Kriegsschuldfrage* placht te noemen, de stelling dus dat Duitsland alleen verantwoordelijk was voor de oorlog zoals in het verdrag van Versailles was vastgelegd. Van de weeromstuit werd de overtuiging de oorlog niet alleen niet te hebben uitgelokt, maar hem ook in elk opzicht rechtmatig te hebben gevoerd, in Duitsland schering en inslag.

Yammine noemt een hele reeks historici, Frank Wende, Arie Wolter Willemsen, Hendrik Jozef Elias, Daniël Vanacker en anderen, die zich door von der Lancken in de luren zouden hebben laten leggen. Wat er tenminste gezegd kan worden, is dat ze geen dwingende redenen zagen om het begrip "improvisatie" principieel in vraag te stellen. De enen, zoals Wende, omdat ze alleen Duitse regeringsbronnen uit de oorlogsjaren bestudeerden zonder veel rekening te houden met de voorgeschiedenis. Anderen zoals Elias omdat ze van de veronderstelling uitgingen, dat de Flamenpolitiek voor het ontstaan van het activisme van hooguit secundair belang was.

Volgens Elias kenden in augustus 1914 "noch de Duitse generale staf noch het ministerie van buitenlandse zaken het bestaan van een Vlaamse kwestie in België". Wel wijst hij op de mogelijke inbreng van "een paar Duitse specialisten" die vanaf eind augustus de bevoegde instanties op de Vlaamse kwestie attent zouden hebben kunnen gemaakt. Zelfs Elias beseft dus het bestaan van een vooroorlogse traditie van Duitse belangstelling voor Vlaanderen.

De vraag waar het om gaat, luidt bijgevolg welk belang te hechten valt aan deze voorgeschiedenis voor de formulering en uitvoering van wat vanaf eind 1914 de *Flamenpolitiek* zou worden. Is de grondslag ervan bijvoorbeeld

te zoeken in de ambitieuze poging van het *Alldeutscher Verband* sedert de tweede helft van de jaren negentig een groep Vlaamse vertrouwensmannen te ronselen, onder meer door de uitgave van het tijdschrift *Germania*? Daar viel tot dusver tegen in te brengen dat de Alduitsers er toen niet in slaagden een vooroorlogse continuïteit van Duits-Vlaamse betrekkingen in stand te houden.

Na de dood van hun belangrijkste Brusselse zegsman Adolf von Ziegesar in 1901 en het einde van de Boerenoorlog in 1902 luwde hun geestdrift voor de Vlaamse zaak aanzienlijk. En toen de Vlaamse kwestie vanaf 1911 opnieuw in de Alduitse kijker kwam, gebeurde dat tegen de achtergrond van almaar hoger oplopende internationale spanningen in het decennium voor 1914. Na de tweede Marokko-krisis vroegen de Alduitsers zich af of de Vlaamse Beweging in staat en bereid was België in de naderende oorlog de Duitse kant te doen kiezen. Hun antwoord was ontkennend.

Wat leren we daaruit over het ontstaan van de *Flamenpolitiek*? Tot dusver niet meer dan dat enkele figuren uit de kring rond *Germania* later in het activisme terechtkwamen. Dat enkele Alduitsers die zich reeds in de jaren negentig met de Vlaamse kwestie hadden gemoeid, in 1914 weer in actie schoten. En dat het Duitse debat over de oorlogsdoeleinden in het westen min of meer op de leest geschoeid was van wat de Alduitsers al twintig jaar eerder hadden verkondigd: België, liefst ook Nederland, als satellietstaten in een Centraal-Europese Duitse invloedssfeer.

Af te meten aan deze toch al enkele decennia oude stand van zaken brengt Yammine geen wezenlijk nieuwe feiten aan, wel nieuwe

inschattingen. In tegenstelling tot al zijn voorgangers op het terrein beklemtoont hij de volgens hem wel doorslaggevende betekenis van de vooroorlogse Alduitse activiteiten voor de conceptie van de *Flamenpolitik*. Hij meent zelfs (p. 329) een heel "imperialistisch schema" te ontwaren ten aanzien van de Nederlanden, een groots masterplan, gedurende tientallen jaren stelselmatig uitgekiend en voorbereid, dat op het gepaste tijdstip in 1914 alleen nog in het werk hoefde gesteld te worden.

Hoe tracht Yammine die stelling hard te maken? Eerst en vooral door zich niet te beperken tot het verhaal van het *Alldeutscher Verband* noch tot Duits-Vlaamse contacten in de enge zin van het woord. Hij breidt zijn onderzoeksterrein uit : Van het *Alldeutscher Verband* naar het hele netwerk van imperialistische drukkingsgroepen die in het keizerrijk ijverden voor onder meer koloniale expansie, een sterke oorlogsvloot, de verduitsing van de Poolstalige Pruisische provincies. Zij vormden inderdaad in het toenmalige publiek een vervaarlijk machtsblok. En in plaats van alleen België belicht hij het geheel van de Nederlanden als voorwerp van Duitse belangstelling. Nauwkeurig noteert hij elke nog zo marginale Duitse stem die voor 1914 een economisch, politiek of maritiem bondgenootschap met Nederland bepleitte.

En niet alleen in de breedte bestrijkt de auteur een ruim terrein. Hij graaft ook zo ver mogelijk in de diepte. De eigenlijke voorgeschiedenis van de Flamenpolitik situeert hij in de periode na 1870. Nochtans steekt hij maar liefst in 1740 toen de Pruisische koning Frederik II de troon besteeg, met zijn verhaal van wal. Eens te meer voert hij (p. 37) ook Ernst Moritz Arndt ten tonele, de geestelijke vader van het Duitse nationalisme, die reeds in 1813 stelde :

"Zover er Duits en Vlaams gesproken wordt, daar is Duitsland".

Met de overtuiging dat de taal het kenmerk bij uitstek is om de grenzen af te bakenen van een natie, stonden de Duitse nationalisten in het negentiende-eeuwse Europa allesbehalve alleen. Des te opmerkelijker was het dat Arndt en na hem een hele rist epigonen de bewoners van de Lage Lande ondanks het klaarblijkelijke taalverschil steevast bij de Duitse natie bleven rekenen. Van meet af aan kwamen daar strategische en economische belangen bij te pas. Duitsland moest kunnen beschikken over de Rijnmondning evenals de Nederlandse en Belgische havens met het oog op eigen maritieme machtsontplooiing. Terecht noemt Yammine (p. 38) het "bijna onmogelijk" het Duitse nationalisme sinds het begin van de 19de eeuw "strikt te scheiden van het imperialismen".

Tot de epigonen van Arndt telden eind de 19de eeuw ook de Alduitsers die eveneens staande hielden dat Vlamingen en Nederlanders anders dan Denen of Zweden geen eigen Germaanse volkeren waren maar gewoon Duitsers. Het *Alldeutscher Verband* beleed enerzijds een keihard imperialistisch pragmatisme. Tegelijk was het een vereniging waar ernstige lieden in ernstige discussies gewikkeld waren omtrent bijvoorbeeld de invoering van het Platduits in "Aldietse" spelling als voertaal in onderswijs en bestuur in Noord-Duitsland. Met name de Alduitse Vlaanderen-deskundigen waren veelal ideologische warhoofden.

Als we Yammine geloven, behoorden zij nochtans tot de spraakmakende theoretici die het "imperialistische schema" uitwerkten van de *Flamenpolitik*. Nu is de voorstelling dat de geschiedenis volgens zo'n schema verlopen

is, zeker verleidelijk voor wie de eenvoudige logica op prijs stelt. De lezer van Yammines boek vraagt zich evenwel op tal van punten af of deze versie staande te houden valt zonder althans her en der de feiten en de bronnen geweld aan te doen.

Het is om te beginnen de vraag wat Yammine onder "*Flamenpolitik*" verstaat. Hij zegt het nergens met zoveel woorden, maar hij laat het toch uitschijnen wanneer hij herhaaldelijk (bv. p. 202) het volgens hem aanzienlijke aantal Alduitsers beklemtoont die in de Flamenpolitiek terechtgekomen zouden zijn.

Welnu, het waren er welgeteld twee, Max Robert Gerstenhauer en generaal August Keim, die functies bekleedden in het bezettingsbestuur. De anderen schreven opruiende artikelen en brochures, hielden spreekbeurten of bestookten de bevoegde instanties met voorstellen en verzoekschriften. Is het dat wat Yammine "*Flamenpolitik*" noemt : elke oprisping van Duitse belangstelling voor Vlaanderen van wie dan ook? Is het zinvol van Flamenpolitiek te spreken wanneer daarmee niet een concreet beleid bedoeld wordt in een concrete historische situatie? Te weten de poging van officiële Duitse instanties tijdens de Eerste Wereldoorlog de Vlaamse Beweging om te vormen tot hefboom om de Nederlanden in een Duitse machtsfeer te houden.

Een probleem voor Yammine is trouwens dat er op officieel Duits niveau voor 1914 van *Flamenpolitik* niet bijster veel te bespeuren valt. Dat de *regering* in die periode "geen *Flamenpolitik* beraamd" had, stelt hijzelf (bv. p. 254) uitdrukkelijk. Maar misschien deden het de militairen, bijvoorbeeld (p. 248-249) marinechef Alfred von Tirpitz? "Het is niet

onmogelijk en hoewel we het niet zeker weten, wijzen enkele elementen in die richting". Yammine weet het dus niet.

Gezien al deze onzekerheden laat de auteur het zich zoveel te meer gelegen elke blijf van Duitse belangstelling voor de Vlaamse kwestie op niet- of semi-officieel vlak tot de grootste mogelijke proporties op te blazen. Zo lanceerde in de zomer van 1899 *Germania* een voorstel tot oprichting van een tolunie tussen Nederland en Duitsland. Het initiatief baarde enige deining in de pers van beide landen, het werd zelfs aangekaart in een Russische krant, de Duitse consul-generaal in Amsterdam bracht terzake verslag uit en ook de keizer schreef op de rand van een document dat hij het een goed idee vond.

Uiteindelijk was de hele heisa een maat voor niets. Yammine maakt er nochtans een denderend Alduits succes van. De Alduitsers, zo schrijft hij (p. 157-158), hadden "een korte, maar heftige schokgolf doorheen de hele Nederlandse pers doen gaan" en daarmee bewezen dat de buitenlandse pers, "als ze al niet kneedbaar was, dan toch te bespelen viel". Later (p. 203) heeft Yammine het zelfs over een "Europese wervelstorm" die door *Germania* zou zijn "ontketend". De vraag is nochtans: Was dat de geduchte Alduitse macht? Vrijblijvende perspolemieken uitlokken die niet het minste effect sorteerden?

De vraag is ook wat volgens Yammine een Alduitser is. In principe iemand die lid was van het *Alldeutscher Verband*. En met het oog op de Lage Landen de stelling van Arndt bijtrad dat de bewoners ervan Duitsers waren. Yammine heeft dat kennelijk anders begrepen. Voor hem is blijkbaar een Alduitser al wie in verband met Vlaanderen het begrip

“Germaans” durfde hanteren of de evidente taalkundige tweeledigheid van België in de verf zette.

Dat de historicus Robert Paul Oszwald in zijn enkele maanden voor de oorlog verschenen opstel over de Vlaamse beweging de Alduitse visie uitdrukkelijk bestreed, daar kan Yammine moeilijk naast kijken. Hij laat zich (p. 313) nochtans niet irriteren. De houding van Oszwald was volgens hem een “tactische pose naar alle waarschijnlijkheid aangenomen om bij de Duitse diplomatie op een beter blaadje te komen”. Naar alle waarschijnlijkheid? Het is pure speculatie.

En wanneer Yammine almaar weer stelt dat “Duitsland” de *Flamenpolitik* tientallen jaren lang had voorbereid, dan rijst tenslotte de vraag : Wat is voor hem “Duitsland”? De Duitse regering was het immers niet. Maar de regering, aldus Yammine (p. 254), was ook maar “een schakel in de context van een bredere Duitse geopolitiek”. En die werd volgens hem (p. 254) bepaald door een “militair-industrieel complex waarin allduitse organisaties en verbindingsmiddel waren”.

Het belang en de politieke invloed van deze imperialistische drukkingsgroepen mag zeker niet onderschat worden. Maar wie Yammines betoog volgt, kan gemakkelijk de indruk krijgen dat er in het toenmalige Duitsland geen andere maatschappelijke bewegingen of politieke krachten van enige betekenis waren. Weliswaar zet hij herhaaldelijk (bv. p. 329) de “complexe beslissingsmechanismen” van het Duitse keizerrijk in de verf. Door het netwerk van imperialistische drukkingsgroepen echter vlakaf met “Duitsland” te vereenzelvigen, schetst hij uiteindelijk toch een erg simpel

beeld. Voor nuances of interne tegenstellingen aan Duitse kant heeft hij geen oog.

Yammine heeft een magistrale synthese geschreven van een hele eeuw geschiedenis van het Duitse nationalisme met betrekking tot de Nederlanden. Met bewonderenswaardige vlijt heeft hij massa’s literatuur en gedrukte bronnen doorploegd. Dat is op zich al een grote verdienste. Al te dikwijls krijgt de lezer evenwel de indruk dat hier een auteur met de allures van een roekeloze taboebreker bij de vleet open deuren intrapt.

Winfried Dolderer

### III. Koloniale geschiedenis - Histoire coloniale

MICHEL DUMOULIN, ANNE-SOPHIE GIJS,  
PIERRE-LUC PLASMAN & CHRISTIAN VAN DE  
VELDE

*Du Congo belge à la République du Congo  
1955-1965 – (Coll. Outre-Mers, 1)*

Bruxelles, PIE Peter Lang, 2012, 374 p.

Cet ouvrage collectif rassemble les contributions et les témoignages recueillis lors du colloque éponyme qui s’est déroulé les 21 et 22 juin 2010 à Louvain-la-Neuve. C’est heureux que ces textes soient disponibles, grâce au travail de transcription et d’édition effectué par les assistants qui codirigent cet ouvrage.

Le livre est composé de quatre parties, de taille inégale, couvrant l’ensemble de la période. Quinze analyses et dix témoignages constituent la matière qui souhaite renouveler la compréhension de cette décennie où tout se jouait pour le Congo, confronter le regard des historiens à l’expérience des témoins et poser

des balises pour comprendre la persistance de l'engagement belge au Congo.

La première partie propose un bilan historiographique croisé sous la plume de Michel Dumoulin et de Jean-Marie Mutamba Makombo consacré à l'histoire du Congo de 1955 à 1965. À la mise en perspective des enjeux d'écriture de l'histoire qui diffèrent, se greffent les témoignages de Jacques Franck, Charles-Ferdinand Nothomb, Louis De Clerck, Pierre Wustefeld et Jules Fafchamps. Comme cela a été écrit à maintes reprises, les commémorations ont au moins le mérite de lancer en amont des enquêtes orales. C'est une des qualités de ce livre, bien qu'on puisse regretter l'absence de témoignages d'acteurs congolais. De même, on pourrait regretter que le procédé utilisé pour recueillir ces témoignages ne soit pas explicité quelque part. Il n'empêche : le regain d'intérêt pour la colonie, la colonisation et son histoire ouvre de nouveaux chantiers, du moins en Belgique. Au Congo, cet intérêt se maintient, malgré des contraintes matérielles qui orientent les chercheurs vers des thématiques qui débordent l'histoire politique de cette décennie. Il semble que les orientations de recherche en Belgique et au Congo se croisent ponctuellement.

La deuxième partie analyse les cinq premières années du Congo indépendant, de juillet 1960 à novembre 1965. Six contributions brossent, sous des angles complémentaires, le portrait de ce que l'on sait de cette période. Philippe Raxhon renouvelle notre compréhension des événements de 1960-1961 à travers les travaux de la Commission Lumumba. La crise congolaise n'est pas compréhensible sans la recontextualiser dans l'environnement des tensions bipolaires où les

nouveaux pays indépendants sont un enjeu pour les puissances américaine et soviétique. C'est ce que propose la contribution de Maria Stella Rognoni. L'expertise de Gauthier de Villers est sollicitée pour expliquer la période qui suit, avec la prise de pouvoir de Mobutu le 24 novembre 1965. Ce complément est judicieux, car comme le montre l'analyse fine de l'auteur, autant témoin privilégié et analyste de l'histoire immédiate, il faut sans cesse lire ce présent des années Mobutu à l'aune de ce qui précède dans les enchevêtrements multiples et complexes des acteurs et de la société congolaise face à l'ancienne métropole sur l'échiquier de la Guerre froide. Francis Balace analyse le retour des Belges, colons ou agents, en Belgique. Son analyse fournit un bilan statistique et une première approche de la réintégration de ces cadres dans la vie politique métropolitaine, au-delà des lobbys constitués pour défendre leurs intérêts. Pierre Tilly et Jean-Louis Moreau abordent les questions économiques qui constituent l'un des fondements explicatifs de la persistance des liens entre le Congo et la Belgique et l'un des nœuds au cœur des relations bilatérales. Les témoignages d'Étienne Davignon et de Patrick Nothomb complètent le panorama.

La troisième partie, la plus brève, décrit l'apport des sources visuelles à l'histoire de cette période à travers deux études de cas : *9 Millions*, émission hebdomadaire d'actualité analysé par Damien Poelaert et les films d'archives, traités par Patricia Van Schuylenbergh. Le témoignage de Frédéric François apporte l'éclairage de terrain à ces contributions. Cette thématique constitue un chantier en soi et pourrait donner lieu à un colloque tant la matière est riche et diversifiée, ainsi que le révèlent les trois auteurs.



La quatrième partie s'interroge sur la transformation des liens entre les anciennes métropoles et les pays africains indépendants depuis 1960. La thématique est ambitieuse, révélatrice d'un pan de l'historiographie qui suggère davantage de continuité que de rupture entre les réalités européennes et africaines. L'approche comparative privilégiée dans cette partie et ancrée dans une longue durée, celle du 20<sup>e</sup> siècle, met en exergue la manière dont émergent les concepts de "coopération" et de "développement". Il reste encore à les définir, à se les approprier et à les mettre en œuvre, notamment dans les ministères et les agences désormais en charge de la coopération et du développement et non plus des colonies ou de l'outre-mer. Cinq contributions proposent, en jouant des échelles et des études de cas, une vision nuancée. Walter Schicho, Etienne Deschamps et Frédéric Turpin réfléchissent au cadre intellectuel de cette action. Urban Vahsen et Emilie Willaert analysent la dimension européenne de la question, par la transformation du lien qui unissait outre-mer et métropole en 1957, lors de la signature des traités de Rome et par le rôle de la Banque européenne d'investissement. Les témoignages de Hans Carle et Jan Hollants van Loocke, anciens acteurs de terrain, complètent l'analyse.

Pour conclure, rassembler témoignages et contributions comporte une réelle valeur ajoutée dans la mesure où ces deux registres peuvent dialoguer, compléter la compréhension des événements avec cinquante ans de recul. Ce collectif apporte sa pierre à l'entreprise commémorative sans y être enfermé. Regrettons seulement que les Congolais ne soient pas davantage inclus dans ce type de projet. Cependant, la pratique

suggère que cela est plus facile à dire qu'à concrétiser.

Nathalie Tousignant

## IV. Cultuurgeschiedenis - Histoire culturelle

SOFIE DE CRAIGNY

### *Bouwen aan een nieuwe thuis. Wooncultuur in Vlaanderen tijdens het interbellum*

Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2010, 306 p.

ELS DEVOS

### *Hoe zouden we graag wonen? Woonvertogen in Vlaanderen tijdens de jaren zestig en zeventig*

Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2012, 327 p.

FREDIE FLORÉ

### *Lessen in goed wonen. Woonvoorlichting in België 1945-1958*

Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2010, 316 p.

Sinds de Eerste Wereldoorlog zijn het eigen woningbezit en de individuele keuzevrijheid op woongebied bepalend voor het aanzien van Vlaanderen. Politici zagen in het subsidiëren van de eigen woning het geëigende middel om een eind maken aan de woningnood en de slechte woontoestanden in hun regio. Het bezit van een eigen huis betrok de burger bij het oplossen van het woningvraagstuk en damde de sociale onrust in, zo was de gedachte. De door urbanisatie, industrialisatie en de verwoestingen van de Eerste Wereldoorlog op drift geraakte bevolking kon met dit middel aan huis een haard worden gebonden.

Vanuit Nederlands perspectief is het nogal verrassend dat in België individuele vrijheid van en verantwoordelijkheid voor het wonen samengaan met een breed scala aan

woonopvoedingsinitiatieven. Vanaf het Interbellum traden tal van professionele en politieke belangenbehartigers en raadgevers naar voren, om de massa met raad en daad bij te staan en de verandering naar beter wonen in goed banen te leiden.

Over dit paradoxale proces van de liberale en bevoogdende modernisering van het wonen, verschenen recentelijk drie boeken. Samen genomen bestrijkt het onderzoek van Sophie de Caigny, Fredie Floré en Els de Vos de periode van 1918 tot 1980. Binnen dit tijdsbestek neemt elk van de auteurs een specifieke episode voor haar rekening. Behalve in tijd, sluit hun werk ook in onderzoeksbenadering en conceptueel kader in grote lijnen op elkaar aan. De programmatische eenheid in onderzoeks-aanpak en theoretisch kader komt voort uit de interdisciplinaire onderzoeks-programma's, waarin historici en architectuurwetenschappers hun krachten met succes wisten te bundelen<sup>8</sup>.

Geïnspireerd door Nederlandse techniekhistorici, vatten de auteurs de veranderingen in het wonen op als een onderhandelingsproces tussen verschillende actoren en schaalniveaus. Dit onderzoeksperspectief stelt de auteurs in staat om niet alleen recht te doen aan het handelingsperspectief van beleidsmakers en ontwerpers maar ook aan dat van de gebruiker. Uitgaande van het opvoedende, corrigerende en raadgevende werk van stands- en belangenorganisaties op woongebied, wordt getoond hoe grillig en tegenstrijdig de veranderingen in het wonen verliepen en wordt het paradoxale, non-lineaire en dynamische karakter van de modernisering van het wonen tot leven gebracht. Bij de bemiddeling naar

beter wonen ging emancipatie hand in hand met bevoogding, soberheid met overvloed, traditie met verandering, kunst met kitsch, gemeenschappelijkheid met individualisme, nationale regelgeving met lokale interventies. Belangenorganisaties, zoals de Boerinnenbond, De Socialistisch Vooruitzietende Vrouwen en de Bond van Grote Gezinnen, gebruikten hun invloed om al te radicale oplossingen van ontwerpers en beleidsmakers naar eigen ideologische of professionele voorkeur bij te stellen en voor bewoners verteerbaar te maken. Tegelijkertijd maakten zij bewoners vertrouwd met de voordelen van woningcomfort, arbeidsbesparende innovaties en kwalitatieve verbeteringen op woninggebied. Woonconsumenten pasten de door het sociale middenveld aangedragen oplossingen aan naar gelang hun eigen smaak, inzicht en materiële mogelijkheden, of negeerden ze.

In *Bouwen aan een nieuwe thuis* legt Sofie De Caigny de politieke en culturele wortels van het Vlaamse individuele zelfbeschikkingsrecht op woongebied bloot. Ze benadrukt dat de emancipatie van arbeiders en vrouwen in het interbellum de onderhandelingspositie van professionele en politieke belangenorganisaties op woninggebied versterkte. De steeds groeiende aanwas van hun achterban gaf deze organisaties een belangrijke stem in het politiek gevoelige debat over het woningvraagstuk. Evenals haar collega's ziet Sofie De Caigny deze organisaties daarom als spil in de onderhandeling tussen overheid, vormgevers en bewoners in deze periode. Belangenorganisaties gaven normen voor goed wonen, al dan niet naar eigen inzicht vertaald, van boven naar beneden

8. De projecten werden geïnitieerd door Leen van Molle en Hilde Heynen.

door. Maar woningopvoeders informeerden woningbouwers en beleidsmakers evenzeer over de voorkeuren en favoriete woningpraktijken van bewoners.

Uiterst leesbaar en met veel gevoel voor nuances en tegenstrijdigheden laat de auteur zien hoe de Katholieke Arbeiders Vrouwen, de (Katholieke) Boerinnenbond en de Socialistisch Vooruitziende Vrouwen de badkamer, de keuken, de rationele woningindeling, het interieur, het woningtype, de situering en de gevel onder handen namen. Via tentoonstellingen, modelwoningen, tijdschriften en adviezen van vrouw tot vrouw, namen bemiddelaars nu eens hun achterban op sleeptouw in hun strijd voor een meer efficiënte woningindeling en hygiënischer woongedrag. Dan weer kwamen ze tegemoet aan de hardnekkige voorliefde van bewoners voor de door woningexperts zo verfoeide salon.

De in 1919 opgerichte Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken was bedoeld als platform voor bouwkundige ingenieurs, beleidsmakers, architecten, huishoudkundigen en verzuilde woningorganisaties. moderne en meer traditionele opvattingen over het woningbouwbeleid al spoedig tegenover elkaar te staan. Modernisten en traditionalisten verschilden van mening over de voor- en nadelen van collectief versus individueel wonen, huur versus koop en landelijk versus stedelijk wonen. socialistische, katholieke en liberale organisaties elk hun eigen angstbeelden over de voortschrijdende moderniteit.

Het in katholieke geest organiseren van het beter wonen ging uit van een antistedelijke ideologie, die de secularisering en het

rode gevaar een halt toe moest roepen. Centraal in de antistedelijke ideologie van de overwegend conservatieve, katholieke burgerij stond het idee dat “de katholieke boerenstand van een ander, moreel hogere, orde was dan de arbeidersstand in de steden”. Om het platteland niet te laten ontvolken moest de plattelandswoning en de landelijke omgeving comfortabeler, fraaier en moderner worden gemaakt, zonder afbreuk te doen aan het karakter. Bang voor de verderfelijke, rode invloed van de grote stad, probeerden katholieke voormannen tegelijkertijd de plattelandsvlucht te keren. Het aangewezen middel daarvoor was de volkstuint, die de arbeider weer in contact moest brengen met de heilzame invloed van de grond en zijn loon kon aanvullen. In dezelfde geest had de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom (1935) tot doel dat werklozen, pendelende industriearbeiders en ambachtlieden zich omschoolden tot “nieuwe boeren”.

Hoewel de Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken korte tijd als springplank diende om coöperatieve en esthetische vernieuwingen in de woningbouw te lanceren, lukte het socialisten en modernistische architecten niet om blijvend tot een meer progressieve sociale huisvestingsprogramma te komen. Hun woningbouwprojecten bleven klein in aantal en betekenis door de overmacht van de katholieke zuil en haar liberale conservatieve medestanders. Socialisten wilden vooral voorkomen dat de arbeidersklasse door platte consumptie zou verburgerlijken. Hoewel socialisten “het collectieve wonen” in meergezinshuizen en hoogbouw ondersteunden, groeide de socialistische voorkeur voor eigen woningbezit in suburbane om-

geving echter uiteindelijk naar die van katholieken toe. Hun achterban pendelde liever op en neer naar de goedkopere grondgebonden eengezinswoning in tuindorp of buitenwijk, dan zich te behelpen met een waterpunt en latrine voor meerdere gezinnen in de vervuilde en verkrotte binnensteden.

Door zich te richten op de interventies van woningorganisaties in het sociale middenveld, is Sofie De Caigny in staat om de ideologische verwevenheid van regelgeving, woordvoerder en achterban zorgvuldig te ontrafelen. Daarmee voorziet ze het primaat van particulier initiatief en privaat woningbezit in huisvestingsbeleid en ruimtelijke ordening van een duidelijke context. Het boek maakt aannemelijk dat planloze en ongebreidelde verspreiding van de grondgebonden eengezinswoning staat voor een lange conservatieve politieke traditie van antistedelijkheid en particularisme, die vooral in Vlaanderen breed werd gedragen.

*Lessen in goed wonen* beschrijft de episode van 1945 tot 1958 van de woonvoorlichting in België. Met de woonvoorlichting als invalshoek, vult architect en architectuurhistorica Fredie Floré het boek van historica Sofie De Caigny, qua periode en deskundigheid aan. De zuilgebonden organisaties uit het interbellum komen ook in *Lessen in goed wonen* ter sprake. Dat is opmerkelijk omdat woonvoorlichting, zoals de auteur terecht opmerkt 'in het nog flink verzuilde Nederland' niet meer politiek gebonden was. Floré wil met haar boek laten zien, welke architecturale en ruimtelijke vertaling de wooneducatieve programma's van levensbeschouwelijke en professionele woonorganisaties kregen. De modelwoning was voor deze woonopvoedkundige in-

stanties bij uitstek het vehikel om hun politieke, sociale, economische en culturele visies op het wonen tot uitdrukking te brengen.

Hoewel de meeste woonmodellen stof tot discussie gaven, waren de ontwerpers er doorgaans niet op uit om een harde confrontatie met bestaande woontradities uit te lokken. Evenals Sofie De Caigny, stelt Fredie Floré vast dat modelwoningen slechts bescheiden veranderingen voorstelden voor het, in katholiek Vlaanderen, ideale woningtype : de eengezinswoning met tuin. Architecten kozen eerder voor een vorm van 'geïntegreerde moderniteit'. Een benadering die architecturale vernieuwing paarde aan bevestiging van ingesleten gebruiken en waarden.

Katholieken en socialisten stonden ook in deze periode lijnrecht tegenover elkaar wat betreft de grondslagen van het huisvestingsbeleid. De eersten hielden vast aan de financiële hulp voor particuliere bouw en eigendomsverwerving van eengezinswoningen op afzonderlijke percelen, zowel in het landelijke gebied als de stedelijke centra. Socialisten ijverden voor een planmatige en sociale aanpak van naoorlogse woningbouw, die voorrang gaf aan stedelijke huisvestingsproblemen. De nationale overheid moest in hun visie daarbij het initiatief nemen. De aanhoudende machtsstrijd tussen katholieken en socialisten leidde er toe dat beide partijen kort achter elkaar een subsidiewet ontwierpen. De katholieke wet van De Taeye uit 1948 overvleugelde echter al snel de socialistische wet van Brunfaut uit 1949, die door allerlei amendementen en uitvoeringsbesluiten werd verzwakt.

Direct na de Tweede Wereldoorlog bracht het Nationaal Instituut voor Woning en Huisvesting, dat verbonden was aan het ministerie van Volksgezondheid, de omvang van het woningprobleem in kaart. Om nieuwe constructieve technieken en architectonische oplossingen bekend te maken, organiseerde het instituut internationale tentoonstellingen en verzorgde en de Belgische bijdragen op woongebied. Vanwege de geringe financiële middelen, gaf het instituut gelegenheid aan binnenlandse en buitenlandse industriëlen om voor eigen kosten prefab bouwsystemen te demonstreren in de vorm van modelwoningen. Los van deze initiatieven nam de overheid met wisselend succes het initiatief om met nationale, kleinschalige bouwplaatsen in de huisvesting van oorlogsgetroffenen en mijnwerkers te voorzien. Door schade en schande leerden de verschillende ministeries dat het verstandiger was om de belanghebbenden en hun organisaties te betrekken bij de planvorming en typeontwikkeling. Zo ontbrak bijvoorbeeld in de mijnwerkerswoning de onontbeerlijke kelder om voedsel en de door de werkgever beschikbaar gestelde kolen op te slaan. Of de toegang tot de kolenopslag was zodanig gebrekkig gesitueerd, dat de kolen niet gestort konden worden. Ondanks de consultatie van belanghebbenden hield de kritiek op de weinige, van staatswege gerealiseerde, woningen aan en bleef een aantal onverkocht of onverhuurd. Dit teleurstellende resultaat maakte een einde van de ambitie om onder aansturing van de centrale overheid op nationaal schaal huisvestingsprogramma te ontwikkelen.

In de daaropvolgende periode werd het woningvraagstuk verkaveld tussen nationale organisaties, waarvan sommige een meer

regionale werkingsfeer hadden. De Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendommen gingen door met het ontwikkelen van woningtypen. De zuilgebonden belangenorganisaties, zoals de Kristelijke Arbeidersvrouwengilden, de Boerinnenbond en de Socialistisch Vooruitziende Vrouwen namen het interieur voor hun rekening. In de jaren vijftig versterkte *Formes Nouvelles*, een samenwerkingsverband van ontwerpers, producenten en critici van meubels en interieurartikelen en het Gentse Museum voor Sierkunst de gelederen van de smaakopvoeders met hun aandacht voor het "betere meubel". Eind jaren vijftig verloren de lessen in goed wonen hun aantrekkingskracht en vanzelfsprekende morele legitimiteit. Door toenemende welvaart, mobiliteit en scholing namen de keuzemogelijkheden toe en kregen commerciële strategieën om de woonconsument te benaderen meer ruimte.

Wie mocht denken dat Freddie Floré het toejuicht dat daarmee een eind kwam aan het moralistische en paternalistische vertoog over het 'valse' interieur en 'imitatiezucht', komt bedrogen uit. Het boek sluit af met een hommage aan de Vlaamse modernist en architectuur- en designcriticus, Karel Elnó. Hij ging door waar andere smaakopvoeders het hoofd onder druk van de commercie in de schoot legden en deed dat volgens de schrijfster bovendien radicaler en beter. Het zou beter geweest zijn als de schrijfster een dergelijke partijdige stellingname tenminste expliciet vooraf had verantwoord.

Nu komt deze stellingname niet alleen als een verrassing, maar doet ook afbreuk aan het

conceptueel kader dat in de voorafgaande hoofdstukken is gehanteerd.

In *Hoe zouden wij graag wonen?* behandelt Els de Vos de Vlaamse woonvertogen en woonpraktijken in de jaren 1960 en 1970. In tegenstelling tot de voorafgaande episoden in de geschiedenis van het wonen, stelde deze tijd vrouwen voor de opgave om met de overdaad van de consumptiemaatschappij om te gaan. Welke effecten had de opmars van een hele reeks nieuwe huishoudelijke apparaten op de indeling en het gebruik van de woning. Koos men voor een televisie of een wasmachine, voor de aanbouw van een serre of een garage? En bovendien waar moesten al die nieuwe spullen staan? Met gevoel voor detail leidt Els de Vos ons door de keuken, de woonkamer, de natte cel en de inpandige garage. Naast deze rondgang door het huis zet ze de modelwoning van de organisatie van Katholieke Arbeidersvrouwen tegenover de populaire fermette. Vooruitstrevende architecten zagen dit laatste woningtype als het symbool van falend huisvestingbeleid en publieke wansmaak. De *laissez-faire* politiek van Vlaamse beleidsmakers verschaftte de bevolking een vrijbrief om *en masse* te kiezen voor de nostalgische imitatieboerderij en pronkerige en tegelijkertijd hokkerige bungalows in het landelijk buitengebied. De populariteit van de fermette was tevens een bewijs van de medeplichtigheid van meer commercieel ingestelde collega's die de "meest suffe bedenkzels van hun cliënten zo netjes mogelijk op papier zetten".

Els de Vos heeft een goed oog voor de manier waarop veranderingen in de relatie tussen klassen en seksen doorwerken in de modernisering van het wonen. Zo komt de keuken in haar analyse naar voren als een van

de meest gepolitiseerde ruimten in het huis. Achter de keuze voor de kleine werkkeuken, de eetkeuken of de woonkeuken ging een wereld van ongelijke arbeidsverdeling en standsverschil schuil. De reële sociale verschillen die aan deze keuzen ten grondslag lagen, werden aan het oog onttrokken door redeneringen over arbeidsbesparing, professionalisering en huiselijkheid. Hoe lager de sociale positie van de vader was, hoe groter de kans dat er in de keuken gegeten werd. Uit oogpunt van arbeidsbesparing kwam de woonkeuken er in de woonpraktijk van plattelandsvrouwen even goed vanaf als de rationele keuken in de huishouding van de stedelijke middenklasse. Vanwege de verschillende bezigheden in het gezin kon er op elk moment gegeten worden en kon de gastvrouw bij onverwacht bezoek de boel de boel laten, zo meldde een respondent. Geïnterviewden uit de hogere klasse associeerden eten in de keuken daarentegen met ongezelligheid en gebrek aan arbeidsethos en klassenbewustzijn van huisvrouwen. Vanaf 1960 werd de kleine rationele werkkeuken in België pas gemeengoed in brede lagen van de bevolking, niet toevallig op het moment dat gasfornuizen en koelkasten zodanig in prijs waren verlaagd dat ze ook voor deze doelgroep onder handbereik kwamen. Volgens socialistische vrouwen bevorderde de rationelere werkkeuken het buitenshuis werken van vrouwen. Hun "rode, experimentele keuken", hoewel feitelijk het equivalent van de rationele keuken, werd als voorbeeld van gebruiksvriendelijkheid en objectieve voorlichting naar voren geschoven en tegenhanger van 'opdringerige' kapitalistische varianten. De kennismaking met de Amerikaanse keuken tijdens de Wereldtentoonstelling in Brussel in 1958 riep een golf van anti-Amerikaanse reacties

op. Daarbij wekte de onafhankelijkheid en superioriteit van de Amerikaanse vrouw, die achter de keuken vermoed werd, meer weerstand dan de overdreven afmeting en de vele onbereikbare elektrische snuffjes.

In de jaren 1960 en 1970 treden vrouwen meer op de voorgrond als meer handelende actoren dan als object van opvoeding. In dit tijdperk kregen de vertrouwde woonadviseurs van katholieke, socialistische en agrarische signatuur concurrentie van meer commercieel ingestelde media. Om de concurrentie de wind uit de zeilen te nemen, presenteerden zij zichzelf daarom liever als adviseurs, die vrouwen hielpen om de kunst van het wonen onder de knie te krijgen. Deze terughoudende opstelling werkte de veronderstelling in de hand dat een hogere woningstandaard automatisch garant stond voor een ordelijke huishouding en een hygiënische levenswijze. Ondanks de toenemende welvaart, bleef de uitrusting van de woning echter achter bij die in omliggende landen. Uit deze stand van zaken bleek dat Belgen meer geneigd te zijn om te investeren in het vergroten van de woning, dan in de aanleg van modern sanitair, zoals douche of bad en centrale verwarming. Voor het sociale middenveld betekende deze lacune dat er opnieuw werk aan de winkel was.

Met hun interdisciplinaire aanpak verrijken Sofie de Caigny, Fredie Floré en Els de Vos een architectuurhistorische onderzoekstraditie, die zich doorgaans beperkt tot de ontwerp- en productiekant van woningen in relatie tot de overheid, economische conjunctuur en technische innovaties. Hun blik verheldert niet alleen wat “goed wonen” volgens professionele en politieke maatstaven in België inhield, maar ook waar opvattingen

en praktijken uiteenliepen. Anders dan in Nederland waar beleidsmakers en architecten de regie over de ruimtelijke ordening en woningbouw stevig in handen hadden, maakte de modernisering in België ruim baan voor de smaak van de burger. Planmatige aanpak van de openbare ruimte en moderne vormgeving van de woning kwamen daardoor in België minder van de grond dan in Nederland. Evenals in Nederland hadden de meeste bewoners weinig op met sobere inrichting en strakke vormgeving die modernistische architecten voorschreven als remedie voor het woningvraagstuk. Hoewel de inbreng van bewoners in het onderhandelingsproces over de modernisering van het wonen meestal onderbelicht blijft, tonen Sofie de Caigny en Els de Vos zich inventief bij het achterhalen van lastig te onderzoeken woonpraktijken. Beiden reconstrueerden samen met de bewoners het oorspronkelijke fysieke huis en de veranderingen daarin aan de hand van tekeningen en foto's. Om vertekening door het geheugen tegen te gaan, selecteerden zij alleen respondenten die nog in het oorspronkelijke huis woonden. In aanvullende interviews met de bewoners kwamen vooral hun visie en motieven voor keuze in de woning aan de orde.

De drie boeken dragen veel nieuw materiaal aan om de Belgische wooncultuur te begrijpen. Toch, of misschien juist daardoor, blijft het zoeken naar de grotere politieke en sociaal-economische context. Wie bouwden er nu eigenlijk en hoe verhiel particulier opdrachtgeverschap zich tot eigen woningbezit? Welke rol speelden woningbouwverenigingen en hoe zat de financiering van al dat eigen woningbezit nu precies in elkaar? *Lessen in goed wonen* geeft de minder ingevoerde lezer wat betreft de Belgische

situatie wat meer houvast, maar een vergelijking met buitenlands woningbouwbeleid had veel kunnen verduidelijken. Sofie de Caigny en Els de Vos beperken zich tot Vlaanderen, terwijl het boek van Fredie Floré betrekking heeft op heel België. Voor ingewijden misschien voor de hand liggende keuzen, maar ook hier had een duidelijkere legitimatie veel kunnen verhelderen.

Liesbeth Bervoets

SOPHIE DE SMET

***Indie door de lens van koningin Elisabeth. Beeldverslag van een bijzondere reis***

Leuven, Davidsfonds Uitgeverij, 2011, 216 p.

In onze vaderlandse geschiedschrijving is koningin Elisabeth het onderwerp van talloze boeken. Van de heroïsering van Elisabeth als koningin-verpleegster in de Eerste Wereldoorlog, over biografieën die vooral bewondering voor de koningin uitdragen, tot een koele wetenschappelijke analyse met een lapidaire titel...<sup>9</sup>. Historici van allerlei pluimage hebben zich gebogen over het leven van een tot de verbeelding sprekende vorstin. In de tijdspanne van bijna een eeuw is een hele bibliotheek tot stand gekomen, waarin Elisabeth steevast wordt geportretteerd als een eigennuttige vrouw met een grote culturele belangstelling. Door haar onconventionele opvoeding, vooral onder invloed van haar vader, ontwikkelde ze al van jongsaf aan een grote belangstelling voor niet-Europese culturen.

Het is bekend dat Elisabeth en Albert grote reizen hebben gemaakt, die in de biografieën vaak uitgebreid worden gedocumenteerd. In het collectieve geheugen van het oudere

publiek zijn de reizen die Elisabeth tijdens de Koude Oorlog naar het Oostblok maakte, nog bekend. Door die reizen werd de krasse tachtigplusser bekend als de "rode koningin". Door mateloos pacifisme gedreven, reikte ze de hand aan communistische despoten. Tijdens grote reizen en staatsbezoeken werden Albert en Elisabeth na de Eerste Wereldoorlog ontvangen als helden van *Poor Little Belgium*, dat door het barbaarse Duitsland onder de voet was gelopen. Onder die vele reizen maakt de lange reis naar Indië van 1925 echter een bijzondere plaats in, omdat ze was gemotiveerd door de grote culturele en wereldbeschouwelijke interesse van Elisabeth voor dat land. Dit maakt tevens van de studie, die Sophie De Smet aan de reis wijdt, een bijzonder boek.

Meer nog dan een uitgebreide biografie die alle levensfasen overschouwt, kan de focus op een bepaalde interesse, op een bepaald tijdsscharnier in een mensenleven, misschien een nog intensere blik, een dieper inzicht bieden in de geest en het wezen van een protagonist. De focus op Indië biedt dan ook een inzicht in Elisabeths persoonlijkheid die de reis ver overstijgt. Daarom ook dekt het boek een veel grotere lading en is de titel (beeldverslag, Indië door de lens) wellicht eerder door sluwe verkoopsargumenten van Davidsfonds Uitgeverij nv ingegeven. Het boek is een uitgave van de licentiaatsverhandeling van de auteur<sup>10</sup>. De titel van die scriptie zegt al wat meer: "Een geschenk voor het leven". De reis kwam er na een uitnodiging van Lord Lytton, gouverneur van Bengalen en een bekende van Albert en Elisabeth. Albert maakte van de gelegenheid gebruik de reis voor Elisabeth te laten organiseren

9. EVRARD RASKIN, *Elisabeth van België. Een ongewone koningin*, Antwerpen/Amsterdam, 2005.

10. Sophie De Smet, *Een geschenk voor het leven. De reis van Koning Albert en Koningin Elisabeth naar Indië in 1925*, KU Leuven, 2010.



als een geschenk voor hun zilveren huwelijksjubileum. Niet alleen als eenmalige gebeurtenis, als geschenk was de reis een soort apotheose van de grote belangstelling die Elisabeth haar hele leven, van haar jeugd tot haar dood, voor de Indische cultuur heeft gekoesterd.

Bijzonder aan het boek is de persoonlijke motivatie van de auteur, die uit het voorwoord blijkt. Blijkbaar is ook zij gebeten door de passie voor Indië en is zelf op zoek gegaan naar de geheimen van de yogafilosofie. Die warme betrokkenheid voel je in bijna elke bladzijde. Alhoewel er bijna evenveel foto's als tekst is opgenomen, is het veel meer dan een fotoboek. Elisabeth was een verwoed fotografe die te pas en te onpas de omgeving en de omstanders op de gevoelige plaat wilde vastleggen. Dat resulteert in vele snapshots, vaak geïmproviseerde beelden waarvan er tientallen in het boek zijn opgenomen, ze geven een ongedwongen blik op de reis. Beeldscherpte en manipulatie van lichtcontrasten waren in 1925 echter nog niet wat ze vandaag zijn, daardoor kan je enkel concluderen dat de tekst van Sophie De Smet interessanter is dan de foto's van de koningin.

Veel meer dan een louter verslag van de reis biedt het boek een breed cultuurhistorisch panorama van de interactie tussen West en Oost, tussen Europa en Indië sinds de oudheid. Veroveringsdrang, handelsbetrekkingen, oriëntalisme, koloniale overheersing etc, in de eerste hoofdstukken krijgt de lezer een grondige inleiding in de eeuwenlange relaties tussen het Avondland en het Morgenland.

Meer nog dan de geschiedenis van Indië zelf komt de verbeelding van Indië in de Europese cultuur aan bod. Niet voor niets

was Indië midden negentiende eeuw het meest verbeelde land in het Westen. De auteur spaart geen moeite om die verbeelding grondig te bespreken aan de hand van het bekende werk *Orientalism* van Edward Said uit 1978 en de vele kritische tegenstemmen die dit spraakmakende boek heeft uitgelokt. Fascinatie voor de spirituele rijkdom ging trouwens ook gepaard met een Westers superioriteitsgevoel, dat door de auteur herhaaldelijk wordt aangekaart.

Verder is het boek evenwichtig gestructureerd en ingedeeld in drie grote perspectieven die de reis hebben bepaald : het klassieke (Hindoeïstische en Boeddhistische) Indië, het islamitische Indië van de Mogols en het Britse Indië als de parel aan de kroon. Bekende plaatsen, gebouwen en sites die werden bezocht worden ingebed in een boeiend verhaal over cultuur en religie. De stad Benares, de Ganges als heilige rivier van de Hindoes, het fort van Agra, de grotten van Ajanta... de fascinatie van Elisabeth wordt telkens in een breed cultureel en religieus kader geplaatst. Alles behalve dan met strikt katholieke oogkleppen beschouwde Elisabeth andere religies met een open blik. Haar bezoek aan een Hindoeklooster en interesse voor het werk van Swami Vivekananda getuigen hiervan. Nieuwsgierigheid en geestdrift zal Elisabeths belangstelling voor de Indische cultuur en religies tot in haar laatste dagen kenmerken.

Reizen in 1925 was iets anders dan reizen in de *Global Village* van vandaag. Aan de hand van vele pittige details vernemen dan ook heel wat over de praktische organisatie van de twee maanden durende tocht. Per boot, trein, auto of riskja,... de reis was allesbehalve een avontuurlijke trekking. Alles

was op voorhand voorbereid, koning en koningin werden begeleid door maar liefst vierentwintig personen, van een lijfarts tot de Indische boy en kamermeisje, zodat het koninklijke paar op zijn wenken konden worden bediend.

Behalve de beschrijvingen van bezienswaardigheden zijn de ontmoetingen met Indische persoonlijkheden wellicht nog interessanter, te meer omdat ze Elisabeths eigenzinnige persoonlijkheid benadrukken. Behalve de vanzelfsprekende contacten en plichtbezoeken aan de vertegenwoordigers van de Britse kolonisator waren er ontmoetingen met kunstenaars en schrijvers die de Britse overheersing bekampten. Tot een ontmoeting tussen Elisabeth en Gandhi is het niet gekomen, maar een andere figuur die naast Elisabeth als protagonist in het boek naar voren komt is de dichter en Nobelprijswinnaar Rabindranath Tagore. Tegen de zin van hun gastheer Lord Lytton had Elisabeth meerdere ontmoetingen met Tagore. Behalve zijn spirituele uitstraling moet ze daarbij ook gecharmeerd zijn geweest door zijn *“beau physique et voix captivante”*.

Verschillende Indische religieuze stromingen gingen op zoek naar wat verschillende wereldreligies verenigde. Dit impliceerde een sterke tendens tot pacifisme, de wereldbeschouwelijke attitude die bij Elisabeth haar wortels heeft in de belangstelling voor Indië en die in de reis zo duidelijk tot uiting komt. Ook andere van Elisabeths illustere correspondenten waren trouwens bevriend met Tagore, zoals Romain Rolland, Schweitzer

of Einstein. Romain Rolland was een ware propagandist van het gedachtengoed van Tagore. Albert Schweitzer onderkende de grote invloed van de Indische cultuur op zijn ethiek. Albert Einstein heeft steeds volmondig ingestemd met Elisabeths pacifisme en verkondigde in volle koude oorlog radicale pacifistische standpunten.

Beschouwingen over religie, cultuur en wereldbeschouwing kunnen een historicus die op zoek gaat naar de zieleroerselen van een koningin, soms voeren tot kwestieuze hersenspinsels<sup>11</sup>. Het is een verdienste van dit boek dat de auteur zich niet heeft laten meeslepen in al te speculatieve veronderstellingen dienaangaande. De auteur eindigt met enkele bladzijden waarin geest en lichaam letterlijk worden verenigd in de yoga. Het belang dat Elisabeth tot in haar laatste levensjaren aan het beoefenen van yoga heeft gehecht, kan niet genoeg worden benadrukt. Misschien nog meer dan haar passie voor cultuur en muziek, belichaamt haar yogapraktijk het wezen van de koningin. In haar Indische yogaleraar Iyengar zal de band met Indië dan ook tot op haar oude dag bewaard blijven.

De paar manco's doen niets af van de waarde van dit boek. Zoals reeds vermeld doet de magere titel geen recht aan de rijkdom en de kracht van de inhoud. Voorts was een index praktisch geweest om de vele bekende personen en plaatsen snel terug te vinden.

**Willem Erauw**

11. Zie bv. WILLEM ERAUW, *Koningin Elisabeth. Over pacifisme, pantheïsme en de passie voor muziek*, Gent 1995.

PAUL VAN DAMME & STIJN VAN DE PERRE  
***Sans commentaire ? Une histoire de la Belgique à travers la caricature***

Bruxelles, Pelckmans/Le Cri, 2011, 227 p.

Encore une histoire de Belgique ? De fait. Et pourtant, à beaucoup d'égards, cette dernière est bien différente de toutes les autres. C'est de son fil conducteur qu'elle tire son originalité : les caricatures. Celles-ci ne sont pas seulement là pour illustrer le récit; elles sont au cœur des histoires qui nous sont racontées. Car c'est ainsi que se présente le livre : cinquante thématiques se succèdent. Pour chacune d'elles, les auteurs proposent une (courte) synthèse et, surtout, une série de dessins – huit ou neuf généralement – décryptés par un bref commentaire.

Pareil ouvrage eût été unimaginable il y a quelques décennies. Alors que les caricatures fleurissaient depuis longtemps dans les journaux, les historiens, eux, les regardaient de loin. C'est ce que rappellent Laurence van Ypersele et Vincent Dujardin dès l'entame de leur préface : "On a souvent relégué la caricature au rang de divertissement pour l'homme de la rue". Notons que le même dédain avait longuement caractérisé l'attitude des historiens à l'égard de la presse. Le journalisme et la science, disait-on, n'étaient pas faits pour s'entendre...

Dès lors, en dehors de quelques essais précurseurs, il faut attendre la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle avant de voir les historiens belges commencer à s'emparer un peu sérieusement de l'objet. Souvent, ils ciblent un sujet. Au cœur de leurs préoccupations, on retrouve notamment la monarchie, l'anticléricalisme, la caricature politique, les guerres ou Léon Degrelle.

Cette fois, le projet impressionne par son ampleur. La période, tout d'abord. Le premier dessin date de 1830, tandis que le dernier paraît en 2011. Au total, à cheval sur ces trois siècles, plus de 400 caricatures apparaissent dans un remarquable défilé. Elles proviennent de tous bords. Francophones et flamandes, catholiques et anticléricales, socialistes et libérales... Les auteurs se sont plongés dans pas moins de soixante collections différentes, publiques et privées. On notera au passage la présence de quelques dessins étrangers, surtout consacrés au dossier congolais et à la question royale. La sélection ne fut pas simple, confessent les auteurs. Qui insistent : "nous voulions de la variété". À signaler : Van Damme et Van de Perre nous offrent également quelques dessins refusés à l'époque par l'éditeur. Et notamment une caricature représentant Baudouin et Fabiola, entourés d'enfants malformés. En avril 1990, en plein débat sur la dépénalisation partielle de l'avortement, le magazine *Knack* avait refusé de publier ce dessin de Gal.

Il fallait encore choisir les sujets. Les thématiques sont souvent politiques; elles sont aussi sociales et économiques. Naturellement, les pouvoirs traditionnels reçoivent chacun leur chapitre. Partis politiques (grands et petits), roi, gouvernement, Parlement, Église catholique, franc-maçonnerie, justice et armée sont tous convoqués. Logique : les caricaturistes aiment s'attaquer aux puissants... Des chapitres sont également consacrés à la guerre scolaire et à la question royale, à la collaboration et à la répression, à la lutte des classes et aux conflits communautaires, à l'émancipation de la femme, à la Guerre froide, à l'Europe et au Congo. Inévitablement, des fils conducteurs se dégagent. Ainsi, l'influence de la polarisation transpire tout au long des 200 pages.

De même, les trois clivages traditionnels de l'histoire de Belgique, confessionnel, social et communautaire, ressortent distinctement. Mais les auteurs se lancent également sur des sujets moins conventionnels. On trouve ainsi des chapitres intitulés "Finances de l'État et économies" ou "Frontières et mondialisation". Le panel est varié. En fait, chacune des sections pourrait faire l'objet d'un ouvrage spécifique...

Sans doute le spécialiste de l'histoire de Belgique n'apprendra-t-il pas grand-chose. Si ce n'est l'une ou l'autre anecdote. Ainsi, l'on découvre que le parti libéral adopte sa couleur bleue à la suite des élections de 1878. Le nom des candidats libéraux se trouvait tout simplement sur la partie bleue du bulletin électoral, qui était alors tricolore. Le succès fut au rendez-vous et le bleu resta. Plus fondamentalement, l'historien pourrait être déçu. Par l'une ou l'autre erreur factuelle, tout d'abord. Ainsi, en affirmant qu'en Belgique, aucun libéral ne fut Premier ministre entre 1884 et 1999, les auteurs omettent malencontreusement Paul-Emile Janson. De même, en attribuant le titre de Premier ministre du Congo à Joseph Kasa-Vubu et celui de président à Patrice Lumumba, ils commettent une malheureuse inversion. Et puis, il y a aussi des affirmations hâtives ou des formules réductrices. Ainsi, il semble difficile de suivre les deux historiens lorsqu'ils prétendent qu'en 1936, Léopold III "parvient à convaincre le Conseil des ministres" d'adopter une politique d'indépendance. Cette politique, rappelons-le, était celle du ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak... De même, le spécialiste risque de ne pouvoir se rallier à l'analyse de Van Damme et Van de Perre lorsque, tentant d'expliquer la question royale, ils se contentent d'écrire : "Léopold

III est accusé d'avoir pris certaines initiatives que, constitutionnellement, il ne pouvait pas prendre". Enfin, le lecteur pourrait s'étonner à la lecture de certaines phrases, étonnantes de parti-pris. Ainsi, abordant le "nœud inextricable" que constitue Bruxelles, les deux historiens concluent : "Bruxelles semble donc détériorer gravement le climat du pays... si tant est que la Belgique n'ait pas déjà rendu l'âme".

Il faudra dès lors se concentrer sur... les caricatures. Joliment valorisées par une mise en page colorée et très soignée, elles égaient le lecteur et éveillent sa curiosité. Elles reposent sur les imaginaires, en même temps qu'elles les façonnent. Leur mise en parallèle permet de dégager des constantes. Ainsi, Tintin, Manneken-Pis et l'Atomium sont croqués de manière récurrente, à côté de l'inévitable coq et du lion, belge au départ, flamand par la suite. La devise nationale inspire aussi les caricaturistes. En 1887, en plein débat parlementaire sur le bilinguisme des officiers de l'armée, *Le Tirailleur* balaie le problème en rappelant la devise. Et en proclamant : "Ni Wallons ni Flamands, tous Belges". En 1958, alors que se dessine un pacte scolaire, la devise est à nouveau fièrement brandie, cette fois dans *Pan*. Quelques années plus tard, en 1962, elle est sérieusement mise en danger. Lorsque Théo Lefèvre et Arthur Gilson clichent la frontière linguistique, le *Pourquoi Pas ?* voit dans cette "nouvelle folie", une grave menace pour l'union nationale...

Au-delà, ce sont de nombreuses perspectives de recherche qui s'ouvrent. Certes, la prudence doit toujours être de mise : la caricature n'est pas la réalité. Mais elle nous en donne une image, plus ou moins déformée. Permettant à l'historien comme aux autres

de se faire “contemporain affectif” d’un événement ou d’une époque, elle offre un point de vue décalé, nouveau, parfois inaccessible autrement. Elle ne fuit pas la polémique, elle l’attise. En pouvant dire plus que des textes, elle apporte des informations véritables. Incontestablement, elle fait naître aussi nombre de questions. Par combien de personnes ces dessins ont-ils été vus ? Quel type d’accueil leur fut réservé ? Voire, quelle influence ont-ils pu avoir sur le cours de l’histoire ? Les brèves contextualisations données par les auteurs nous donnent des clés de lecture. Elles font naître, surtout, le désir de creuser de nouvelles questions.

*Sans commentaire ?* se finit sans conclusion. Mais se prolonge par différents index, répertoriant tour à tour les organisations, les personnes, les dessinateurs, les lieux mentionnés et les périodiques. Il s’agit là d’instruments de recherche qui pourraient s’avérer précieux. Vient ensuite une bibliographie sélective.

Véritable hommage à des générations de caricaturistes, *Sans commentaire ?* doit surtout ne pas être pris... pour ce qu’il n’est pas. Ce n’est pas une œuvre scientifique, comme en atteste d’ailleurs l’absence d’apparat critique. Clairement, l’ouvrage est généraliste plutôt que spécialisé, grand-public plutôt qu’érudit. À ce propos, force est de saluer l’approche particulièrement didactique, susceptible d’intéresser largement. Il faut aussi saluer le fait que l’œuvre, présentant des caricatures du Nord comme du Sud, paraît simultanément dans les deux langues. Enfin, l’ouvrage a un autre mérite : il donnera le goût, à des historiens, de s’aventurer dans un champ historiographique encore trop peu exploré. Car ces dessinateurs furent des acteurs parfois

influent de l’histoire. À ce titre, leurs œuvres méritent d’être sorties de leurs collections et d’être étudiées avec attention. En la matière, l’ouvrage de Paul Van Damme et Stijn Van de Perre apporte une précieuse contribution. Sur une route qui reste encore longue.

Vincent Delcorps

AD VAN POPPEL (red.)

**100 jaar motorrijden in België. Belgische motorrijdersbond 1912-2012**

Heule, Snoeck, 2012, 208 p.

Het fraai vormgegeven boek *100 jaar motorrijden in België* werd samengesteld naar aanleiding van het honderdjarige bestaan van de Belgische Motorrijdersbond (BMB). Deze vereniging, die zich tot doel stelt de nationale (en internationale) motorsportwedstrijden te organiseren, werd in 1912 opgericht. ‘Opgericht’ is eigenlijk een groot woord, want de motorsport in België was al sinds 1896 in handen van de *Automobile Club de Belgique*, die de internationale licenties controleerde voor alles wat gemotoriseerd was, dus automobiel en motorfiets. Dat laatste werd dan weer gecontesteerd door de Belgische Wielrijdersbond, die de licenties voor de wielersport controleerde, en vond dat een motorfiets eigenlijk een fiets was. In het begin van de 20e eeuw leidde dat tot nogal wat getouwtrek tussen de twee machtige sportfederaties. Uiteindelijk werd een Gemengde Commissie opgericht, die in 1912 besliste om de organisatie van motorwedstrijden aan een nieuwe, aparte bond over te laten. Toch bleef de BMB nog tot laat in de jaren 1920 onder curatele staan van de *Automobile Club*.

Bovendien, onvermeld in dit jubileumboek, duurde het verschillende decennia voor de

BMB zich kon laten gelden als nationale bond. Bij de oprichting waren slechts zes motorclubs bij de nationale koepel aangesloten, een fractie van het totale aantal clubs. Vooral de Luikse clubs toonden zich afkerig. Luik was eigenlijk het bastion van de Belgische motorsport, ook al omdat in het Luikse de belangrijkste producenten gevestigd waren. In 1923 richtte de Luikse club Motor Union een eigen koepel van clubs op, en scheurde zich af van de BMB. Jarenlang bleef de Motor Union, met een eigen blad en een eigen wedstrijdencircuit, een geduchte concurrent van de BMB. Pas na de Tweede Wereldoorlog kwam het definitief tot een verzoening. Ook de machtige Antwerp Motor Club, een van de grootste motorclubs van het land, bleef aanvankelijk buiten de BMB, en sloot zich in 1920 zelfs kortstondig aan bij de rivaliserende Belgische Wielerbond. Ook niet vermeld is de naam van de stichtende voorzitter, een zekere Pecqueur, reeds in januari 1913 vervangen door de Luikenaar Oscar Guillot. Deze laatste ging in de beginjaren regelmatig in de clinch met de toezichthoudende *Automobile Club*, diende verschillende keren zijn ontslag in, en stapte in 1920 na het zoveelste conflict definitief op. Ook zijn opvolger Fagard kwam in woelige kwesties terecht, en stapte na een jaar al op.

Maar, zoals gezegd, dat alles staat dus niet in deze publicatie. Het boek opent met een erg summier overzicht van de geschiedenis van de BMB van 1912 tot 2012, slechts twintig bladzijden, met vele grote afbeeldingen en tussenstukjes, vooral aan de meest recente geschiedenis gewijd. Iets meer aandacht gaat uit naar de motorfietsindustrie, al volstaan dertig bladzijden in het geheel niet om alle producenten aan bod te laten komen. Er is bovendien ook veel aandacht voor allerlei

randverschijnselen uit de geschiedenis van de motorsport, zoals de productie van bijzondere motorsportkleding, de motoren van de wegpolitie of 'zwaantjes', of het scooter-fenomeen na de Tweede Wereldoorlog.

Het hart van dit boek gaat duidelijk naar de motorsport, een sporttak waar België op het einde van vorige eeuw uitblonk. Jarenlang verdeelden Belgische motorsporters als Roger De Coster, Eric Geboers of Stefan Everts de wereldtitels motorcross onder elkaar. Het grootste deel van deze publicatie is dan ook aan de geschiedenis van de motorcross gewijd. Drie lange hoofdstukken behandelen de gouden tijden van de motorcross in België, en achteraan volgt een lange lijst van korte biografieën van motorcrossers, die een kwart van het boek beslaat. In bijlage is dan nog eens een overzicht van wedstrijduitslagen en kampioenschappen opgenomen, evenwel slechts een selectie, een meer volledige lijst staat op de website van de BMB.

Ten slotte zijn nog enkele korte hoofdstukken opgenomen, over de andere motorsporten buiten motorcross, over motortoerisme, over het dagelijks gebruik van de motorfiets in België, over motorsportmedia, en een afsluitend hoofdstuk over "de toekomst van het motorrijden". Wat dat laatste betreft, ziet het er verrassend genoeg nogal somber uit. Behalve dat de tijd van de grote wereldkampioenen alweer enkele jaren achter ons ligt, wordt de Belgische motorsport in zijn bestaan bedreigd door het groeiende milieubewustzijn. Motorcross is immers een 'vuile' sport, een circuit is eigenlijk een grote met olie vervuilde modderpoel, waar dierlijk noch plantaardig leven mogelijk is, en de trainingen en wedstrijden zorgen voor geluidsoverlast in een grote cirkel rond het circuit. Begrijpelijk dat de

jongste jaren steeds meer gemeenten motorcrossterreinen van hun grondgebied weren.

*100 jaar motorrijden in België* is een bijzonder mooi boek, in groot formaat met harde kaft, met honderden afbeeldingen van hoge kwaliteit. De tekst is geschreven door een groot aantal auteurs uit de omgeving van de BMB, stuk voor stuk motorliefhebbers, en dat laat zich merken. De liefde voor de motorsport spat van de bladzijden, en de auteurs struikelen over elkaar heen om toch maar zo veel mogelijk aspecten en anecdotes aan bod te laten komen. Een bijzonder rijke uitgave dus.

Een wetenschappelijke studie is dit niet. Er zijn geen voetnoten, en geen bibliografie. Waar de feiten vandaan komen, weten we niet. Er wordt enkel achteraan vermeld dat de auteurs twee jaar lang de BMB-archieven en het BMB-bondsblad doorploegden. Verschillende auteurs hebben schijnbaar ook uit een eigen archief geput, en met vele betrokkenen in het boek vermeld werden gesprekken gevoerd. Als historisch overzicht is deze publicatie zeker niet volledig, en de historische context wordt slechts zeer summier geschetst. Er zijn wel bijzonder veel feiten en details verzameld, maar de correctheid ervan kan niet gecontroleerd worden. Niettemin kan het werk wel in beperkte mate zijn nut bewijzen als naslagwerk, over de geschiedenis van de motorfiets in België is tot dusver immers zeer weinig verschenen (en terzijde : de auteurs vermelden dat er in 1962 al een BMB-jubileumboek verschenen is, maar jammer genoeg is hier in geen enkele bibliotheek een spoor van terug te vinden). Mochten deze brullende tweewielers op u evenwel enige aantrekkingskracht uitoefenen, dan staat dit fraaie boek garant voor uren intens leesplezier.

**Donald Weber**

STAF VOS

***Dans in België 1890-1940***

Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2012, 357 p.

De Belgische hedendaagse dans behoort vandaag tot de wereldtop. Het startpunt van dit internationale danssucces is te situeren in de jaren 1980. Anne-Teresa De Keersmaeker, Jan Fabre, Wim Vandekeybus e.a. braken toen radicaal met de klassieke ballettraditie, op dat moment belichaamd door Maurice Béjart met zijn *Ballet van de XXste Eeuw* en het door Jeanne Brabants opgerichte *Ballet van Vlaanderen*. Tegelijk met de dansvernieuwing op het podium ontwikkelde zich in de (vak)pers een begeleidend discours over dans. Vooral de breuk met het verleden werd benadrukt. Geliefd was de metafoor van 'het braakland' om het Belgische danslandschap van vóór 1980 te omschrijven. Het succesverhaal van de Tachtigers en hun nazaten heeft blik op wat daarvóór was wat vertroebeld. Een van de grote verdiensten van het boek *Dans in België* is dat het de beperkte hedendaagse visie op dans openbreekt. Cultuurhistoricus Staf Vos voert de lezer terug naar een tijd toen in België de artistieke status van dans – ook die van het klassiek ballet – allerm minst vanzelfsprekend was. Object van onderzoek vormt precies de manier waarop de dans als kunstvorm in de periode 1890-1940 gelegitimeerd werd. Hoe en waarom werden verschillende dansgenres en -stijlen aanvaardbaar gemaakt als kunst of om andere redenen als betekenisvol aangeprezen?

Startpunt vormt de discutabele positie van het klassiek ballet in het *fin de siècle*. De routineuze balletconventies werden als oppervlakkig en expressieloos ervaren; balletdanseressen riepen vooral associaties op met prostitutie en moreel verderf. Ballet was voor

de operabezoeker letterlijk een tussen-doortje, een *divertissement*. In het eerste deel, dat de periode 1890-1920 beslaat, beschrijft Vos hoe de slechte reputatie van de dans werd omgebogen, ondanks én dankzij de dominantie van het wagneriaanse *Gesamtkunstwerk*-ideaal in België. Onder invloed van onder meer de Amerikaanse danspionier Isadora Duncan kreeg een 'vrijer' dansideaal gestalte. Het offensief van de *Ballets russes* van Sergej Diaghilev zorgde dan weer voor een modernisering en statusverhoging van het Belgische ballet, zo lezen we in het tweede deel van het boek dat de jaren 1920 omvat. Vos beschrijft hoe in deze periode de artistieke en sociale emancipatie van de dans in al zijn verschijningsvormen – van ballet tot 'vrijere' dans, van jazzdans tot Spaanse en Oosterse dans – gestalte kreeg in operahuizen, music-halls, danszalen en dansscholen. Het legitimerende én kritische discours dat deze institutionaliseringsgolf begeleidde, kenmerkte zich door spanningen tussen sensuele lichamelijkeheid en zuivere spiritualiteit, tussen intuïtie en discipline, entertainment en authenticiteit, exotisme en westerse traditie. Onder invloed van de Duitse *Ausdruckstanz* kwam daar in de jaren 1930 – onderwerp van het derde en laatste deel van het boek – nog een tegenstelling bij: die tussen individu en gemeenschap. De Antwerpse danseres Lea Daan bijvoorbeeld prees en onderwees de dans, en dan in het bijzonder de lekendans, als een maatschappelijk dienstbare 'gemeenschapskunst'.

Dansgeschiedenis is kwetsbaar voor anachronismen. Veel danshistorische overzichtswerken leggen de klemtoon op een canon van grote namen, oordelend vanuit eigentijdse kunstopvattingen met weinig aandacht voor de veranderende maatschappelijke contex-

ten waarbinnen dans functioneerde. De afgelopen twee decennia kwam daarin verandering, vooral binnen de Anglosaksische historiografie. Danspraktijken werden beschouwd als onderdeel van een bredere lichaamscultuur, waardoor niet alleen de esthetische, maar ook de politieke en sociale functies van dans onder het voetlicht kwamen. Vos sluit zich aan bij deze trend tot verbreding, historisering en contextualisering. Zijn keuze voor een synchrone invalshoek – de studie van een veelheid aan danspraktijken binnen een afgebakend chronologisch en geografisch kader – laat toe het werk van bekende dansers en choreografen te confronteren met dat wat zich afspeelde in de 'marge' van de grote geschiedenis. Prestigieuze operahuizen krijgen in *Dans in België* een plek naast lokale kleinere podia en musichalls, zoals ook de amateurdans – die vooral gestalte kreeg in dansscholen en de lokalen van het verzuilde Belgische verenigingsleven – wordt geplaatst naast het professionele danscircuit. Vos heeft daarnaast oog voor in vergetelheid geraakte danseressen als Lien Engelen, Akarova en Félyne Verbist. De casus van Verbist, die tijdens de Eerste Wereldoorlog internationale bekendheid verwierf, toont bovendien hoe de (inter)nationale politieke situatie artistiek succes in de hand kon werken. Ook de link met andere vormen van bewegingscultuur wordt geregeld gelegd. De 'ritmische gymnastiek' van Emile Jacques-Dalcroze, de Duitse *Körperkultur* en de gegenderde omgang met het lichaam bepaalden mede het discours en de praktijk van de dans in België.

Een tweede historiografische trend is de 'inkapseling' van de dansgeschiedenis door disciplines als cultuursociologie, literatuurwetenschap, antropologie en *cultural studies*. Vos constateerde al dat dit veelal resulteerde



in studies met een hermetisch analytisch discours en een sterke theoretische inslag<sup>12</sup>. Vos laat in *Dans in België* expliciete theorievorming achterwege en dat levert een prettig verhalend boek op. Dat betekent overigens niet dat het Vos ontbreekt aan theoretische bagage. Hij weet inzichten uit met name de cultuursociologie en genderstudies knap te integreren in zijn historiserend betoog. Zo besteed Vos ruime aandacht aan de rol van critici en impresario's in het maken dan wel breken van danscarrières. Vrije danseressen die optraden buiten het gesubsidieerde balletcircuit deden dat het liefst in een gehuurde zaal van een "kunsttempel met nationale uitstraling" zoals het Paleis voor Schone Kunsten in Brussel, in de hoop bij journalisten en organisatoren *in the picture* te komen. Vos laat overtuigend zien hoe retorische en institutionele strijd elkaar aanvulden. De genderverhoudingen op het podium – een tweede 'theoretische' rode draad in *Dans in België* – kwamen overeen met de bredere maatschappelijke rolverdeling tussen mannen en vrouwen. Het waren vooral de vrouwen die dansten, en die onderworpen werden aan de mannelijke voyeuristische blik en kritische pen.

Vos analyseert in *Dans in België* het discours over dans, eerder dan de concrete danspraktijken. Dit zit deels in 'de aard van het beestje': dans is een vluchtig medium en de reconstructie van voorstellingen uit het verleden is bijna onmogelijk. De focus op 'taal over dans' is echter ook een bewuste keuze. Want juist de betekenisgeving aan dans, inherent talig van aard, vormt het object van onderzoek. Sporadisch betreft Vos ook

beeldmateriaal als foto's, beeldhouwwerken, schetsen en schilderijen in zijn analyse. Opnieuw kiest Vos voor een combinatie van bekende en onbekende namen. Hij laat 'grote denkers' als Stéphane Mallarmé en Friedrich Nietzsche aan het woord, literatoren als Paul Van Ostaijen, maar ook 'kleinere stemmen' van onbekende recensenten en plaatselijke journalisten. Op [www.dansgeschiedenis.be](http://www.dansgeschiedenis.be) zijn enkele van de geanalyseerde recensies, essays en gedichten integraal terug te vinden. Het 'gewone' publiek is in *Dans in België* echter nauwelijks te horen – wellicht omdat die in de archieven geen sporen nagelaten hebben? De relatie tussen taal en dans is overigens niet alleen een fascinatie van de hedendaagse historicus, maar ook van de contemporaine critici. Waar rond 1900 de dansante bewegingstaal nog ondergeschikt behoorde te zijn aan het literaire operaplot, veroorzaakte de Eerste Wereldoorlog een wantrouwen ten opzichte van de intellectuele woordcultuur. Dans kwam in het voordeel doordat zij "ongehinderd door woorden" alle ruimte liet aan intuïtie en verbeelding en zo het onzegbare kon uitdrukken.

*Dans in België* vertelt geen geschiedenis van grote breuken. Vos benadrukt juist de continuïteit, de nuances. Hij laat zien hoe nieuwe ideeën over dans voortkomen uit oude – soms tegenovergestelde – opvattingen. Om 'radicale' vernieuwing breder ingang te doen vinden waren juist compromissen nodig, zo betoogt Vos keer op keer. Vooral de tussenweg tussen sensualisme en intellectualisme is een terugkerend motief in de emancipatie van de dans in België. De nieuwe bewegingstaal van Isadora Duncan bijvoorbeeld vond enkel

12. STAF VOS, "Contexten in beweging? Het belang van dansgeschiedenis voor historici", in *Mededelingenblad van de Belgische Vereniging voor Nieuwste Geschiedenis*, 28, 2006, p. 28-32.

ingang doordat zij appelleerde aan oudere ideeën zoals verwijzingen naar het oude Griekenland, burgerlijke opvattingen over moederschap en caritas, en oudere ideeën over dans als ‘stille taal’. De danseres Antonia Merce – ‘La Argentina’ – wist op haar beurt het juiste midden te vinden tussen zuiders, ‘warmbloedig’ instinct en beheerst intellect. En het succes van *De groene tafel* van Joos is volgens Vos terug te voeren op “een geslaagde evenwichtsoefening” tussen de vernieuwende, choreografische taal van de expressionistische *Ausdrucktanz* en het klassiek ballet. Gelukkig durft Vos ook te spreken over paradigmawisselingen in de betekenisgeving aan dans. Hij detecteert er twee in de onderzochte periode : de kern van dans werd het lichaam zelf, en, de tweede verschuiving, kunstdans werd ingezet als fysiek instrument ter opvoeding en disciplineren van de jeugd en wist dus de amorele connotaties uit het *fin de siècle* van zich af te schudden.

*Dans in België* is een belangrijke pioniersstudie. Niet eerder werd het begin twintigste-eeuwse dansaanbod in België – met bijzondere aandacht voor Antwerpen en Brussel – zo grondig gereconstrueerd. Het bevat veel biografische feitelijke informatie. De keerzijde hiervan is een gedetailleerde veelheid aan namen van choreografen, dansers, voorstellingen, journalisten en denkers... Voor de lezer is het niet altijd gemakkelijk de grotere, meer analytische lijnen te blijven volgen. Vos biedt de lezer enige steun door samenvattende en inleidende paragrafen in te lassen. Bovendien eindigt *Dans in België* met een knappe balans waarin de grote lijnen van het boek samenkomen. Mijn tip aan de toekomstige lezer zou zijn om de lectuur van *Dans in België* daarmee te

beginnen, en zich vervolgens – met de daar beschreven ‘rode draden’ in het achterhoofd – te laten overdonderen door de rest van het verhaal.

*Dans in België* eindigt in 1940. Vos trekt in zijn besluit wel enkele lijnen door tot na de Tweede Wereldoorlog. In praktijk en discours richtte de professionele kunstdans zich toen weer op het moderne ballet. Is dat opmerkelijk na een periode van veertig jaar waarin talloze scherpe aanvallen op het ballet werden opgetekend? Neen, luidt het antwoord van Vos. Danspraktijken zijn, net als andere cultuuruitingen, steeds vatbaar voor herinterpretaties. In de jaren 1950 werd vernieuwing op basis van ballettechniek weer als modern ervaren. En in de jaren 1980 werd datzelfde ballet juist weer – zeer succesvol – afgedaan als een verouderd genre, waardoor in Vlaanderen een autonoom veld ‘hedendaagse dans’ kon ontstaan. Met inmiddels ook weer zijn eigen onderverdelingen en stromingen. Dit maakt nieuwsgierig naar hoe Vos het begeleidend discours rond deze recentere ontwikkelen zou analyseren. Zou hij ook hier vooral continuïteit en voortleven van tradities zien? Duidelijk is alvast dat de breuklijnen en preoccupaties in het spreken over dans in de eerste helft van de twintigste eeuw (deels) dezelfde zijn als die van nu. Abstractie of expressionisme, concept of verhaal, autonomie of verwantschap met andere disciplines, lichamelijk of talig, esthetische vorm of kritisch engagement zijn ook de ijkpunten waartussen de hedendaagse danscritici en -makers zich bewegen.

**Marleen Brock**

## V. Sociale geschiedenis - Histoire sociale

BERNARD FRANCO, LUC COURTOIS & PIERRE TILLY (dir.)

*La Mémoire de la Grande Grève de l'hiver 1960-61 en Belgique – (Mémoires de la Classe des Lettres, Collection in-8, 3<sup>e</sup> série, vol. 52)*

Bruxelles, Le Cri, 2011, 341 p.

Iets meer dan vijftig jaar geleden (december 1960-januari 1961) legden socialistische militanten en vakbondsleden enkele weken het werk neer als protest tegen Gaston Eyskens' zgn Eenheidswet, een reeks hervormingen en besparingen om de staatsfinanciën te saneren.

Deze staking is betrekkelijk goed onderzocht. Onmiddellijk na het evenement publiceerden sociologen erover en in *Les Temps Modernes* wijdde onder meer André Gorz er een bijdrage aan. In 1978 publiceerde historicus Alain Meynen een artikel waarin de staking gekaderd werd in de ontwikkeling van het Belgische kapitalisme. In 1990 wijdde Jacques Yerna (zelf een actor) samen met de historicus van de arbeidersbeweging Jean Neuville een boek aan de 'staking van de eeuw'. De algemene contouren van het conflict zijn dus goed gekend, evenals de chronologie en de evenementiële geschiedenis ervan. De staking verwierf heel snel een sterk symbolisch karakter: het Waalse federalisme was volwassen geworden. De Waalse syndicale leider André Renard stelde de staking in het teken van de strijd voor economische structuurhervormingen die alleen in Wallonië konden worden afgedwongen, waarvoor het federalisme noodzakelijk was. Dit boek, de acta van een colloquium georganiseerd aan de UCL naar aanleiding van de vijftigste verjaardag van het conflict, past overwegend

in deze communautair-identitaire lectuur van de staking. Voor de meeste auteurs was deze staking in de eerste plaats een Waalse zaak.

De titel van het boek kan de lezer op het verkeerde been zetten. Het gaat het niet enkel om de herinnering, maar ook het evenement zelf. De actoren en de gevolgen op korte en middellange termijn komen aan bod naast de herinnering en enkele getuigenissen van actoren. Dit geeft al aan dat het een heterogeen werk is, dat resulteerde uit een *call for papers*. De verschillende bijdragen aan bod laten komen zou ons te ver leiden. Het volstaat aan te geven dat het boek een multidisciplinair karakter heeft (naast historici hebben er ook sociale wetenschappers aan meegewerkt) en dat de auteurs uiteenlopende benaderingen gevolgd hebben. Hoewel de auteurs overwegend Franstaligen zijn (met inbegrip van Franse onderzoekers) hebben er ook Nederlandstalige historici aan meegewerkt.

De waarde van een dergelijk boek kan op basis van vier criteria worden beoordeeld: werden nieuwe bronnen gebruikt, worden nog niet bestudeerde thema's aangeraakt, is er sprake van vernieuwende methodes of wordt door een andere lectuur een geheel nieuwe visie op het onderwerp geboden?

Het antwoord op deze vragen verschilt sterk van bijdrage tot bijdrage. Een aantal artikelen brengt weinig nieuws of bouwt niet verder op de bestaande literatuur. Verscheidene auteurs maar niet alle, gebruiken bronnenmateriaal waar anderen nog geen toegang toe hadden zoals archiefmateriaal van de socialistische vakbond of van sleutelfiguren. Ook worden nieuwe types bronnen gebruikt, in het bijzonder audio-visuele (beelden van nieuwsuit-

zendingen van de RTB(F). Meerdere auteurs bestuderen nieuwe specifieke thema's die ofwel betrekking hebben op groepen die geheel buiten de klassieke arbeidersbeweging stonden, maar er wel affiniteit mee hadden of meenden te hebben (ULB studenten) of marginale groepen binnen de arbeidersbeweging (radicale christenen en priester-arbeiders rond het blad *Le Travailleur*).

Een combinatie van de verschillende boven geciteerde criteria vinden we in de bijdrage van Samia Beziou, die de staking van onderop bekijkt aan de hand van het voorbeeld van La Louvière op basis van uiteenlopende bronnen. Er was een stakingscomité actief, maar dat was zo toont de auteur aan, in feite in grote mate in handen van de leiders van de vakcentrales. Deze bijdrage leidt door haar uitzonderlijk karakter tot een eerste algemene bedenking bij deze bundel : aan de individuele stakers en hun motieven wordt niet zo heel veel aandacht besteed. Te veel wordt bekend en voor de hand liggend verondersteld. Zo wordt slechts zelden aangegeven welke specifieke bepalingen uit de Eenheidswet bepaalde werknemersgroepen konden mobiliseren, hoewel dat onontbeerlijk is voor een goed begrip van de acties en de reden(en) waarom groepen zoals ambtenaren massaal en vaak voor het eerst aan de actie deelnamen.

Het overgrote deel van de bijdragen in dit boek bekijkt het conflict vanuit het perspectief van de stakers of hun organisaties. Dat is jammer omdat een staking relationeel is : niet alleen de stakers zijn erbij betrokken, maar ook de werkgevers en de staat. Waar het gaat zoals in dit geval om een zogenaamde politieke staking komen daar nog de politieke partijen en de andere sociale groepen bij. Dit perspectief is veel minder ontwikkeld : alleen Peter Heyrman

en Godfried Kwanten van het KADOC gaan expliciet in op respectievelijk de (katholieke) middenstand en de CVP. De bijdrage van Peter Heyrman toont het nut aan van een dergelijke perspectiefwissel. De katholieke middenstand, hoewel eerder indirect door de actie betroffen (zo klaagde hun leider onder meer over het mislukken van de solden...) en niet direct getroffen door de Eenheidswet (aan hun sociaal statuut werd bijvoorbeeld niet geraakt) had alles welbeschouwd een lucide visie op bepaalde aspecten van de staking. Ze werd gezien als een achterhoedegevecht in de zin dat de grote industriële onderneming niet langer de economische vooruitgang incarneerde, maar dat de toekomst aan de KMO's was en dat bovendien in termen van tewerkstelling de tertiaire sector, waar veel zelfstandigen actief waren, sneller groeide dan de werkgelegenheid in de industrie, die in Wallonië de toon aangaf. Daarbij maakt Peter Heyrman wel de kanttekening dat de groei van het midden- en kleinbedrijf sectoraal ongelijk gespreid was en de economische mutaties (ontstaan van de consumptiemaatschappij) bij de middenstand winnaars en verliezers telde. Algemeen echter groeide de middenstand en haar organisaties in belang. De middenstand kreeg een eigen sociale programmatie en een centrum voor economische expansie specifiek toegesneden op de KMO's. Godfried Kwanten van zijn kant wijst op het grote belang van de expansiewetgeving om de opstelling van de Vlaamse CVP-ers te verklaren : daar verwachtten ze veel van voor de economische modernisering van Vlaanderen en leidde tot een soepeler opstelling tegenover de Eenheidswet, hoewel die een deel van de eigen achterban trof.

Over het patronaat is geen bijdrage opgenomen, hoewel het interessant zou zijn

te weten hoe daar werd gereageerd en welke visie(s) er bestonden op de kwestie van de sociaaleconomische regulering en de toekomst van het sociaal overleg, dat paradoxaal genoeg pas na de grote staking zijn hoogdagen beleefde. In een aantal bijdragen wordt wel gewezen op de wetten op de ordehandhaving, die in het kielzog van de staking aan het parlement werden voorgelegd en beantwoordden aan de verwachtingen van werkgevers en middenstand, waarvan de nieuwe PVV zich als woordvoerder opstelde. Ook hier zou de reflectie kunnen uitgebreid worden tot de wet op de paritaire comités en CAO's die eveneens een uitloper was van de staking van 60-61 maar niet decisief brak met het regime van het 'recht om te staken' dat in België bestond sinds 1921 en door het Hof van Cassatie in 1981 nog eens bevestigd werd. Pierre Tilly raakt weliswaar een aantal van deze aspecten aan in zijn bijdrage over de sociale partners, maar put het onderwerp niet uit. Een breder perspectief is mogelijk, waarbij de vraag wordt gesteld naar de nieuwe verwachtingen van de politieke rechterzijde ten aanzien van de taken en de functies van de staat. Ook de gerechtelijke repressie van de stakers zou in dat verband een interessant thema zijn.

De beperkte aandacht voor de ondernemerszijde komt tot uiting in de bijdrage van Vincent Vagman over het Waals regionalisme. De relatieve neergang van de traditionele Belgische financiële en economische elite, toch een essentieel contextgegeven krijgt er niet de aandacht die het verdient. Een algemene bemerking bij het boek is dat te weinig wordt ingegaan op de specificiteit van het archaische karakter van het Belgische kapitalisme. Daardoor wordt de blik op André Renard enigszins vertroebeld. Zijn radicalisme

moet genuanceerd worden. Het programma van economische structuurhervormingen dat hij verdedigde stond niet zo ver af van wat in Frankrijk kort na de Bevrijding al werd ingevoerd: nationalisaties en planning met het oog op de modernisering van de economie met een sterke rol voor de staat. In een ruimer perspectief bekeken was Renards hervormingsprogramma niet uitgesproken radicaal, maar wekte wel die indruk omdat in België lang aan de traditionele liberale recepten was vastgehouden en openbaar economisch initiatief veel minder was doorgedrongen dan in andere landen (cfr het Nederlandse Centraal Planbureau opgericht in 1945 onder leiding van Jan Tinbergen; de Britse naoorlogse nationalisaties en de Nationale Gezondheidsdienst). Renard was zich heel goed en sneller dan de klassieke syndicale leiders zoals Louis Major bewust van de structurele zwakheden van de Belgische economie, die slecht gewapend was om de overgang te maken naar een fordistisch groeimodel. Dit verklaart overigens, zoals Alain Meynen al eerder heeft aangetoond waarom hij bondgenoten vond bij socialistische technocraten en intellectuele middengroepen. Dit aspect wordt in dit boek wat naar de achtergrond verdrongen, Renard wordt te veel gezien als de radicale (mythische) leider. Soms leidt dit tot een soort "good guy - bad guy" verhaal zoals in de (in andere opzichten overigens interessante) bijdrage over de wetten op de ordehandhaving waar een tweestrijd Major-Renard wordt opgevoerd, zonder verder te kijken naar de verhoudingen binnen en tussen de blokken (de centrales) die ze representeerden. Dit zou nochtans mogelijk zijn geweest op basis van tijdens de laatste twintig jaar vrijgekomen vakbondsarchieven.

Ook over bepaalde politieke aspecten had meer kunnen worden uitgeweid. Een eerste is de (kortstondige) en beperkte electorale groei van Franstalig extreem – rechts na de staking. Een andere is het bijna geheel afwezig zijn van de institutioneel – economische gevolgen op lange termijn van het conflict. Na 1970 eerst bescheiden en na 1980 meer uitgesproken kwamen in de schoot van het Waalse gewest economische instituties tot stand die een specifiek economisch beleid gestalte konden geven. De impact daarvan is in geen van de bijdragen een centraal punt, terwijl economische autonomie toch de hoofdeis werd van de Renardisten tijdens de staking.

Een deel van de lacunes is de samenstellers niet aan te rekenen aangezien ze afhangen van het aanbod aan onderzoek. Sociale conflicten, sociaal overleg en economie genieten de jongste jaren veel minder belangstelling. In dat opzicht is dit boek dan ook een welkom initiatief.

Dirk Luyten

## VI. Recht en Geschiedenis - Histoire et Droit

B. COPPEIN & J. DE BROUWER

*Histoire du Barreau de Bruxelles, 1811-2011*  
/ *Geschiedenis van de Balie van Brussel, 1811-2011*

Bruxelles, Bruylant, 2012, 251 p.

Aucun groupe professionnel n'a exercé sur la vie politique belge une influence égalable à celle des avocats. Ces professionnels du droit jouent un rôle déterminant dans la Révolution de 1830 et contribuent largement à façonner le jeune État libéral. Longtemps, ils

dominent les deux Chambres et fournissent la plupart des ministres de la Justice, jouant de la sorte un rôle décisif sur l'organisation judiciaire et l'évolution du droit. Ce n'est que depuis la Seconde Guerre mondiale que cette prépondérance s'érode progressivement avec la professionnalisation de la vie politique. L'influence des avocats ne s'arrête d'ailleurs pas à ce domaine : elle s'exerce sur la vie intellectuelle, au sein des universités notamment, artistique et sociale.

Pourtant, malgré leur vocation politique et gouvernementale qui rappelle celle de leurs confrères français, les 'robes noires' n'occupent qu'une place discrète dans l'historiographie belge. Comme pour l'histoire de la justice en général, cette pauvreté présente un curieux contraste avec la littérature française, qui compte des dizaines de travaux scientifiques sur les barreaux. L'accès restreint aux sources est le premier responsable de cette carence. Les barreaux belges conservent généralement eux-mêmes leurs archives et, jusqu'ici, ils se sont montrés frileux face aux demandes des chercheurs. On peut donc se réjouir de l'initiative des bâtonniers des ordres français et néerlandais du barreau de Bruxelles, le plus ancien et le plus important du pays, de commémorer le bicentenaire de l'organisation par la publication d'un ouvrage historique. Au-delà de l'intérêt mémoriel, elle participe d'une volonté d'ouverture et de transparence du barreau sur son fonctionnement et ses agissements passés.

La réalisation de l'ouvrage, rédigé alternativement en français et en néerlandais, a été confiée à deux spécialistes de l'histoire de la justice belge, tous deux juristes et historiens. Bart Coppein est l'auteur d'une biographie récente sur l'illustre avocat et juriconsulte

Edmond Picard<sup>13</sup>. Jérôme de Brouwer est spécialiste de la question de la peine de mort en Belgique<sup>14</sup>. Praticien de la justice – il est lui-même avocat au barreau de Bruxelles – il connaît cet univers professionnel ‘du dedans’.

Les chercheurs se sont principalement nourris d’une source inédite : les procès-verbaux du conseil de l’ordre (aussi appelé conseil de discipline), conservés depuis sa fondation en 1811. Cette instance représentative, composée du bâtonnier et des membres élus par leurs pairs, veille à la discipline et à la déontologie professionnelle, participe à la formation des stagiaires et organise l’assistance juridique. C’est notamment en son sein que se forment les valeurs collectives et la culture commune du groupe professionnel.

La recherche menée couvre la période 1811-1985, de la fondation du barreau à la scission de l’ordre unitaire en deux ordres communautaires. Les moments-phares de l’évolution du barreau, les enjeux et les principaux débats qui jalonnent son existence en constituent le fil rouge.

Le premier chapitre, “le temps des fondations”, raconte la conquête progressive par le barreau bruxellois de son autonomie. L’ordre naît en 1811, en application d’un décret napoléonien de 1810. Si le texte impérial restitue aux ordres français supprimés lors de la Révolution une autonomie amoindrie, tout autre est la situation des avocats des Départements réunis. Jusqu’en 1810, ceux-ci officiaient seuls en dehors de toute structure professionnelle; leur discipline était réglée par les cours et tribunaux. Dorénavant, le corps

est responsable de sa discipline. La tutelle de l’exécutif, néanmoins, reste forte, les procureurs généraux nommant les membres du conseil de l’ordre tandis que le ministre de la Justice dispose de la faculté d’exclure un membre du barreau. La période hollandaise ne modifie pas substantiellement cette situation. Y correspond une réalité contrastée entre un conseil de l’ordre attentiste et soumis à l’exécutif et quelques avocats très impliqués dans l’opposition au régime, notamment à travers la presse.

Avec la création de la Belgique (chapitre 2 : “le Royaume des avocats”) s’ouvre une période fastueuse pour le barreau bruxellois. L’ordre conquiert son indépendance. Il décide de se réunir sans autorisation du procureur général et façonne lui-même ses statuts. L’arrêté royal du 5 août 1836, en abrogeant les dispositions du décret napoléonien qui plaçaient les ordres sous la tutelle du pouvoir exécutif, consacre l’indépendance nouvellement acquise et marque une évolution majeure dans la vie du barreau. Désormais, les avocats ont la haute main sur le choix de leurs représentants et, au-delà, sur l’accès et le maintien dans la profession. Au demi-siècle qui s’écoule ensuite correspond un temps de construction et d’affirmation identitaires. La profession approfondit sa déontologie, se dote d’une revue – *La Belgique judiciaire* – et crée la Conférence du jeune barreau qui participe à la formation des jeunes avocats. Quelques procès retentissants – les affaires Karsman (1863) et Schoep (1873) – marquent le surgissement de la question linguistique dans la vie judiciaire, question qui exercera un effet délétère sur la cohésion du barreau bruxellois.

13. B. COPPEIN, *Dromen van een nieuwe samenleving. Intellectuele biografie van Edmond Picard*, Brussel, Larcier, 2011. 14. J. DE BROUWER, *La peine de mort en Belgique : les conditions d’émergence du système abolitionniste de fait (1830-1914)*, Louvain-la-Neuve, 2009 (UCL, Doctorat en histoire).

Durant la période suivante (chapitre 3 : “fin de siècle”), qui s’ouvre avec l’inauguration du monumental palais de justice de la place Poelaert (1883) et s’achève avec la Première Guerre mondiale, le barreau bruxellois a le vent en poupe. Il se dote d’une seconde revue juridique – le *Journal des Tribunaux* – qui entend décroïssonner le monde judiciaire et rendre à la profession sa mission sociale. Sous la houlette d’Edmond Picard, le *JT* s’engage en faveur de la cause ouvrière et du suffrage universel. Le barreau accueille aussi à Bruxelles en 1897 le premier congrès international des avocats, consécration de son rayonnement. L’influence politique des avocats bruxellois est à son zénith. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle voit cependant apparaître des lignes de fractures durables : débats autour de la féminisation de l’ordre, avec le refus, célèbre, d’admettre la diplômée en droit Marie Popelin à la prestation de serment, et premier conflit ‘communautaire’ significatif avec l’affaire Jossion, du nom de ce stagiaire qui fut rayé de la liste parce qu’il refusait de s’exprimer en français devant le conseil de l’ordre, conflit à l’origine de la naissance de la Conférence flamande du barreau de Bruxelles. Ces deux événements n’ont cependant qu’un impact secondaire au regard de la “crise du barreau” qui assombrit les années 1890; le nombre des avocats a doublé tandis que celui des procédures stagne. Les jeunes avocats sont touchés de plein front au contraire des anciens, à la clientèle établie. Pour y répondre, le conseil de l’ordre envisage des mesures ‘purificatrices’ telles que la définition de nouvelles incompatibilités (visant notamment l’exercice de fonctions dans le monde des affaires) et la suppression du titre à ceux qui n’exerceraient pas la profession, mais les réformes envisagées n’aboutissent pas. Le conseil re-

pousse aussi le principe des associations professionnelles.

Les deux guerres et l’Entre-deux-guerres sont étudiés dans un même chapitre (chapitre 4). On s’y attarde longuement sur l’attitude frondeuse des deux bâtonniers de guerre, Léon Théodor et Louis Braffort, à l’égard des ordonnances des occupants allemands, opposition ouverte qu’ils payèrent tous deux de leur personne : Théodor fut déporté en 1915 puis exilé jusqu’à l’issue de la guerre; Braffort fut assassiné par des rexistes en août 1944. Le traitement rapproché des deux occupations permet de mesurer l’influence en 1940-1944 des solutions imaginées en 1914-1918 et de démonter certaines interprétations hâtives. On a pu écrire, par exemple, que la non-publication du tableau de l’ordre pour l’année 1940-1941 visait à protéger les avocats juifs. En réalité, la mesure procédait, comme en 1914, d’un souci de solidarité avec les avocats et stagiaires au front. L’Entre-deux-guerres marque une continuité avec l’avant-guerre, la guerre ayant mis entre parenthèses les divisions des époques précédentes. On continue de débattre du barreau d’affaires et de la néerlandisation de la vie judiciaire. La Grande Guerre, toutefois, influence de façon positive le débat sur la féminisation du métier : une loi de 1922 autorise l’accès des femmes aux barreaux.

Les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale (chapitre 5 : “les défis de l’après-guerre”) marquent un changement d’attitude du conseil de l’ordre vis-à-vis des mutations du métier et du paysage professionnel (internationalisation et concurrence, développement des activités économiques et commerciales). L’ordre adopte cette fois une attitude pragmatique vis-à-vis



du barreau d'affaires et donne son feu vert aux associations d'avocats. Il s'engage dans la modernité. Parallèlement, la question de la représentativité des membres du conseil de l'ordre, traditionnellement francophones, pour les avocats néerlandophones achève de diviser l'ordre unitaire bruxellois. Les tensions aboutissent en 1985 à sa dislocation en deux ordres communautaires, envisagée dans l'épilogue.

Le livre de Bart Coppein et Jérôme de Brouwer dépeint un barreau dynamique qui pratique une réflexion permanente sur ses valeurs.

L'indépendance du corps et des individus qui le composent forment la préoccupation première du conseil de l'ordre. Une fois son autonomie acquise dans le sillage de la révolution belge, ce souci se marque par exemple dans la lutte menée contre l'existence du barreau de cassation, sous-corps hybride où les avocats sont en même temps des officiers ministériels nommés par le Roi. Les tensions entre les barreaux d'appel et de cassation resteront vives jusqu'au compromis intervenu en 1843 et elles resurgiront au moment de la crise du barreau. La tradition de résistance de l'ordre aux violations de son indépendance par le pouvoir politique contribue à expliquer l'attitude d'opposition marquée aux occupants allemands pendant les deux guerres.

Un même souci d'indépendance de l'avocat explique les réticences du conseil de l'ordre vis-à-vis des aspects lucratifs de la profession. Durant des décennies, le conseil s'est efforcé de faire barrage à la participation active de confrères aux sociétés anonymes et à la mise sur pied d'un barreau d'affaires. Cette position ne faiblira qu'après la Seconde

Guerre mondiale devant les mutations accélérées du paysage professionnel. Dans le même esprit, l'ordre s'opposa longtemps à la réunion d'avocats en associations, par crainte de conflits d'intérêts. Les hésitations entre traditionalisme et modernité furent aussi fonction de la personnalité des membres composant le conseil de discipline.

Garant des traditions, le conseil de l'ordre manifesta un grand conservatisme vis-à-vis des évolutions sociales. Ce fut clairement le cas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle face aux velléités de féminisation du corps. Malgré la loi de 1922, il faudra encore attendre 1947 pour que les femmes puissent accéder au prestigieux et très fermé barreau près la Cour de cassation. On notera au passage que si, comme l'écrit le bâtonnier Jean-Pierre Buyle dans la préface, "au 21<sup>ème</sup> siècle, l'avocat est plus volontiers une femme", le bâtonnier, lui, est toujours un homme. Après 200 ans d'exercice, le barreau bruxellois d'expression francophone ne compte toujours aucune femme à sa tête. À l'instar des magistrats, les avocats bruxellois, majoritairement francophones, vont aussi se montrer réfractaires aux revendications linguistiques de leurs collègues néerlandophones. Les résistances aux changements mèneront inéluctablement au dédoublement des instances et à la scission de l'ordre unitaire.

Par son ton, neutre, sa structure et sa richesse documentaire, *L'Histoire du barreau de Bruxelles 1811-2011* s'apparente à une encyclopédie. Un des points forts de l'ouvrage réside dans la volonté d'associer à l'histoire de l'instance celle des individus qui l'ont façonnée; le récit chronologique est agrémenté de nombreuses notices biographiques. En plus de la bibliographie, belge et étrangère, les

annexes comportent la liste des bâtonniers des barreaux d'appel et de cassation et des présidents des Conférences, la quantification annuelle des avocats et stagiaires inscrits au tableau depuis 1811 ainsi qu'un mémorial d'honneur pour les deux guerres et un utile index des personnes. Le livre se clôt sur une très belle galerie iconographique composée des portraits peints ou photographiques des bâtonniers bruxellois, des portraits qui, à mon sens, auraient gagné à être disséminés de façon à illustrer et alléger un texte dense et souvent pointu, accessible surtout aux spécialistes.

Malgré sa grande qualité, le livre de Bart Coppein et de Jérôme de Brouwer laisse parfois l'amateur d'histoire judiciaire sur sa faim. La rédaction d'une synthèse finale aurait permis de rendre plus apparentes les lignes directrices de l'histoire du barreau. Par ailleurs, certaines questions, importantes, comme le ralliement en juin 1940 des juristes à la cause du Roi plutôt qu'au gouvernement Pierlot, ne sont pas élucidées. Les notices biographiques, simplement juxtaposées, auraient utilement nourri une analyse prosopographique d'ensemble, même sommaire, à l'exemple de celle réalisée ponctuellement pour le barreau de cassation. Au fil de l'ouvrage, on devine l'importance des familles judiciaires et des 'trust' opérés par certaines dynasties sur le conseil de l'ordre. Au regard du microcosme si influent que constitue le barreau bruxellois, la dimension sociologique fait quelque peu défaut.

Mais la critique est ingrate au regard de l'immense travail réalisé, qui couvre tout de même deux cent ans d'histoire. Les auteurs, d'ailleurs, justifient les choix posés et décryptent avec lucidité les limites de leur

travail dans l'introduction. Car le sujet, inédit, est loin d'être épuisé et mérite plusieurs études. Celle de l'activité disciplinaire, par exemple, apporterait un intéressant éclairage sur la déontologie effective du corps et les rapports de pouvoir qui le traversent. Les relations avec la magistrature, qu'on imagine teintées de solidarité et de défiance, formeraient un autre sujet pertinent.

En définitive, *L'Histoire du barreau de Bruxelles* est un livre pionnier qui pose des jalons et constitue un indispensable aperçu d'ensemble. On ne peut que souhaiter, à la suite des auteurs, qu'il suscite un approfondissement de la recherche sur cette profession libérale qui entretient des liens si particuliers avec la société et l'État belges, ses institutions et ses valeurs démocratiques, bien au-delà du prétoire.

Mélanie Bost

## VII. Migratiegeschiedenis - Histoire des Migrations

SAARTJE VANDEN BORRE

*Vreemden op vertrouwd terrein. Het sociaal-culturele leven en de integratie van Belgische migranten in het Noorden van Frankrijk (1850-1914)*

Gent, Academia press, 2012, 358 p.

Het Belgische migratieverleden geniet de laatste jaren van een opmerkelijke aandacht. Historici bekijken België zowel in zijn hoedanigheid van bestemming (immigratie) als van land van vertrek (emigratie). Waar dat laatste perspectief overheerst, komt onvermijdelijk de relatie met Frankrijk in beeld. Vanaf 1850 werden Belgen er vooral aangetrokken door de textielindustrie in de

streek van Rijsel. Essentieel aan deze vestigingsmigratie was haar korteaftandskarakter. Een migrant uit de streek van Kortrijk of Doornik overbrugde nauwelijks 20 kilometer. Eigenlijk bleef hij daarbij omzeggens op vertrouwd terrein.

De vertrouwdheid van de Belgische migranten met de streek rond Rijsel is het leidmotief van Saartje Vanden Borres proefschrift. Centraal staat het sociaal-cultureel leven dat de Belgische migranten tussen 1850 en 1914 ontwikkelden. Om verschillende redenen genoot dit thema nooit een exclusieve aandacht. Eén van de belangrijkste was het gebrek aan consistente bronnengehelen die de sociabiliteit van het Belgische migratieverleden zouden kunnen verlevendigen. Op een overtuigende manier legt Vanden Borre nog een andere oorzaak voor deze koudwatervrees bloot. Die is eigenlijk methodologisch van aard en houdt sterk verband met het hybride karakter van een grensregio waarin identificatie niet verliep volgens de rigide lijnen van natie en nationaliteit. Daarom zijn historici die in archieven op zoek gaan naar strikt homogene Belgische of Vlaamse verenigingen tot mislukken gedoemd.

Neem Roubaix, de stad die wordt vereenzelvigd met de massale inwijking van Belgische vestigingsmigranten. De ruimweg 700 verenigingsdossiers geven slechts blijk van 16 exclusief Belgische associaties terwijl 552 verenigingen zowel Belgen als Fransen verzamelden. De impliciete invalshoek van Vanden Borre is op deze vaststelling geënt. Door in het arrondissement Rijsel het verenigingsleven *tout court* te beschrijven, worden de Belgen – of beter de Belgische mannen, want vrouwelijk verenigingsleven

is in dit proefschrift opvallend afwezig – als vanzelf zichtbaar.

In sommige hoofdstukken slaagt Vanden Borre met brio. Het hoofdstuk over de zang- en muziekverenigingen is een mooi voorbeeld. Meer dan vertolkers van vaderlandsliefde waren deze verenigingen een uiting van een lokale identiteit. Van wijken versus wijken, van steden versus steden en van Franco-Belgische concours. De rol van nationaliteit in dergelijke associaties was miniem. Het verenigingsleven komt helemaal tot leven in het hoofdstuk over het publieke optreden van associaties. Vanden Borre schetst op briljante manier de historische evolutie van het lokale feestvieren en het verenigingsleven dat in de publieke ruimte wil worden gezien. Haar aandacht gaat van de vlaggen en insignes die de verenigingen moesten representeren, over de lokale invulling van nationale feesten tot de subsidiepolitiek van de plaatselijke overheden om de publieke optochten van de nodige luister en discipline te voorzien. Telkens koppelt terug naar de Belgische inbreng hierin. Die was allesbehalve eenduidig, zelfs complex. Enerzijds participeerden Belgen op gelijke voet aan deze festiviteiten. Anderzijds figureerden ze gemakkelijk in topoi allerhande. Een mooie illustratie hiervan is *l'Marchand d'Moules*, een schertsend lied dat de vereniging *Les Amis Réunis* te Roubaix ter gelegenheid van de halfvastenfeesten van 1892 verspreidde. De ironisch tekst voert een Vlaamse straatventer ten tonele die in Roubaix met Gentse mosselen leurt. Tal van gemeenplaatsen over de Vlaamse inwijking komen voor. De 'mosselman' is een deserteur, een domme armoezaaier en heeft niet de competenties om het in de fabriek te maken.

In haar hele proefschrift maakt Vanden Borre – naast lokale pers, verenigingsdossiers en iconografisch bronnenmateriaal – rijkelijk gebruik van zulke liedcultuur. Ze is schatplichtig aan het werk van Elie Declercq die voor haar doctoraatsverhandeling *Migrants belges en France. Une histoire revisitée à travers la chanson populaire (1870-1914)* een corpus verzamelde van 250 liederen uit het arrondissement Rijsel. Beide onderzoekers realiseerden aan dezelfde instelling (Kulak) hun onderzoek en vullen elkaar naadloos aan. Legt Declercq als romaniste de klemtoon op de stereotypering van Belgische migranten in de Rijselse liedcultuur, dan historiseert Vanden Borre dezelfde bronnen door ze te gebruiken voor de reconstructie van de sociabiliteit en het verenigingsleven.

Vanden Borre bouwt haar proefschrift vierdelig op. Een eerste deel bekijkt in economisch en demografisch opzicht de Belgische migratie in Noord-Frankrijk. Ze steunt in hoofdzaak op werk van andere historici. Als contextuele schets had dit deel zeker aan waarde gewonnen, wanneer binnen het Noorderdepartement meer was gefocust op de aanwezigheid van Belgen in het industriële district van Rijsel, zeker omdat Vanden Borre zelf de ruimte van haar onderzoek binnen deze grenzen afbakt. Een meer fijnmazige introductie van de vele dorpen en wijken die het arrondissement gestalte geven, was op zijn plaats. Te meer omdat Vanden Borre in de daaropvolgende hoofdstukken ten overvloede illustreert hoezeer de Belgische inwijking met dit hele ruimtelijk weefsel was verstrengeld. Naast Roubaix, Tourcoing en Wazemmes waren Belgen even nadrukkelijk aanwezig in lokaliteiten als Templeuve (Frankrijk), Haubourdin, Croix of Marcq-en-Barœul.

Zowel in het tweede als in het laatste deel legt Vanden Borre het spanningsveld bloot waarin de Belgische vestigingsmigranten waren terechtgekomen. Enerzijds waren zij op het lokale plan vaak in het plaatselijke sociale leven verankerd. Anderzijds werden ze naarmate de 19<sup>de</sup> eeuw vorderde door de hogere overheden hoe langer hoe meer als vreemdeling beschouwd. Deze dubbele dynamiek van nationalisering en sociabiliteit leidde in het Rijselse zelden tot grote conflicten zoals in Aigues-Mortes. Daar koelde de lokale bevolking in 1893 haar woede op Italiaanse inwijkelingen. Toch heerste er ten aanzien van de Belgen wrevel. Economisch profiteerden ze van een gunstiger militieregime, en werden ze vereenzelvigd met het beeld van deserteur. Wanneer in het laatste kwart van de 19<sup>de</sup> eeuw nationaliteit een steeds belangrijker issue werd, kwamen de hybride Belgen onvermijdelijk in het vizier. Vanden Borre schetst heel mooi deze evolutie die veel complexer blijkt dan tot hiertoe gedacht. Zeker, in de plaatselijke pers circuleerde het beeld dat vooral de Vlaamse Belgen er in een ‘speciaal milieu’ leefden, d.i. weinig Franse kenden en geen Franse kranten lazen. Dat neemt niet weg dat dezelfde lokale pers vaak kritisch berichtte over bepaalde wetgevende initiatieven. Een voorbeeld van dergelijke scepsis werd geformuleerd ten aanzien van de verplichte verblijfsregistratie voor vreemdelingen (2 oktober 1888), een belangrijk moment in de aanloop naar de nationaliteitswetgeving van 1889. Er was gestipuleerd dat elke residerende arbeidsmigrant in Frankrijk zichzelf en zijn familie binnen de twee weken na aankomst moest aangeven op het stadhuis. Sommige kranten rekenden voor wat dat voor de stedelijke administraties van Roubaix of Rijsel met respectievelijk 54.423 en 51.273

Belgen, feitelijk zou betekenen. Vooral de Belgen zelf speelden in dat nationaliteitsdebat een dubbelzinnige rol. Vanden Borre toont vooral in het vierde deel overtuigend aan dat op het einde van de jaren tachtig bij de Belgische migranten de overtuigens groeide zich aan de verkeerde kant van de scheidslijn tussen Frans burger en vreemdeling te bevinden. Sommige verenigingen probeerden daar met optochten iets aan te veranderen. Loyauteit was voor hen geen zaak van nationaliteit, maar van het hart. *“Si no’ sang est d’la Belgique, no’ coeur est sûrmint Français”*, zo luidde het letterlijk. De verblijfstaking die de Franse overheid in 1893 aan vreemde arbeiders werd opgelegd, werd door veel Belgen als een vernedering ervaren. Op grond van hun vertrouwde met de regio en gedeelde culturele praktijken hadden zij ten aanzien van andere vreemdelingen eerder een voorkeursbehandeling verwacht.

Vanden Borre is vooral op haar best waar ze het concrete verenigingsleven beschrijft. Daartoe behoort ook het zeer leeswaardige hoofdstuk over de setting van die sociabiliteit. Bewonderenswaardig is hoe Vanden Borre enkele minder bekende migrantenbuurten weet te analyseren tot op straatniveau. De *rue de Juliers* of de *rue Mazagran* in Wazemmes zijn daarvan de belangrijkste. Aan één belangrijke plek van sociabiliteit besteedt Vanden Borre vreemd genoeg geen aandacht. De werkplek. Die klip omzeilt ze handig door haar onderzoek nadrukkelijk in te schrijven in het onderzoek naar sociaal-culturele verenigingen. In navolging van ondermeer Stefan-Ludwig Hoffman legt Vanden Borre de historische wortels van dergelijke associaties in de verlichtingstraditie, waar ze als discussiegroepen ontstonden in burgerlijke milieus. In de 19<sup>de</sup> eeuw werden ook lagere bevol-

kingslagen aangespoord tot dergelijke vormen van *“enlightened sociability”*. Dat resulteerde niet in beschavende verenigingen maar in een eigen, populaire vorm van associatieve sociabiliteit. Kritisch beschouwd maakt Vanden Borre de resultaten van dat proces van toe-eigening voor het arrondissement Rijsel vooral zichtbaar voor de periode van 1860 tot 1895. De transitie tussen 1890 en 1914 naar nieuwe vormen van sociabiliteit, ondermeer op sportgebied, stipt ze slechts hier en daar aan. Een epiloog bij wijze van uitleiding had niet misstaan. Te meer omdat de auteur zelf suggereert dat er gezien de nieuwe sociaal-politieke realiteit – grensarbeiders krijgen de bovenhand en Roubaix kleurt socialistisch – in die periode ook een nieuwe Rijselse agglomeratie ontstond.

Henk Byls

## VIII. Gendergeschiedenis - Histoire et Genre

VANESSA D’HOOGHE

*Hôtesse de l’air. Origines et évolution d’une “profession de rêve...” en Belgique (1946-1980) – Initiales (Coll. dir. par P. Van den Dungen)*

Bruxelles, Le Cri, 2012, 202 p.

Cet ouvrage, issu d’un mémoire de fin de Master en Histoire contemporaine de l’Université libre de Bruxelles, se penche sur la naissance et l’évolution d’un métier longtemps resté féminin, voire associé à de nombreux fantasmes masculins. Sous cette profession *glamour* dotée d’une aura de féminité qui a fait rêver plus d’une petite fille, se cache pourtant des dessous nettement moins glorieux qui seront le ferment des revendications salariales et de

statut menées dès la fin des années 1960 et portées par la *Belgian Corporation of Flying Hostesses* créée en 1971. En effet, le contrat de travail des hôtesses de l'air leur imposait d'être célibataires et sans enfant sous peine de perdre leur emploi. En 1963 une limite d'âge de 40 ans y fut même ajoutée.

Dans le prolongement des revendications des ouvrières de la FN d'Herstal (1966), l'affaire Gabrielle Defrenne, du nom d'une des hôtesses de l'air de la Sabena, débute en 1968. Gabrielle Defrenne, licenciée pour l'imité d'âge entame avec l'appui de deux avocates féministes Éliane Vogels-Polsky et Marie-Thérèse Cuveliez, un procès contre la Sabena. Il marque les débuts du combat des hôtesses de l'air pour l'obtention de rémunérations et de contrats de travail équivalents à ceux de leurs collègues masculins, les "Stewards". Cette lutte aboutira après maints palabres et rebondissements juridiques à donner jurisprudence à l'article 119 du Traité de Rome sur l'égalité salariale entre hommes et femmes.

L'auteure a divisé son étude en deux parties : la première consacrée à la 'naissance' de cette nouvelle profession féminine et la seconde aux inégalités professionnelles qui touchent les hôtesses de l'air et les revendications féministes qui en découleront. Ce choix judicieux permet au lecteur ou à la lectrice de découvrir cette profession sous toutes ses facettes.

Elle montre parfaitement comment et pourquoi, dès que les hôtesses de l'air commencent à voir dans leur métier une possibilité de carrière et à y attacher une identité professionnelle, leurs conditions de

travail leur apparaissent discriminantes et insupportables. Ce même chemin s'observe d'ailleurs pour les autres professions dites féminines, comme par exemple les infirmières.

L'intérêt de l'ouvrage est double : il nous conte à la fois, fort bien d'ailleurs, l'histoire de cette profession mais aussi grâce à une analyse des représentations symboliques de l'hôtesse "porte drapeau de l'image d'un pays sur la scène internationale" (p. 48), nous invite au cœur des rapports sociaux de sexes en Belgique et de la représentation de l'idéal féminin, de l'après Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1970. Cette approche qui croise l'histoire sociale, l'histoire du genre et l'histoire culturelle apporte ainsi un regard tout à fait neuf et passionnant sur cette profession de "rêve" et en miroir sur les mentalités d'une époque.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, nous découvrons l'ensemble des discriminations professionnelles qui affectaient le statut des hôtesses de l'air et comment ces dernières se sont organisées pour obtenir une égalité de statut avec leurs collègues masculins. L'auteure montre très finement quelle était la place de la *Belgian Corporation of Flying Hostesses* (créée en 1971) tant dans le monde syndical que féministe de l'époque.

Cette étude magistralement menée se base sur une documentation tout aussi impressionnante : presse quotidienne, interviews, archives syndicales et féministes sans oublier celle de la *Belgian Corporation of Flying Hostesses* déposée au Centre d'Archives pour l'Histoire des Femmes (Carhif), le tout enrichi par une bibliographie fouillée.

**Catherine Jacques**

LAURA DI SPURIO

***Le temps de l'amour. Jeunesse et sexualité en Belgique francophone (1945-1968) – Initiales (Coll. dir. par P. Van den Dungen)***

Bruxelles, Le Cri, 2012, 194 p.

Cet ouvrage également publié dans la nouvelle collection *Initiales*, dirigée par Pierre Van Den Dungen et destinée principalement à mettre en lumière le fruit de travaux de fin de Master en Histoire, se penche sur la sexualité de la jeunesse francophone au lendemain de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1968.

C'est le temps des premiers groupes de jeunes, le temps des copains, du début du *Rock and Roll*. Il éclaire ainsi un pan de la naissance de ce nouveau phénomène appelé la "culture jeune" qui ne cessera de s'imposer dans nos sociétés.

Cette étude est consacrée à l'analyse des discours et représentations des comportements amoureux et sexuels de la jeunesse francophone de la Libération à 1968. Cette époque charnière où "les jeunes prennent goût à" la liberté sexuelle se termine en 1968, date supposée de la "révolution sexuelle" (p. 6). Le but de l'ouvrage est donc de répondre à trois questions : Quels sont ces nouveaux comportements ? Comment définir ce nouveau régime normatif ? Et comment et par quels canaux se diffusent-ils ?

S'inscrivant à la croisée de l'histoire culturelle et du genre, l'auteure – parfaitement consciente des limites de ses sources – précise qu'elle cherche à appréhender "les pratiques discursives et les représentations des comportements amoureux et sexuels" et que les pratiques sexuelles à proprement parler

demeurent dans la pénombre de la mémoire collective.

Quatre types de sources sont mobilisés : les ouvrages éducatifs et pédagogiques sur les sexualités destinés aux parents et aux adolescents produits pour l'essentiel en Belgique par les institutions catholiques, la presse féminine, une quinzaine de Mémoires des écoles sociales de Belgique, le tout complété par l'analyse de trois films : *Demain, il sera trop tard* (1951) de Léonide Moguy, *Un été avec Monika* (1955) d'Ingmar Bergman et *Splendor in the Grass* (1961) d'Elia Kazan. En outre, elle présente des sources orales que l'on aurait souhaité plus variées et plus nombreuses.

Dans son premier chapitre, l'auteure démontre combien la définition de l'adolescence varie en fonction du genre et des classes sociales. Ensuite, elle analyse le rôle de l'éducation sexuelle dans la sexualisation des adolescent(e)s. Cette éducation prodiguée à bon escient à savoir la préparation aux mariages, serait la clé d'une adolescence épanouie. Dans ce second chapitre, les questions des menstruations, du statut différencié de la masturbation selon les sexes sont abordées de même que l'homosexualité par le biais, pour l'essentiel, des manuels d'éducation sexuelle. Le troisième chapitre présente les différents lieux et manières pour les jeunes filles et garçons de se rencontrer et de se fréquenter. Le dernier chapitre, consacré à la place de l'acte sexuel dans les relations amoureuses des adolescents, est sans doute celui où l'on ressent le mieux l'ambiance de cette époque. Basé en grande partie sur des interviews et des enquêtes sociales, il montre combien la peur d'une grossesse non désirée demeure omniprésente chez les filles mais aussi chez

les garçons, le tout sur fond d'une double morale qui prône l'abstinence pour les filles et tend à valoriser une sexualité active pour les garçons.

Les années 1950 et 1960 marquent indubitablement un tournant dans la représentation normative de la sexualité au sein de la jeunesse même si des variables tant de genre que de classes sociales s'observent. Si les années 1950 sont dominées par la nécessité de l'apprentissage de l'amour et de la sexualité, les années 1960 semblent être celles "du passage à l'acte" malgré une forte réprobation du monde des adultes. Cette modification des représentations et des comportements affecte aussi durablement les modèles de la féminité et de la virilité intériorisés par les adolescents ce qui modifiera à terme les rapports sociaux de sexes au sein des familles des années 1970.

Cette étude agréablement rédigée est novatrice et se base sur une documentation variée et exploitée avec discernement; elle apporte indubitablement sa pierre à notre connaissance de l'intimité des années 50 et 60.

**Catherine Jacques**

SARA TAVARES GOUVEIA

***Au cœur de l'intime. Nuit de noces et lune de miel en Belgique (1820 à 1930) – Initiales (Coll. dir par P. Van den Dungen)***

Bruxelles, Le Cri, 2012, 153 p.

Ce livre, fruit d'un travail de mémoire en histoire contemporaine, mené à l'ULB impressionne tout d'abord par sa bibliographie et l'utilisation subtile des sources imprimées. Cette mise en lumière d'ouvrages, de brochures, de récits autobiographiques, qui dormaient bien tranquillement dans les bibliothèques publiques est déjà en soi une gageure

et il nous faut ici remercier l'auteure de leur avoir donné une deuxième vie.

Construit autour de deux parties distinctes : l'une consacrée à la nuit de noces et la seconde au voyage de noces, il retrace l'histoire de ces deux étapes majeures de la conjugalité en Belgique entre 1820 et 1930.

Comme le rappelle l'auteure, le 19<sup>e</sup> siècle est le siècle du triomphe de la double morale sexuelle à savoir laxiste pour les hommes et extrêmement stricte pour les femmes. C'est aussi la période où le sexe/tabou fascine, générant ainsi des comportements truffés de contradictions.

La nuit de noces est la première nuit passée ensemble pour les jeunes époux. Au 19<sup>e</sup> siècle, cette pratique s'est privatisée mais continue à marquer véritablement le sceau des épousailles, la fin de l'adolescence et l'entrée dans la vie adulte. Les récits d'effroi de la nuit de noces sont légion dans la littérature; les médecins tant libéraux que catholiques s'en emparent pour requérir du mari moins de violence et plus de compréhension. Il faut attendre la fin des années 1930 pour que ces discours tendent à diminuer. Mais il est clair que le vécu de cet événement conjugal diffère selon les genres. Le voyage de noces fait, lui, figure dans la littérature de baume à cette terrible nuit de noces. Le mari s'y montre enfin tendre et affectueux : les jeunes époux apprennent dans le meilleur des cas à s'apprécier et il apparaît comme le firmament de la sexualité conjugale. D'autant que cette sexualité demeure centrée sur la reproduction même si il est communément admis, notamment, par le corps médical que le plaisir ne doit pas en être absent.



La deuxième partie consacrée au voyage de noces ne s'attarde pas seulement sur son aspect d'initiation à la vie sexuelle pour l'épouse mais aussi comme une pratique touristique.

Cette initiation n'ayant laissé indifférent ni les moralistes, ni les médecins et encore moins les gens d'Église, l'auteure puise dans leurs écrits de très nombreuses informations et mobilise en parallèle la littérature pour illustrer l'évolution de l'imaginaire produit par le voyage de noces.

Elle souligne avec finesse toute la contradiction entre, d'une part, la valorisation de la sensualité durant ce voyage et toute la rigidité et pudeur prônées dans les relations sexuelles au sein du couple !

Le voyage de noces connaît également sa 'propre' géographie. Le voyage à Paris mais aussi sur les pourtours de la Méditerranée sont particulièrement appréciés au 19<sup>e</sup> siècle par les élites belges. Peu à peu, le soleil, la chaleur deviennent également des symboles importants dans cet imaginaire. Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, un véritable tourisme axé sur les voyages de noces voit le jour proposant des destinations de plus en plus lointaines.

L'auteure nous propose une exploitation fine et variée des sources et une analyse qui mêle intelligemment faits et symbolique, et éclaire sous un jour nouveau notre connaissance des pratiques intimes au fondement de la conjugalité dans nos régions. Les mises en contexte historique, quelquefois trop fouillées, sont d'une grande utilité mais, par moment, nuisent à la fluidité des propos. C'est peu au regard du travail historique de grande qualité qui a été accompli.

Catherine Jacques

## IX. Onderwijsgeschiedenis - Histoire et enseignement

PETER DHONDT

*Un double compromis. Enjeux et débats relatifs à l'enseignement supérieur en Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle*

Paris, Éditions Champ Vallon, 2012, 395 p

Over the years Pieter Dhondt has become one of the leading figures in the history of universities and higher education in Belgium and Europe. His appointment as lecturer at the University of Eastern Finland, which illustrates his strong commitment for the advancement of international scholarship in the field of university history, also marks a significant loss for the Belgian academic scene in general and for the "Ghent tradition" in the history of education in particular. Dhondt's expertise focuses primarily on nineteenth-century developments, but his knowledge of modern and contemporary universities makes him an irreplaceable analyst of present-day academic issues, much like his mentor Hilde De Ridder-Symoens. *Un double compromis* is the result of the author's doctoral dissertation, which he sustained in 2005 at the University of Ghent. To a large extent, the title is evocative of Pieter Dhondt's own intellectual enterprise : the manuscript of the dissertation has been converted into a true book leaving aside many technicalities and it has been translated in French from the original Dutch version.

Hence the book is also the outcome of a double compromise, but one that has not the flavor of tasteless concession or flabby settlement. Contrary to the book's modest subtitle, the argument is quite strong and original indeed. Dhondt contends that some-

thing as a Belgian academic model has emerged from the constructive opposition both to the French model of higher education and to the German system of *Wissenschaft*. While the latter was seen as a leverage for vocational and professional disciplines, the former was considered excessive in what it provided in terms of *Lern-* and *Lehrfreiheit* – the backbones of the Humboldtian conception of a research university. Further, the author insists that the adaptation (rather than adoption) of these two foreign models was neither automatic nor neutral. As it happened, it has been supplemented by a subtle search for balance between what he calls inside and outside freedom, both of which were regulated by successive legislations throughout the 19<sup>th</sup> century.

Herein lies the core of the book's innovation : the development of curricula and programs, the changing conditions of university entrance, the organization and validation of examinations are always analyzed under the prism of permanent political, cultural, and ideological tensions between the four universities. Miles away from being a scholarly single-sided study, this approach brings the institutional history of universities at its best, which could also be read as a new history of 19<sup>th</sup>-century Belgium. In fact, the competitive dialectics taking place between the universities of Liège, Ghent, Louvain, and Brussels is highly instructive and telling of Belgium's current academic marketplace. Resting on the shoulders of scholars such as George Weisz and Christophe Charle, Pieter Dhondt makes a strong case adopting a comparative approach as his research focuses on three different subtopics – the education in the humanities, the study of medicine, and the training of teachers

(a topic that has been particularly overlooked in the historiography). Other special case studies include the role and scope of foreign students and the extension of female students within the Belgian academic system. There may be some flaws in the volume; for instance, a tendency to depict each academic establishment as a single entity loaded with a common ideology, whereas contradictions and contrariety often run across each university. One could also claim that he remains sometimes superficial on specific issues, e.g. in the domain of the social history of medicine. But these comments would be rather unfair for they all stem from the author's understanding of the university system as a *fait social total* embedded and woven in a complex web of historical developments, as sociologist Marcel Mauss would put it. Overall, *Un double compromis* stands out as a major achievement in the historiography of universities, providing a first-rate historical assessment of the Belgian academic system. It should appear in the compulsory reading list of academic authorities, as well as that of self-proclaimed university experts.

**Kenneth Bertrams**

## X. Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog - Histoire de la Seconde Guerre mondiale

ALINE SAX

*Voor Vlaanderen, Volk en Führer. De motivatie van Vlaamse collaborateurs tijdens de Tweede Wereldoorlog, 1940-1945*

Antwerpen, Manteau, 2012, 422 p.

Dit boek is de handelseditie van een in 2012 aan de Universiteit Antwerpen onder de leiding van Herman Van Goethem verdedigd proefschrift, een informatie die de auteur merkwaardig genoeg niet vermeld. Twintig jaar geleden verscheen de handelseditie van mijn eigen proefschrift waarin ik de hoop uitsprak dat na mijn *top-down*studie over het Vlaams Nationaal Verbond er onderzoek zou worden uitgevoerd naar de individuele militant<sup>15</sup>. Het voorliggende boek vult deze wens helemaal in. Het is een nieuwe en belangrijke stap op weg naar een betere begrip van de collaboratie in Vlaanderen.

Sax zoekt een antwoord op de drie eenvoudige vragen : wie waren de gewone collaborateurs? Waarom deden ze wat ze deden? Hoe zag hun wereldbeeld eruit? Eenvoudige vragen, die evenwel allerminst eenvoudig te beantwoorden zijn. Antwoorden zoekt en vindt ze hoofdzakelijk in de naoorlogse strafdossiers van het Militaire Gerecht. Eens te meer wordt daarmee het ongemeen grote belang van deze bronnen aangetoond. Maar daar moet dan meteen aan worden toegevoegd dat een onderzoek zoals Sax dat uitvoerde, vandaag niet meer mogelijk is. Haar heuristiek bestaat namelijk uit een steekproef

van ca. 1 % van alle wegens collaboratie gestrafte Vlaamse collaborateurs, goed voor 326 strafdossiers die ze probleemloos heeft kunnen consulteren. Wie vandaag een soortgelijk onderzoek wil doen voor bijvoorbeeld Franstalige collaborateurs of wie het werk van Sax zou willen controleren, stuit op het College van Procureurs-generaal dat geen toelating meer verleent tot inzage van dossiers waarin eerherstel is toegestaan. Hoewel Sax er geen melding van maakt omdat het buiten de focus van haar onderzoek ligt, kan men er van uitgaan dat voor het gros van de dossiers waarop haar onderzoek steunt, vandaag geen toelating tot inzage zou worden gegeven. Als men alleen dossiers zonder eerherstel kan bestuderen, kan men ook nooit een representatief beeld krijgen van de veroordeelde collaborateurs. Want alleen dossiers van zware gevallen zonder eerherstel of vroeg overleden collaborateurs die niet de gelegenheid hebben gehad eerherstel aan te vragen, zijn nog open voor onderzoek. Onlangs nog protesteerden professoren van alle universitaire onderzoeksgroepen die zich specialiseren in de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog tegen het restrictieve beleid van de Procureurs-generaal, voorlopig zonder gevolg<sup>16</sup>.

Met de kwaliteit van de steekproef staat of valt het onderzoek van Sax. Men kan betreuren dat ze zich heeft beperkt tot collaborateurs die verschenen voor Nederlandstalige krijgsraden, maar dat is natuurlijk ook een beperking die de auteur zichzelf heeft opgelegd binnen het tijdsbestek van haar onderzoek. Daarmee blijven niet alleen Franstalige collaborators, maar ook Vlamingen die een Franstalig proces

15. BRUNO DE WEVER, *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en nieuwe orde : het VNV 1933-1945*, Tielt, Lannoo, 1994, p. 627. 16. Zie BRUNO DE WEVER, PIETER LAGROU, XAVIER ROUSSEAU & H. VAN GOETHEM, "Oorlogstrauma's achter slot en grendel", in *De Standaard*, 26.6.2013 en CHRISTIAN LAPORTE, "Archives de guerre : la recherche bloquée", in *La Libre Belgique*, 27.6.2013.

vroegen buiten beeld. Een belangrijkere kritiek is dat de steekproef zich beperkt tot dossiers uit de periode oktober 1944-april 1946. De reden die Sax aanvoert voor deze beperking is dat nadien de vloed aan dossiers zo groot werd dat de militaire rechtbanken het onderzoek minder grondig deden waardoor de strafdossiers veel armer aan informatie zijn. Dat kan juist zijn, maar het is ook waarschijnlijk dat na april 1946 meer kleine garnalen voor de rechter verschenen die daardoor misschien ondervertegenwoordigd zijn in het onderzoek. Het was aangewezen geweest om enkele steekproeven te nemen om dat na te gaan. Haar beslissing om een gelijk aantal veroordelingen te nemen per krijgsraad heeft voor- en nadelen. Een voordeel is dat zo collaborateurs uit heel Vlaanderen in beeld komen. Een nadeel is dat krijgsraden waar minder dossiers voorkwamen oververtegenwoordigd zijn, al heeft de auteur ook wel een punt als ze er op wijst dat er in de onderscheiden krijgsraden hoe dan ook een verschillende beleid gevoerd werd qua vervolging en bestraffing, zoals werd aangetoond door het bekende onderzoek van Luc Huyse en Steven Dhondt<sup>17</sup>.

Het strafdossier is een rijke bron die echter historisch kritisch moet worden gelezen. De beschuldigde heeft alle reden om zich zo voordelig mogelijk te presenteren terwijl de rechtbank op zoek gaat naar strafbare feiten wat niet hetzelfde is als een (historische) verklaring voor het gebeurde. De auteur besteedt relatief weinig aandacht aan de parallellen en verschillen tussen gerechtelijk en historisch onderzoek. Ze refereert aan een

artikel van Carlo Ginzburg uit 1991 over deze problematiek<sup>18</sup>. Het recente onderzoek naar *transitional justice* had ongetwijfeld heel wat meer stof tot reflectie kunnen bieden maar Sax is niet de auteur die op zoek gaat naar een gelegenheid om theoretisch uit te wijden.

Heuristiek en methode zijn de sterke punten van dit boek. Wereldbeeld en motivatie van individuen zijn onderwerpen die zich lenen tot speculatieve uitspraken. Die zijn evenwel niet besteed aan Sax. Haar bevindingen worden altijd empirisch en methodologisch onderbouwd. De wijze waarop ze de strafdossiers voor haar onderzoek valoriseert, is voor weinig kritiek vatbaar. Ze gaat behoedzaam tewerk en bouwt historisch kritische filters in om de bron te valoriseren voor haar onderzoek. Ze exploreert diverse methodes om het materiaal te interpreteren.

Ten eerste voert de auteur een prosopografisch onderzoek uit. Dit groepsportret vertoont vooral jonge mannen uit lagere sociale klassen. De reden is dat veroordelingen wegens militaire collaboratie veruit in de meerderheid zijn. Dat vooral jonge mannen tot deze specifieke vorm van collaboratie worden aangetrokken, vloeit voort uit de aard van die vorm van collaboratie zelf en dat ze vooral uit de lagere sociale klassen kwamen, bleek ook al uit eerder onderzoek<sup>19</sup>. Interessant is dat dit profiel identiek is met dat van het doorsnee lid van het (gewapende) verzet. Sax waagt zich niet aan de vergelijking. Het materiaal was nochtans ruimschoots aanwezig, zij het grotendeels in onuitgegeven scripties.

**17.** L. HUYSE, S. DHONDT e.a., *Onverwerkt verleden. Collaboratie en repressie in België 1942-1952*, Leuven, 1991, p. 252-258. **18.** C. GINZBURG, "Checking the Evidence. The Judge and the Historian", in *Critical Inquiry*, jg. 18, 1991, p. 79-92. **19.** Zie o.m. K. CARREIN, "De Vlaamse oostfronters. Sociaal profiel en wervingsverloop, november 1941-augustus 1944", in *Bijdragen tot de Eigentijde Geschiedenis*, nr. 6, 1999, p. 107-149; F. PLUSNIER, *Gewapende collaboratie in Franstalig België: het ware verhaal*, Antwerpen/Amsterdam, 2008.

Ten tweede zoekt ze op een creatieve manier naar de motieven om te collaboreren. Daarvoor onderzoekt ze de getuigenissen van en over de collaborateurs in het strafdossier. Ze komt tot een brede waaier van motieven : Nieuwe Ordegezindheid; geopolitieke motieven; strijd tegen het bolsjewisme, ontsnapping uit de omstandigheden; economisch en financieel gewin, materiële voordelen; ontsnappen aan tewerkstelling in Duitsland; collaboratie als 'ruilmiddel' (om iets anders te verkrijgen of ontlopen); wraak, ruzie en opstandigheid; familiale verplichtingen; ontsnapping aan straf; professionele ambitie; macht en machtsmisbruik; esthetische aspecten. Dit breed gamma aan motieven is op zich niet zo verwonderlijk en werd eerder al wel geformuleerd door historici, zij het met veel minder empirische ondersteuning. Opmerkelijk is het ontbreken van antisemitisme als motief. De auteur zoekt verklaringen in de steekproef die mogelijk op dit punt niet representatief is gezien het feit dat de Joodse bevolking in Vlaanderen voornamelijk in Antwerpen en Brussel leefde. Voorts ziet ze de relatieve onachtzaamheid voor dit thema vanwege de rechtbanken als mogelijke oorzaak. Hoe het ook zij, het is een opmerkelijk onderzoeksresultaat dat nader onderzoek vereist.

Ten derde zoekt ze naar samenhang van motieven, want het spreekt vanzelf dat verscheidene motieven tegelijk aanwezig konden zijn of dat het ene motief het andere kon impliceren of uitlokken. Zo komt ze tot de opmerkelijke vaststelling dat 40 % van de collaborateurs uitsluitend om ideologische redenen collaboreerde zonder dat er economische motieven in het spel waren. Bij on-

geveer evenveel collaborateurs speelden er economische motieven, maar een deel ervan was ook ideologisch gemotiveerd zodat het aandeel van ideologisch gemotiveerden bijna 65 % was.

Ten vierde maakt de auteur een koppeling tussen de twee grote motievenbundels – ideologisch en economisch – en het sociaal-economisch profiel van de collaborateurs. Het wekt weinig verbazing om bij de economisch gemotiveerde collaborateurs vooral veel mensen uit de lagere klassen aan te treffen. Geld en werk waren dan ook een hoofdmotief bij deze groep. Maar ook ruim driekwart van de ideologisch gemotiveerde collaborateurs komt uit de lagere sociale klassen. De auteur zoekt nog naar andere factoren die een engagement in de collaboratie kunnen verklaren, zoals sociale netwerken, familie en ruimte. Voor wat dit laatste betreft, maakt ze een nieuwe steekproef van 2.000 collaborateurs uit een databestand samengesteld door de Vereniging voor Familiekunde waarover de lezer verder weinig verneemt. Sax stelt vast dat collaborateurs gelijkmatig en representatief met de Vlaamse bevolking verdeeld zijn over grote steden, nijverheidsgebieden en landbouwgemeenten. Ze koppelt deze resultaten terug naar het onderzoek van Jeroen Adam en mezelf over de sociale aanhang van het VNV<sup>20</sup>. Het is een aansporing om dit onderzoekspoor nieuw leven in te blazen. De auteur constateert namelijk ook dat een niet onaanzienlijk deel van de ideologische gemotiveerde collaborators vaak al van vóór de oorlog lid was van een organisatie die in de collaboratie trad. Voorts erkent ze het belang van de familie in het engagement van deze

20. J. ADAM, "Een electorale en socio-professionele analyse van het Vlaams-nationalisme in West-Vlaanderen, 1938-1976-2000", in *BTNG*, 2004, 1, p. 79-131; BRUNO DE WEVER, *Greep naar de macht...*, p. 250-252 en 234-235.

collaborateurs. Er rekening mee houdend dat het overwegend om jonge mannen ging, is het niet uit te sluiten dat het VNV een zeer belangrijk milieu was waaruit de collaboratie in Vlaanderen te voorschijn kwam. Zo wordt de koppeling tussen het prosopografisch onderzoek van Sax en het sociaalhistorische onderzoek naar het VNV des te relevanter.

Ten vijfde gaat de auteur op zoek naar het zelfbeeld van de Vlaamse collaborateur en naar de wijzigingen die dat zelfbeeld onderging. Daarvoor onderwerpt ze de egodocumenten (281 brieven, 1 dagboek en 15 gedichten van 47 verschillende personen) die ze terugvond in de steekproef aan een discoursanalyse. Ze onderscheidt 17 topoi die ze herleidt tot drie grote thema's : tijd, identiteit en performativiteit. De belangrijkste vaststelling is dat de nationaal-socialistische ideologie deel uitmaakte van de identiteit van de doorsnee collaborateur. Het sluit aan bij mijn conclusie dat het VNV de fascistische ideologie incorporeerde. Er was geen tegenstelling tussen een Vlaams-nationalistische en nationaal-socialistische identificatie. Op dat punt vinden de *top-down* en *bottom-up* benaderingen elkaar. Op andere punten zijn er wel degelijk verschillen. Zo stelde Sax vast dat de tegenstelling VNV-DeVlag nauwelijks een rol speelde bij gewone collaborateurs en voorts dat de kritiek op de lokale Vlaamse leiders toenam naarmate de oorlog duurde terwijl Hitler de onaantastbare status van een seculiere Heiland genoot. Een punt van kritiek is dat de auteur geen poging doet haar resultaten te toetsen aan de talrijke gepubliceerde brieven van collaborateurs. Vooral brieven van oostfronters werden gepu-

bliceerd. Het zou haar bevindingen over het vijandbeeld van de Vlaamse collaborateur hebben kunnen aanvullen.

De conclusie dat de fascistische ideologie de belangrijkste drijfveer was voor de modale Vlaamse collaborateur, ontlokt de vraag naar de aantrekkingskracht van deze ideologie. Ze sluit aan bij een nieuw golf in het internationaal fascismeonderzoek met auteurs als Roger Griffin, Aristotle Kallis, Robert Paxton en Mark Mazower die wel opgenomen zijn in bibliografie, maar waar echter nauwelijks aan wordt gerefereerd. Dat is jammer want dit boek verdient een comparatief kader. Het gaat dan niet alleen over een Belgisch-Belgische vergelijking maar ook een ruimere vergelijking op basis van studies over andere collaboratiebewegingen. Ik denk bijvoorbeeld aan het recente bottom-uponderzoek naar NSB'ers in Amsterdam van Josje Damsma en Erik Schumacher waaruit o.m. bleek vele Nederlandse collaborateurs gedreven werden door ideologische motieven en dat nationaal-socialisme en het geloof in Hitler veruit de belangrijkste drijfveer was. Dat loopt dus gelijk met de Vlaamse collaborators. Maar ook antisemitisme blijkt een belangrijk motief van de Amsterdamse NSB'ers, wat dan weer afwijkt<sup>21</sup>.

Uitgeverij Manteau heeft van *Voor Vlaanderen, Volk en Führer* een verzorgd boek van gemaakt. Alleen jammer dat de illustraties zo stiefmoederlijk worden behandeld. Ze staan plompverloren achteraan het boek en krijgen ook nauwelijks enige duiding. Dat laatste is natuurlijk ook de verantwoordelijkheid van de auteur.

**Bruno De Wever**

21. J. DAMSMA & E. SCHUMACHER, *Hier woont een NSB'er. Nationaalsocialisten in bezet Amsterdam*, Amsterdam, 2010.

## XI. Biografie - Biographie

### *Henri La Fontaine, prix Nobel de la Paix en 1913. Un Belge épris de justice*

Bruxelles, Racine, 2012, 192 p.

Cet ouvrage célèbre la figure polyédrique du prix Nobel de la Paix Henri La Fontaine. Depuis son engagement dans le socialisme, dans la lutte pacifiste, le féminisme et la Franc-maçonnerie – tant au niveau national qu'international – jusqu'à ses passions dans la vie privée, chaque auteur s'occupe d'une des facettes de l'œuvre et de la vie de La Fontaine dans une sorte de *crescendo* qui converge finalement vers une image exhaustive et cohérente aussi exceptionnelle qu'exemplaire de ce Belge.

Les neuf articles qui constituent le *corpus* de cet ouvrage sont dans la *quasi* entièreté – hormis l'article de Marinette Bruwier déjà paru en 2002 – des contributions inédites et originales traitant du parcours tant professionnel que personnel de La Fontaine durant son existence. Comme d'ailleurs sont également originales les photos et les reproductions de documents intercalés dans les articles et entre les articles. Ceux-ci sont des éléments qui font de cet ouvrage un "beau livre" non seulement agréable à lire, mais aussi à regarder. Cela donne d'ailleurs également une idée de la richesse de la documentation conservée au Mundaneum, le centre de documentation à l'initiative duquel ce livre a été réalisé.

L'aspect visuel mis part, la lecture des articles, des documents, des morceaux de discours s'enchaîne harmonieusement sans que ne surviennent des redondances dans la narration des événements. Les voix des auteurs ne se superposent presque jamais

et elles ne se perdent pas dans de longues contextualisations qui pourtant pourraient normalement sembler nécessaires. En effet, cette contextualisation est déjà faite dans l'introduction et dans les repères chronologiques disponibles à la fin de l'ouvrage. L'introduction n'est qu'une longue note biographique traitant de toutes les étapes de la carrière et de la vie de La Fontaine, note rédigée par l'actuel président du Bureau international de la paix, Colin Archer. Elle permet d'avoir déjà acquis tous les éléments fondamentaux pour ensuite se pencher avec fruit sur les articles qui suivent.

Le premier article de Christophe Verbruggen, Wouter Van Acker et Daniel Laqua porte un regard particulier sur les débuts de la carrière politique de La Fontaine. Leur article tourne autour du trait d'union entre ce qui est défini comme "la dimension sociologique de ses débuts" et l'internationalisme de La Fontaine. Les trois contributions démontrent que l'origine de cet internationalisme est fortement en connexion avec la naissance du concept d'intellectuel engagé au niveau social. Cette conception est la fille de la révolution intellectuelle et sociale, à la fois pan-européenne et transnationale, typique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La Fontaine en est une des incarnations les plus réussies.

Il est ainsi engagé dans le milieu de la sociologie bruxelloise, où il rencontre les personnalités les plus importantes du socialisme international et belge comme Emile Vandervelde dont il était déjà l'ami. Dans le deuxième article, Gwenaël Vande Vijver traitera par ailleurs de l'entrée de La Fontaine en politique au sein du Parti ouvrier belge.

En tant que sénateur, ses batailles plus importantes sont le suffrage universel et l'enseignement. D'ailleurs la neutralité de l'éducation est également une des thématiques chères aux mouvements de la paix dont il a fait également partie comme nous le verrons par la suite.

Tous ses combats politiques rentrent dans le cadre de son adhésion au collectivisme et de l'idée du "bien commun". L'auteur nous démontre que son engagement dans le Parti ouvrier belge a été plutôt idéaliste et lié au contexte international plutôt que national du socialisme. Ce sont les raisons principales qui affaiblissent la position de Henri La Fontaine au sein du POB.

Il n'est en effet pas un vrai politicien. C'est un juriste et il travaille à réaliser la justice entre les peuples et parmi les peuples. Jean-Michel Guieu démontre très bien que son apport au pacifisme provient de cet engagement à l'égard de la justice. En tant que spécialiste du droit international, La Fontaine, comme d'autres juristes pacifistes, se penche sur la procédure de l'arbitrage international pour garantir la paix entre les nations, présumé de la paix durable. Ce type de pacifisme de nature essentiellement juridique a été jugé d'"ancien style" après le premier conflit mondial et se juxtapose au pacifisme "nouveau style" plus radical qui a caractérisé la Société des Nations. La Fontaine ne manifeste pas d'enthousiasme pour ce nouveau style. La Deuxième Guerre mondiale, la fin de la SDN et le retour à l'idéal de la Paix par le droit prôné par l'ONU lui donneront raison.

Verdiana Grossi s'étend pour sa part davantage sur l'œuvre accomplie par La Fontaine en matière de pacifisme. Elle évoque

le prix Nobel attribué à La Fontaine en reconnaissance de son engagement en matière de droit international et de la paix, prix obtenu tardivement par rapport aux travaux déjà accomplis, dont la très connue *Magnissima Charta*, visant à unir l'humanité au-delà des frontières à travers l'accès au savoir.

Valérie Piette nous révèle ensuite un aspect peu étudié de son engagement sociétal : le féminisme. Le contexte familial d'abord, le rapprochement avec les libéraux et la maçonnerie qui prônent le droit à l'instruction de la femme ensuite, ne sont que les pré-supposés de l'intégration de La Fontaine dans les batailles du féminisme structuré. Pour ce dernier passage, l'influence de sa sœur Léonie a été décisive. Ils ont été tous deux parmi les fondateurs de la Ligue des Droits des Femmes en 1892. Il n'a pas été aussi actif que sa sœur dans la Ligue, mais il continue à apporter son soutien au féminisme tout en bataillant politiquement pour le suffrage universel en Belgique. Il prône même l'intégration du féminisme dans le pacifisme et dans la maçonnerie.

Comme le féminisme intègre le pacifisme, ainsi La Fontaine et son ami Paul Otlet pensent qu'une banque de données universelle pourrait favoriser l'organisation de l'internationalisme pacifique par le biais de la coopération intellectuelle. C'est dans ce but qu'ils réalisent plusieurs associations dont le Palais Mondial, rebaptisé Mundaneum. Bruno Liesen reconstruit les étapes de ce projet ainsi que son contexte national et international.

La Fontaine ne fait que travailler en faveur de l'humanité. Cette affirmation a encore



plus de sens si nous considérons qu'il a été franc-maçon. Marinette Bruwier esquisse le parcours maçonnique d'Henri La Fontaine depuis son initiation jusqu'à son intervention dans l'introduction du "Droit Humain", obédience mixte en Belgique.

Cette démarche est très cohérente avec ses engagements profanes. La Fontaine est un franc-maçon qui veut répandre les principes de la maçonnerie dans le monde. Voici la raison pour laquelle il est toujours présent dans nombre de congrès de diverses associations internationales d'inspiration maçonnique qui naissent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais qui s'affirment pendant l'Entre-deux-guerres. Son activité maçonnique est au service du pacifisme.

Dans le dernier article, Jérôme Adant conclut ce parcours de vie en traçant un aperçu de ses passions plus intimes. De sa mère et de sa sœur à sa femme, ses amis, la musique, l'alpinisme, jusqu'à ce que la Deuxième Guerre mondiale le condamne à l'exil et à la solitude.

À la fin de cette lecture, on pourrait très bien penser à lui en l'assimilant à cette image d'"homme réseau". Cet ouvrage nous apprend qu'il a fait partie de la grande majorité des réseaux politiques et sociaux existant en milieu laïque de gauche à son époque et qu'il a créé des liens entre les divers contextes internationaux auxquels il a appartenu pour une raison spécifique. Le centre à partir duquel cet énorme réseau s'est développé est la raison même de l'idéal de base de tout son parcours politique, intellectuel et social : la paix. Tout ce dont La Fontaine s'est occupé dans sa vie a donc toujours été caractérisé par sa forte cohérence avec cet idéal, un idéal à

réaliser par le biais de la justice. Cet ouvrage apporte indéniablement une meilleure connaissance d'une époque et de ses idéaux à travers un personnage exceptionnel.

**Nicoletta Casano**

LUDO STYNEN

***Jan Frans Willems. Vader van de Vlaamse beweging***

Antwerpen, De Bezige Bij, 2012, 507 p.

Ludo Stynen is reeds vele jaren actief als auteur van omstandige biografieën van figuren uit de 19<sup>de</sup> eeuw. Figuren die altijd wel ergens op het grensvlak tussen literatuur en Vlaamse beweging te situeren zijn. Niet zelden ook figuren die van liberale signatuur waren. In 2006 verscheen een boek van zijn hand over Tony Bergmann. Thans is weerom een doorwrocht werk verschenen, over Jan Frans Willems (1794-1846). Willems, boegbeeld van de taalminnaren, filoloog, theaterman, literatuurhistoricus en bezieler van een eerste generatie verdedigers van de Nederlandse taal binnen het onafhankelijke België, werd omwille van die rol al eens omschreven als "vader van de Vlaamse beweging". En dat is dan ook de ondertitel van het boek geworden. Als zodanig werd of wordt hij zo nu en dan nog eens herdacht (voorheen gebeurde dan al eens vaker, ook door rechts autoritaire stromingen van de Vlaamse beweging overigens), onder meer door het naar hem genoemde Willemsfonds. Maar daarbuiten is Willems vandaag toch een eerder vergeten figuur geworden, althans toch buiten een beperkte kring van specialisten.

Ludo Stynen opent daarom zijn studie met de vraag of het uiteindelijk nog wel de moeite loont om over deze figuur een omvangrijk boek te plegen. Na de lectuur van dit erg

vlot geschreven werk, beantwoorden we die vraag graag positief. Het beeld dat we van Jan Frans Willems krijgen is immers een stuk interessanter dan men zou kunnen vermoeden. Dat ligt niet alleen door het bij elkaar brengen van de her en der in de literatuur beschikbare informatie – die de ingewijden ook wel bezaten – maar ook door een aantal toevoegingen van Stynen, die, op basis van het eerder beperkt beschikbare bronnenmateriaal (vooral correspondentie van Willems), een erg levendig beeld schetst van de man achter de ambtenaar-filoloog. En die zijn rol op diverse gebieden preciezer afweegt dan voordien was gebeurd. Ik denk hier aan de plaats van toneel in de carrière van Willems, vooral belangrijk in de eerste Antwerpse fases van zijn publiek leven, maar iets minder prominent met de Gentse rederijderskamer De Fonteine gerelateerd dan lang was aangenomen.

Ludo Stynen maakt Willems ook interessant door het genuanceerd afwegen van de diverse, soms wat contradictorische aspecten van de man. Willems kwam uit ouder werk al eens naar voren als een draaier en al evenzeer als een weinig strijdbare figuur. Zijn uiteindelijke ‘beking’ tot het nieuwe België na enkele orangistische jaren of zijn latere neiging om zoveel mogelijk in de gunst te komen bij de hooggeplaatsten van het Belgisch politiek bestel. Het heeft allemaal ongetwijfeld toe bijgedragen tot een niet altijd even flatterend beeld. Indien Willems dan al waardering genoot voor zijn rol in de herontdekking van het Zuid-Nederlands literair patrimonium (voor de Reinaert vooral), dan was zijn politieke profilering – ook in taalpolitieke materies – minder een voorwerp van lof. De auteur plaatst dat allemaal in een kader waarbij de betekenis van één en ander veel beter te begrijpen is.

Vooreerst blijkt dat Jan Frans Willems best scherp van zich af kon bijten en voor deze of gene ‘goede zaak’ een scherpe pen durfde hanteren. Zo was hij in de spellingoorlog erg militant tegen de particularistische, West-Vlaamse tendensen die zo ver mogelijk van de Noord-Nederlandse spelling wilden uitkomen. Dat hij politiek niet altijd even eenduidig was, is onbetwistbaar, maar hij was niet meer een ‘girouette’ dan de zoveel anderen (er werd in die jaren zowaar een hele encyclopedie gewijd aan deze categorie ...), niet meer dus al die soms zelfs bepaald succesvolle tijdgenoten die doorheen de snelle regimewisselingen van de vroege 19<sup>de</sup> eeuw er het beste van probeerden te maken. Overigens kreeg Willems daarbij al eens steviger klappen dan anderen. Stynen toont aan dat de sanctie die hij in het jonge België kreeg omwille van zijn Nederlandse sympathieën, de zogeheten ‘ballingschap’ in Eeklo, voor Willems inderdaad een flinke klap was, al was het maar omdat de inkomensderving bepaald niet gering bleek. Anderzijds is het zo dat Willems functioneerde in een tijdsgewricht waarin de grenzen tussen de politieke stromingen nog niet ten volle waren uitgekristalliseerd.

Jan Frans Willems was min of meer liberaal, maar had nog steeds goede contacten met de katholieke overzijde. En ook taalkundig was niet alles al zo duidelijk – zelf gebruikte hij trouwens vrij vaak de Franse taal. Wat Stynen ook doet, aan het einde van het boek, is Willems’ plaats afwegen aan de meer theoretische literatuur over natievorming en nationalisme. Hij refereert – grotendeels dan uit tweede hand – aan de drie-fasen-theorie van Miroslav Hroch en besteedt met de obligate verwijzing naar Eric Hobsbawm ook wat aandacht aan de

constructivistische literatuur ter zake. Daar is de auteur misschien iets minder overtuigend. Vooral omdat hij klaarblijkelijk minder zicht heeft op de bijdrage van etnosymbolistische school aan het nationalisme-debat. Die wijst nochtans op het belang de herontdekking van culturele artefacten van de oude etnie waaraan moderne nationalismen zich trachten te verbinden, met andere woorden precies een sleutelaspect van Willems' intellectuele activiteit als bezorger van Middelnederlandse teksten. Hier voelt men dat de auteur toch iets meer een literatuurhistoricus is dan wel een historicus van nationale bewegingen. Dat doet echter niet af aan de waarde van een boek dat ieder vorser die over de vroege Vlaamse beweging werkt zeker ter hand zal moeten nemen.

Jeffrey Tyssens

PIERRE VAN DEN DUNGEN

***Hubert Pierlot (1883-1963). La Loi, le Roi, la Liberté***

Bruxelles, Le Cri, 2010, 448 p.

Spaak, Gutt et De Schryver avaient la leur. C'est dire si la biographie d'Hubert Pierlot était attendue. Et même nécessaire. L'homme, en effet, fut le Premier des Belges londoniens durant la Deuxième Guerre mondiale. Des années décisives, parfois même tragiques. Indubitablement, il fallait du temps avant de pouvoir sereinement aborder le sujet...

Pierre Van den Dungen ne partait cependant pas de rien. En 2007, Thierry Grosbois publiait en effet son *Pierlot* chez Racine. Se concentrant sur la période 1930-1950, l'oeuvre était plus modeste. Surtout, l'auteur n'avait pas eu accès aux nombreux papiers personnels de l'ancien Premier ministre. Ces documents étaient conservés par la famille;

ils ont, depuis lors, été versés aux Archives Générales du Royaume. Et n'ont d'ailleurs pas encore livré tous leurs secrets.

La première partie de l'ouvrage de Pierre Van den Dungen est la plus courte (66 pages). Elle couvre pourtant la période la plus longue (1883-1939). On découvre les origines du futur Premier ministre. Né dans une famille aisée, Hubert Pierlot grandit dans un milieu pieux, catholique. Adolescent, il fréquente les meilleurs établissements (Maredsous, St Michel). Il se fait remarquer par ses excellents résultats en religion et en version latine. Déjà, il est moins à l'aise en déclamation... Après un très bref passage par l'École Royale Militaire, le droit l'attire à Louvain. L'on n'en apprendra pas beaucoup plus sur sa jeunesse et ses années louvanistes. Vient ensuite le grand voyage. En 1910, Pierlot s'en va pour le Canada et les Etats-Unis. Le prétexte est double : voyage d'études et participation à un congrès eucharistique international. Des lettres inédites nous révèlent un homme de foi, cependant attaché aux valeurs laïques. Le jeune homme fait de brèves escales à Londres et à New-York. Des villes qu'il redécouvrira plus tard...

Pierre Van den Dungen nous emmène ensuite au front. Loin des siens durant 52 mois, Pierlot découvre la peur et s'endurcit. Les principales caractéristiques du personnage se révèlent déjà : sens de la hiérarchie et du devoir, curiosité pour la chose militaire, recherche de la vérité, exigence et précision, esprit critique... Durant une importante partie du conflit, Pierlot tient des carnets, originellement destinés à sa mère qui meurt en mai 1916.

Le 4 septembre 1919, Pierlot épouse Marie-Louise De Kinder. Le couple aura sept enfants.

Même s'il tient à leur transmettre ses valeurs (chrétiennes), Pierlot est souvent éloigné du domicile familial, absorbé par son métier d'avocat et par le virus politique naissant. L'homme s'introduit dans la sphère publique par le biais des cabinets ministériels. Il réalise une brève entrée à la Chambre en 1925 avant d'être élu au Sénat l'année suivante. Parmi les dossiers qui l'intéressent, relevons les questions de Défense, mais aussi le fonctionnement de l'État. En janvier 1934, Pierlot obtient le portefeuille de l'Intérieur. Il reçoit ensuite les rênes du ministère de l'Agriculture. En septembre 1936, il ne craint pas de mettre de côté le Secrétaire général de son département, trop souvent absent. L'épisode marque : Pierlot se fait des ennemis jusque dans son propre camp. Et déjà, il s'oppose à Léopold III...

Entretemps, en mai 1935, Pierlot accède à la présidence de l'Union catholique belge. Van den Dungen nous dévoile l'action de Pierlot, dans les coulisses de l'UCB. L'homme recherche l'unité, tente de renouveler les cadres, traite la question des cumuls, se montre attentif à l'influence de la presse... Profondément opposé à la montée des fascismes, il est aussi attentif à la question flamande qui gronde.

Arrive alors la deuxième partie (259 pages). Le cœur de l'ouvrage. Nous sommes en 1939. Pierlot I, Pierlot II et Pierlot III se succèdent rapidement. Dans un contexte international qui se tend, le Premier ministre parvient à l'apogée de sa carrière politique. Dans le même temps, Léopold III arrive au sommet de son interventionnisme. Les objets de conflit entre les deux hommes sont nombreux. Le chef de l'État critique ainsi la taille du cabinet, mais plus encore la mollesse avec laquelle celui-ci

respecte la neutralité. "Mieux vaut entendre parler du Roi que de le voir", observe Pierlot. À plusieurs reprises, on frôle la démission. La guerre se rapproche. Pierre Van den Dungen met parfaitement en évidence le rôle clé que Léopold III et ses conseillers entendent jouer en matière de politique étrangère. Il dévoile aussi l'étrange équilibre qui règne au sein du gouvernement : à côté d'un triumvirat (Pierlot, Spaak et le général Denis) très actif, les autres ministres sont essentiellement tenus dans l'ignorance des questions qui comptent. Et puis, entre les deux branches de l'exécutif, les désaccords se multiplient ; la question royale a déjà commencé... Sans doute pouvons-nous ici regretter que l'auteur ne se soit point rendu aux Archives du Palais Royal, un passage qui eût sans doute enrichi son propos.

Viennent ensuite Wynendaele, Poitiers et Vichy. L'auteur nous montre le chemin de croix d'un homme en plein désarroi, qui tente de rester fidèle à ce en quoi il croit. De la mi-juin à la mi-juillet, c'est le temps de la résignation. La guerre paraît perdue. Quand Pierlot apprend que De Vleeschauer a gagné Londres, il y voit "une complication de plus" et lui demande de revenir au plus vite. Ce n'est que le 27 août que Pierlot quitte Vichy. Avec Spaak, c'est alors le début de la longue traversée... À Londres, là où il n'y a pour l'heure qu'un "homme d'affaires juif non parlementaire" et un "membre peu connu du parti catholique flamand", pour reprendre les mots du diplomate britannique Aveling, Pierlot apparaît bientôt comme l'homme providentiel.

Il convient alors de remonter le courant. Pour cette période passionnante et encore largement méconnue, Van den Dungen s'appuie notamment sur les carnets tenus par

Pierlot, de novembre 1939 à septembre 1944. Et l'auteur de décrire (une petite partie de) l'activité entreprise par le gouvernement "à Londres" – et non "de Londres", Pierlot y tient beaucoup. Réorganisation de l'armée belge, ravitaillement du territoire occupé, propagande... En la matière, il reste encore des chantiers pour l'historiographie. Van den Dungen avoue d'ailleurs n'avoir pas consulté le fonds des "cabinets ministériels du Premier ministre Hubert Pierlot à Londres". Plus encore, nous regretterons l'absence totale d'archives étrangères, et notamment de papiers diplomatiques.

En attendant, "Julien-la-barre-de-fer" – c'est le surnom que Gutt lui a donné – apparaît comme un homme scrupuleux, légaliste, prudent et... surmené. Inlassablement, il tente de maintenir la cohésion dans la petite équipe, qui s'agrandit bientôt. Ami de Gutt, proche de Spaak, Pierlot éprouve plus de difficultés avec De Vleeschauwer et ses opinions flammingantes. D'autant que le ministre des Colonies mène une politique conservatrice, souvent très individuelle. En août 1944, pour Pierlot, De Vleeschauwer est carrément devenu un "ministre impossible"...

Inévitablement, le Palais occupe aussi les pensées de Pierlot, monarchiste depuis toujours. En public, le Premier ne cesse de jouer la carte de la sobriété. Notamment devant les Alliés, il veille à ne pas critiquer le souverain. Fin 1943, via la mission De Kinder, le gouvernement demande au roi de proclamer que l'état de guerre n'a jamais cessé. Mais Laeken ne répond pas (dans le sens souhaité). "Nos difficultés avec le destinataire ne cesseront que le jour où avec nos fonctions, prendront fin nos rapports avec lui", écrit un Pierlot résigné. Qui se prend même déjà à rêver de

voir le prince Charles débarquer à Londres. Une chimère, il le sait...

Dans un style toujours très agréable à lire, Van den Dungen nous raconte ensuite le retour à Bruxelles. C'est la troisième partie (70 pages). Pierlot entend jouer la carte de l'apaisement. Il rend hommage au "prisonnier de guerre" et souhaite quitter la vie politique. Il doit cependant encore tirer quelques mois à la tête d'une nouvelle équipe. En 1946, il décide encore de se présenter sur les listes du Sénat. Mais son nom suscite la polémique. Une partie de l'électorat et la presse font monter la pression. Pierlot retire sa candidature. L'Union démocratique belge lui propose une place. Fidèle à son parti, Pierlot la refuse.

Entre-temps, la question royale a pris de l'ampleur. N'ayant plus aucun avenir politique, Pierlot retrouve la liberté. Il invite son parti à ne pas se lier au sort personnel de Léopold. Plus tard, il regrettera que les sociaux-chrétiens ne prennent pas leurs responsabilités, n'adoptent pas une attitude claire. Les débats prennent une autre ampleur avec la rédaction, par Pirenne, d'un Livre blanc. Pierlot y voit une "déclaration de guerre". Il est temps de sortir du bois. En juillet 1947, il livre ses "Pages d'Histoire" dans *Le Soir*. Les réactions sont vives et vont dans tous les sens. "Ça sue la vérité et l'honnêteté", écrit Camille Gutt. Dans le même temps, Albert De Vleeschauwer, un autre Londonien, reproche à Pierlot d'avoir découvert la Couronne... À ce propos, le 22 juillet 1950, Pierlot refuse de participer au conseil de la Couronne convoqué par Léopold III.

Van den Dungen brosse la fin de vie d'Hubert Pierlot en quelques pages un peu rapides.

Par nécessité financière, l'ancien politique reprend ses activités d'avocat. Mais celles-ci sont rendues difficiles par les positions qu'il a adoptées dans la question royale. Au Palais, on a également la rancune tenace. "Sa conduite a été inadmissible", confiera Baudouin à Gutt...

Le livre se termine par une annexe et une large bibliographie. Vient ensuite un utile index onomastique, où les prénoms précèdent étrangement les noms de famille. Nous regretterons au passage l'absence d'une table des abréviations qui aurait pu s'avérer pratique, non sans avoir salué le très beau cahier iconographique, qui propose plus de quarante clichés, souvent inédits.

**Vincent Delcorps**